

L'impact de la structure de marché et du choix stratégique sur la performance bancaire : Cas des banques tunisiennes

HICHRI Ghada

Encadré par : Mohamed Daouas

INTRODUCTION GENERALE

Le système bancaire tunisien, tout comme ceux des pays en développement, n'a pas cessé de progresser afin d'évoluer et de faire face aux changements continus de l'environnement et ce à travers les différentes réformes qu'il a connues.

Plusieurs économistes (Igue(2013); Gurley et Shaw (1955)¹ ; Levine(2005)) se sont intéressés aux systèmes financiers ; ils ont insisté sur le rôle crucial des intermédiaires financiers dans la croissance économique. En effet, les banques jouent un rôle important dans le développement économique du pays. Ce rôle réside, en particulier, dans l'intermédiation entre les agents excédentaires en ressources et ceux déficitaires.

Tout en remplissant son rôle dans le financement de l'économie, la banque s'attache à sa rentabilité afin de garantir sa pérennité. Cela nécessite la connaissance des facteurs significatifs influençant cette rentabilité et qui permettent de réaliser la performance souhaitée. Plusieurs chercheurs (Hoffmann et al. (2011) ; Suer(2002) ; Bahyaoui (2017)) se sont intéressés à ce sujet et ont effectué des études axées sur la relation entre les différents indicateurs financiers et la performance bancaire.

En effet, certains auteurs (Cappel(1990); Greenley(1986); Leontiades et Tezel(1980); Orpen(1985); Robinson et Pearce(1983)²) ont étudié les effets de la planification stratégique sur la performance bancaire, et le résultat le plus répandu montre l'absence d'association cohérente entre le processus de planification stratégique et la performance. D'autres auteurs, par contre, comme Spanos et al. (2004) ont souligné l'importance de la planification stratégique, apportant un éclairage afin de surmonter les obstacles et les préjugés associés aux échecs de la planification.

L'importance de la planification réside dans le fait qu'elle représente un processus qui identifie et définit les buts, cibles et objectifs dans une banque et définit la manière de les atteindre. La planification stratégique est la pratique courante des organisations pour améliorer leurs performances en concevant et en mettant en place les stratégies permettant d'obtenir les résultats souhaités. La pratique de la planification stratégique est considérée

¹Cité dans Jacquet et Pollin(2012).

²Cités dans A, O. K. (2013). STRATEGIC PLANNING AND BANK MANAGEMENT IN NIGERIA: ISSUES FOR POLICY CONSIDERATION. Journal of Research and Development , 1-14.

comme une prise de décision préventive pour optimiser les résultats de l'organisation (Schendel & Hofer, 1979)³.

D'autres auteurs ont examiné l'impact de la structure du marché sur la performance des banques. Modigliani et Miller (1958) soulignent l'importance de la structure du marché dans la décision financière. Il est à noter qu'il existe deux points de vue au sujet de l'impact de la structure du marché sur la performance des banques. Certains chercheurs (Mujahid et al. (2014) ; Mehar(2018)) ont constaté que la structure du marché a un impact positif sur les performances bancaires. D'autres auteurs ont souligné des difficultés pour choisir des indicateurs de la structure de marché (Belkhaoui et al. (2012)). En effet, contrairement à Harris et Raviv (1991) et à Myers et al. (2001) qui ont identifié quelques indicateurs pour mesurer cette variable, plusieurs autres chercheurs y ont trouvé des difficultés.

Bien que plusieurs études antérieures aient été menées pour étudier la relation de la performance bancaire avec la planification stratégique et la structure du marché, la diversité des résultats de ces recherches menées sur des systèmes bancaires de pays en développement autre que la Tunisie, nous a incités à élaborer cette étude sur le système bancaire tunisien. Dans le cadre du présent travail nous nous intéressons à mesurer l'effet de la décision stratégique et de la structure du marché sur la performance bancaire pour un échantillon de banques commerciales tunisiennes.

Nous essayerons, dans le cadre ce mémoire, d'apporter une réponse à la question:

Quel est l'impact de la structure du marché et des choix stratégiques de la banque tunisienne sur sa performance?

Notre problématique sera traitée dans 3 chapitres : Le premier sera consacré à la présentation des différentes particularités et concepts de la performance bancaire ainsi que ses différents indicateurs et mesures.

Le deuxième chapitre présentera les études antérieures ayant un rapport avec notre problématique et les différentes approches utilisées pour répondre à cette dernière.

Le troisième chapitre sera consacré au test de la relation entre, d'un côté la planification stratégique et la structure du marché et de l'autre, la performance bancaire des 12 banques

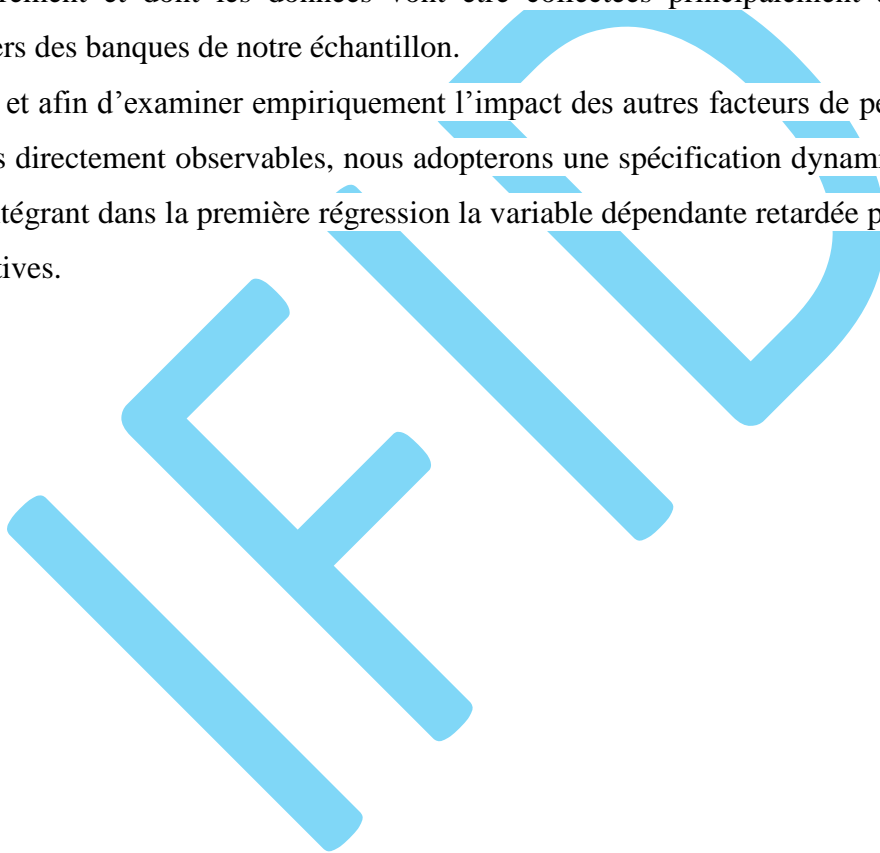
³ Cité dans Hunjra, A. I. (2014). Impact of strategic planning on the financial performance of small and medium banks in Islamabad. *Bulletin of Business and Economics* , 96-130.

commerciales tunisiennes cotées et cela en procédant à une régression simple afin d'apprécier l'effet de chacune des variables reflétant les choix stratégiques de la banque et la structure de marché sur sa performance.

En effet, la structure de marché sera intégrée dans cette étude selon deux formes à savoir la concentration de marché et la part de marché pour chaque banque. Afin d'analyser le rôle du choix stratégique dans l'explication de la performance d'une banque, trois dimensions de la stratégie globale vont être pris en compte, à savoir : la stratégie de diversification, celle de prise de risque et celle de gestion des coûts.

Ces variables vont être mesurées à travers différents ratios que nous allons présenter ultérieurement et dont les données vont être collectées principalement à partir des états financiers des banques de notre échantillon.

Ensuite et afin d'examiner empiriquement l'impact des autres facteurs de performance qui ne sont pas directement observables, nous adopterons une spécification dynamique du modèle et ce en intégrant dans la première régression la variable dépendante retardée parmi les variables explicatives.



Chapitre 1 : LA PERFORMANCE BANCAIRE : PRESENTATION DES CONCEPTS CLES ET DES INDICATEURS DE MESURE

INTRODUCTION

Comme toute entreprise à but lucratif, les banques fournissent des efforts importants pour assurer leur pérennité qui devient de plus en plus menacée par plusieurs facteurs tels que la concurrence, la mondialisation, le développement technologique (l'apparition des fintechs⁴) etc. Face à cette situation, seules les entreprises ayant la capacité de s'adapter et de bien saisir les opportunités, vont résister et garder leur place sur le marché.

La performance est un concept très développé dans la littérature ainsi que dans les milieux opérationnels qui présentent un certain niveau d'excellence. Bien que ce concept soit souvent utilisé, il ne se limite pas à une seule définition ou mesure. Ces dernières peuvent être désignées en fonction de l'objectif souhaité, de la perspective d'analyse et de l'intérêt de l'utilisateur de ce concept (Issor; 2017).

Afin de répondre à notre problématique, nous allons consacrer ce premier chapitre à rendre plus claire la définition de la performance bancaire avant de présenter ses mesures et analyser ses déterminants.

SECTION 1: LA DEFINITION DE LA PERFORMANCE BANCAIRE

La performance bancaire est une notion complexe et difficile à cerner vu la multiplicité des approches de son analyse. Cette complexité ne réside pas que dans la diversité de ses conceptualisations mais elle est aussi liée à son caractère multidimensionnel.

Pour mieux comprendre cette idée, il convient tout d'abord de définir la performance bancaire avant d'entamer son caractère multidimensionnel.

1.1 Définition générale de la performance

La notion de performance représente le cœur de toute démarche d'évaluation des organisations. Dans les dictionnaires de la langue française, la performance se définit comme étant le constat officiel enregistrant un résultat accompli à un instant t, tout en se référant à un contexte bien précis, à un objectif fixé et à un résultat estimé, ceci est valable pour les différents domaines (Notat, 2007)⁵.

⁴. Le terme « fintech » est une contraction de « finance » et de « technologie ». A noter que Fintech, est une nouvelle industrie financière qui déploie la technologie pour améliorer les activités financières.

⁵Cité dans (Salgado, 2012)

Dans le domaine de la gestion, la performance reste toujours une notion ambiguë, qui n'a été définie explicitement que rarement. En effet, ce n'est qu'à partir des années 80, que plusieurs chercheurs ont focalisé leurs travaux sur sa définition (Bouquin, 1986 ; Bescos et al. 1993 ; Bourguignon, 1995; Lebas, 1995 ; Bessire, 1999...). Et, récemment cette notion a été employée dans la littérature managériale afin d'évaluer la mise en place des stratégies liées au développement durable au sein des entreprises (Capron et Quairel, 2005)⁶.

Marion et al. (2012) mentionnent qu'au sein d'une entreprise, la performance peut être définie différemment. Elle peut être définie à travers le résultat d'une action (Bouquin, 2004), la réussite de l'action (Bourguignon, 1995), ou bien à partir des modes de réalisation du résultat de l'action (Baird, 1986).

Le choix entre ces définitions est étroitement lié à l'approche d'évaluation de la performance et/ou aux acteurs contribuant à sa réalisation. Ainsi, cette approche d'évaluation dépend directement du contexte de l'entreprise et elle peut être limitée à un seul aspect de la performance (par exemple, la performance financière), comme elle peut s'élargir et traiter plusieurs critères à la fois (par exemple, les performances financière, économique, des processus...) (Salgado, 2012).

Les travaux réalisés en stratégie constituent une contribution majeure pour préciser la performance globale d'une entreprise (Salgado, 2012). Généralement, les travaux qui émanent d'une vision intégrative des fonctions au sein de l'entreprise considèrent que la performance de cette dernière dépend de sa capacité à générer de la valeur. Dans ce sens, nous citons l'étude de Norman et Ramirez (1993) qui affirme que « l'art de la stratégie est de créer de la valeur ».

D'autres études ont développé cette idée et ont défini la performance de l'entreprise comme étant le niveau d'obtention des résultats tout en prenant en compte les efforts fournis et les moyens mis en place. Cela met l'accent sur les notions d'efficacité et d'efficience (Issor, 2017).

En se référant à ces deux notions, l'étude de Bourguignon (1997) a regroupé les différents sens de la performance dans le domaine de la gestion en trois catégories, qui sont les suivants:

- Le premier sens est celui de la performance-succès, il suppose que la performance signifie le succès. Ce dernier retient un jugement de valeur par rapport à un référentiel, qui correspond au succès du point de vue de l'observateur.

⁶ Cité dans (Issor, 2017)

- Le deuxième sens est celui de la performance-résultat, dans ce cas la performance désigne le résultat d'une action, il s'agit d'une évaluation ex-post des résultats réalisés.
- Enfin, le troisième sens correspond à la performance-action. Dans ce cas la performance signifie une action ou un processus de mise en action d'une compétence potentielle.

Eu égard à ce qui précède, nous pouvons conclure que la performance n'existe pas dans l'absolu mais elle diffère d'une organisation à l'autre et elle dépend du schéma de réussite adopté par l'entreprise (Hattabou, 2011).

Malgré les divergences entre les différentes définitions de la performance, Bessire (1999) a réussi à présenter quatre points de convergence entre elles, à savoir :

- Premièrement, l'expression performance est généralement utilisée dans un contexte d'évaluation (par exemple, évaluation de la performance, son management, son pilotage ...). En d'autres termes, la performance est étroitement liée à la valeur. Ce point fait référence à la définition de la performance comme étant un résultat.
- Le deuxième point suppose que la performance est multidimensionnelle et que le nombre de ces dimensions dépend de la vision de celui qui les décrit.
- Le troisième point illustre la relation liant la performance à la cohérence et à la pertinence. La cohérence se réfère à la prise de décisions logiques et cohérentes entre elles. Cependant, l'aspect difficulté réside dans le terme pertinence qui n'a pas une définition précise, il peut être défini en fonction de son utilisateur et dans certains cas, il est confondu avec le terme cohérence ou même assimilé à celui de précision ou d'exactitude.
- Le dernier point suppose que la performance ne puisse être un concept ayant une définition absolue ou objective, elle est cependant considérée comme étant un concept subjectif (Bessire, 1999).

Par ailleurs, la performance a souvent été considérée comme étant un concept unidimensionnel, ayant comme mesure le profit, en raison notamment du poids des propriétaires dans le processus de décision (Saulquin et al. 2007). En effet, de nombreuses études s'inscrivant dans un cadre positiviste, se focalisent souvent sur l'angle financier de la performance et limitent ce concept à une simple dimension qui tourne autour de la seule dimension financière (Bourguignon, 1998).

Par contre, plusieurs auteurs ont proposé d'autres dimensions. Pour ce faire, nous consacrons la partie suivante à la présentation du concept multidimensionnel de la performance bancaire.

1.2 Le concept multidimensionnel de la performance bancaire

Au cours de cette partie nous allons traiter la performance comme étant un concept multidimensionnel « performance globale » qui est difficile à mesurer techniquement. La performance globale signifie « l'agrégation des performances économiques, sociales et environnementales » (Baret, 2006). En plus de ces dimensions, Lepetit et al. (2008) ajoute l'aspect sociétal et financier, et ces dimensions concernent aussi bien les entreprises que les sociétés humaines et autant les salariés que les citoyens.

Ce concept flou et multidimensionnel a été défini par Pesqueux (2004) comme étant un “attracteur étrange”, d'où sa capacité d'apporter plusieurs explications à ces dimensions, à savoir: économique en terme de compétitivité, financière en terme de rentabilité, juridique en terme de solvabilité, organisationnelle en terme d'efficacité ou encore sociale.

Dans le même contexte, Morin et al. (1994) ont défini les dimensions ci-dessus tout en ajoutant d'autres à savoir les dimensions politique et systémique:

- La dimension sociale qui représente la valeur des ressources humaines, il s'agit de la mobilisation, la motivation et l'enthousiasme du staff du personnel qui peuvent être mesurés par le rendement et le développement des employés.
- La dimension économique qui désigne l'efficacité économique mesurée par la bonne allocation des ressources et la productivité.
- La dimension politique désignant la légitimité de l'entreprise auprès de ses partenaires et peut être mesurée par le degré de satisfaction des bailleurs de fonds, des clients, des organismes de contrôle et de régulation et de l'ensemble de la communauté.
- La dimension systémique désignant la pérennité de l'entreprise et peut être mesurée par trois facteurs à savoir: la qualité du produit, la rentabilité et la compétitivité.

À ces quatre définitions, on peut ajouter celle de la dimension financière dictée par les marchés et qui désigne la santé financière et la création de valeur pour les actionnaires. Dans la pratique, les dimensions financière et économique représentent le portail par lequel circule l'ensemble des autres dimensions de la performance (YAICH, 2005).

Face à ces nombreuses études, nous constatons que la notion de la performance devient de plus en plus développée et que sa gestion devient un moyen pour évaluer la rentabilité de la banque ainsi que la qualité de ses ressources, c'est pour cela qu'il demeure nécessaire de présenter les différents indicateurs et mesures liés à cette notion.

SECTION 2: LES MESURES DE LA PERFORMANCE BANCAIRE

Le choix d'une méthode de mesure de la performance dépend de plusieurs critères comme la taille de l'organisation, la structure du comité de pilotage, le degré d'importance des interactions avec les parties prenantes externes, la vision globale du dirigeant, la culture au sein de l'entreprise,...

Peu importe la méthode de mesure choisie, les objectifs et les indicateurs stratégiques ou opérationnels, qualitatifs ou quantitatifs, peuvent être présentés selon différents points de vue, à savoir:

- La performance financière qui peut être mesurée à l'aide de ratios comme le ROI (Return On Investment), le ROE (Return on Equity) ou l'EVA (Economic Value Added)...
- La performance économique, qui prend en considération tous les indicateurs en relation avec la compétitivité de l'organisation et des produits disponibles sur le marché. Cette dernière peut dépendre du prix, de la qualité, du support, ou du design...
- La performance organisationnelle, qui concerne les indicateurs de mesure de l'efficacité du fonctionnement de la structure, à savoir la fluidité des échanges, les délais, la qualité des produits...
- La performance sociale : elle fait référence aux indicateurs reflétant le climat social au sein de l'organisation, comme le niveau des salaires, la fréquence des accidents ou des maladies professionnelles, le turn-over, ...
- La performance sociétale : elle s'appuie sur les indicateurs mis en œuvre dans le cadre d'une approche RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise), et elle prend en considération les mesures mises en œuvre dans le domaine de l'environnement, la culture ou l'humanitaire par exemple.

Plusieurs méthodes ont été mises en œuvre afin de mesurer la performance de toute organisation y compris les banques. Pour ce faire, la commission de contrôle du Royaume-Uni⁷ a classé ces méthodes de mesure comme suit :

- Le tableau de bord prospectif : Il s'agit d'un modèle centré sur les quatre perspectives suivantes, à savoir la perspective de la clientèle, la perspective de l'apprentissage et de la croissance, celle des processus opérationnels internes et enfin la perspective

⁷Commission de contrôle du Royaume-Uni, 2000, Vers une amélioration du concept de mesure de la performance, ISBN 1 86240 227 2.

financière. Ce tableau sert à surveiller les progrès accomplis vers l'atteinte des objectifs stratégiques de l'organisation fixés auparavant.

- L'analyse comparative : Cette analyse consiste à adopter des mesures développées et normalisées dans l'industrie pour les comparer à d'autres organisations et ce dans l'objectif d'avoir une perspective sur la performance d'une organisation. En effet, il ne s'agit pas d'un processus global finalisé destiné à l'amélioration des performances mais les résultats tirés, suite à ces analyses comparatives, peuvent être utilisés dans d'autres processus plus généraux. Généralement, ce type d'analyses porte sur la qualité.
- La redéfinition des processus opérationnels : Cette méthode consiste à améliorer la performance en redéfinissant les structures et les processus de l'organisation d'une manière radicale.
- L'ISO9000 : Il s'agit d'une norme internationale de qualité, incluant des directives de mise en œuvre de la norme ISO9000. Les organisations bénéficiant de la certification ISO9000, font l'objet d'un contrôle permanent.
- La gestion des connaissances : Cette approche consiste à s'attacher à la gestion des connaissances essentielles dans l'organisation pour assurer l'accroissement de la capacité de réalisation des résultats estimés. La gestion des connaissances nécessite souvent une utilisation poussée de l'outil informatique. En effet, il ne s'agit pas d'un processus global qui va améliorer les performances, son efficacité dépend de la manière dont les connaissances essentielles nouvellement recueillies sont appliquées au sein de l'organisation.
- La gestion par objectifs : Cette approche consiste à aligner les buts au sein de l'organisation. Pour aboutir aux résultats souhaités, il est nécessaire d'assurer un suivi permanent. La gestion par objectifs est généralement considérée comme une sorte de planification.
- La gestion de la qualité totale : Il s'agit de l'ensemble des pratiques de gestion appliquées au sein des organisations afin de garantir que celle-ci réalise les attentes des usagers de manière permanente. (Ireland et al. 2011).

Puisqu'au cours de notre étude, nous allons nous intéresser en particulier à la performance bancaire, nous présentons, dans ce qui suit, les principales mesures de cette dernière.

Kouzez et Séjourné (2016) proposent trois mesures standards de la performance bancaire à savoir :

- Le ratio de rentabilité économique (ROA) : Ce ratio représente l'une des mesures standards de la performance (Claessens et al. 2001, Berger et al. 2005, Beck et al. 2013). Il s'agit d'un rapport du revenu net au total d'actifs moyen.
- Le ratio de rentabilité des capitaux propres (ROE) : C'est un indicateur usuel de la performance (Berger et al. 2005, Bonin et al. 2005), il se distingue de l'indicateur (ROA) par son dénominateur, en l'occurrence, les fonds propres de la banque.
- Le ratio Q de Tobin : Ce ratio découle de la théorie des choix d'investissement élaborée en 1969 par l'économiste James Tobin. La signification de ce ratio dépend de la valeur du Q. En effet, un Q supérieur à 1 signifie que l'entreprise en question a besoin d'augmenter son stock de capital fixe car l'augmentation de la valeur boursière sera plus importante au montant investi. Ce ratio représente un indicateur moins systématique de la performance bancaire et cela revient aux nombreuses critiques qui découlent de l'hypothèse d'efficience des marchés. Par la suite, ce coefficient a été rétabli par Brainard et Tobin (1977) pour prendre tout son sens. En effet, il est lié au coût du capital qui représente le numérateur du rapport et est mesuré par les cours boursiers et la valeur de la dette qui est elle-même, liée au niveau des taux d'intérêt et à la profitabilité représentant la valorisation d'une unité de capital investie sur le marché (Reiffers, 1995). Cette mesure peut être utilisée de manière alternative comme une mesure de la performance de la banque, évaluée non pas par des ratios internes seulement, mais aussi par le marché. Dans ce cas, la formule sera la suivante :

$$Q \text{ de Tobin} = \frac{\text{Valeur de marché des actions} + \text{Valeur comptable des dettes}}{\text{Total Actifs}}$$

D'autres auteurs, comme Saulquinet Maupetit(2004), se sont intéressés à l'EVA (Economic Value Added) en tant qu'indicateur de la performance bancaire.

Dans la littérature économique, la performance bancaire a souvent été jugée par l'EVA qui est une mesure de performance créée depuis les années 90 par le cabinet « Stern & Stewart ».

Il est à noter que même si le concept a été popularisé par le cabinet Stern & Stewart, la notion de résultat résiduel ou de bénéfice économique représente un concept déjà connu par les financiers. En effet, Milbourn (1998) rappelle que la notion de revenu résiduel ou de bénéfice économique constitue déjà une méthode de mesure de la performance.

En Bref, l'EVA représente la richesse générée par l'entreprise diminuée des coûts de ressources financières liées au fonctionnement de l'entreprise. Pour les concepteurs, l'EVA se calcule selon la formule suivante :

$$EVA = \text{Résultat opérationnel après impôts} - \text{coût moyen pondéré du capital}$$

L'une des composantes du calcul de l'EVA est le coût moyen pondéré des ressources de financement. Elle représente le prix à payer par l'entreprise pour financer ses projets d'investissement. Le coût des fonds propres ainsi que le coût de l'endettement sont intégrés dans ce prix.

Les mêmes auteurs Saulquin et Maupetit (2004), proposent d'autres indicateurs de la performance bancaire comme le résultat net qui présente l'avantage d'être facile à calculer. Cependant, pour différentes raisons (fiscale, financière, ...), il peut facilement être manipulé. Un autre indicateur moins biaisé est le résultat opérationnel qui sert à traduire l'accroissement de la richesse du processus d'investissement et d'exploitation.

Suite au développement des marchés boursiers, d'autres indicateurs sont apparus afin de compléter les mesures classiques, à savoir :

- Le TSR, (Total Shareholder Return) qui est composé des dividendes versés aux actionnaires et de la plus-value potentielle en cas de cession de leurs participations.
- Le PER, (Price Earning Ratio), exprime le rapport entre la valeur boursière d'un titre et le bénéfice annuel lui revenant. La comparaison intra et inter sectorielle sur la base de ce critère est nécessaire afin d'apprécier la performance boursière de l'entreprise. Le niveau du PER détermine si le titre de l'entreprise est sur ou sous-évalué.
- Le MVA, qui est la valeur de marché qui représente la somme actualisée des flux de création de valeur annuelle.

Au cours de cette section, nous avons essayé d'expliquer les indicateurs et les mesures les plus répandus de la performance en général et de la performance bancaire en particulier. La section suivante sera consacrée à la présentation des déterminants de la performance bancaire en se référant aux études antérieures.

SECTION 3: LES DETERMINANTS DE LA PERFORMANCE BANCAIRE

L'analyse des déterminants de la performance bancaire a suscité l'intérêt de plusieurs chercheurs (Athanasoglou et al. 2008 ; Dietricha et Wanzenried, 2009 ; Heffernan et Fu, 2010 ; Ongore et Kusa, 2013 ; Bourke, 1989 ; Molyneux et Thornton, 1992 ; Demirgüç-Kunt et al. 1999 ; Yao, 2005 ; Bordeleau et Graham, 2010 ; Nguyen, 2014...) ⁸.

⁸Cités dans Bahyaoui, 2017.

(Bahyaoui, 2017) a classé ces déterminants en deux types de facteurs, idiosyncratiques et externes. Les premiers portent sur des variables spécifiques internes influençant la performance bancaire, s'agissant du capital, de la qualité d'actif, du système de management, des résultats de la banque et de la liquidité. D'autres facteurs internes, tels que la taille de la banque et le contrôle public ou privé auquel elle est soumise, sont fréquemment discutés dans la littérature.

Quant aux facteurs externes, ce sont des variables macroéconomiques impactant à la fois la performance bancaire ainsi que la stabilité et la résilience du système dans sa globalité. Les taux d'intérêt, le niveau de concentration du marché bancaire, la croissance du PIB, le taux d'inflation, etc...sont abondamment relayés dans la littérature relative aux déterminants de la performance bancaire. L'impact de ces variables serait observé sur le système bancaire dans son ensemble, et par conséquent, il serait difficile de détecter les différences de performances entre les banques prises individuellement face à chaque variable externe.

En dépit de cet important nombre d'études menées sur la classification des déterminants de la performance bancaire, les résultats obtenus sont généralement différents et parfois contradictoires. Ces divergences sont la conséquence des différences liées à l'environnement et à la période de l'étude (Athanasoglou et al. 2008).

Ces différents déterminants testés empiriquement dans de nombreuses études peuvent être classés en deux catégories, internes et externes.

Les déterminants internes

Parmi les déterminants internes on distingue principalement :

3.1.1 La taille de la banque

Les études ayant porté sur l'impact de la taille de la banque sur sa performance peuvent être scindées en trois groupes. Le premier groupe est consacré aux travaux qui considèrent que la taille a un impact positif sur la performance bancaire (Short, 1979; Smirlock, 1985 ; Bikker et al. 2002; Pasiouras et al. 2007; Bourke, 1989 ; Molyneux et Thornton,1992).Ces auteurs avancent plusieurs arguments afin de justifier leurs résultats, à savoir, la capacité des banques de taille importante à réduire leurs coûts en raison des économies d'échelle. En outre, ces banques peuvent lever ou augmenter leur capital à moindre coût.

Le deuxième groupe concerne les études qui confirment un impact négatif de la taille sur la performance. En effet, Stiroh et al. (2006) affirment les effets négatifs de la taille en

s'appuyant sur l'idée que plus une banque est grande, plus sa gestion est difficile. Dans le même contexte, Kasman (2010), trouve un effet significativement négatif de la taille sur la marge nette des intérêts. Jonghe (2010) montre aussi que les petites banques ont plus de capacité à résister à des situations économiques difficiles. De leur côté, Barros et al. (2007) confirment que, contrairement aux grandes banques, les petites ont plus de chance de réaliser de bonnes performances. Berger et al. (1987) ont réagi à l'argument d'économies d'échelle et estiment que les coûts qui peuvent être réduits grâce à l'augmentation de la taille sont très faibles. Les études de Berger et al. (1987) et Kasman et al. (2010) ont montré que plus la taille de la banque augmente, moins elle est efficiente et cela s'explique par le niveau des coûts de gestion qui devient plus élevé.

Le troisième groupe englobe les études qui ont trouvé un impact non significatif pour cette relation. Ces études (Goddard et al. 2004, Micco et al. 2007, ainsi que Athanasoglou et al. 2008) ne relèvent pas d'effet significatif de la taille sur la performance bancaire.

3.1.2 La capitalisation

En termes de capitalisation, la majorité des études empiriques ont montré qu'il existe un lien significativement positif entre cette variable et la performance de la banque (Bahyaoui, 2017). En effet, les banques ayant des ratios de fonds propres importants ont tendance à bénéficier d'une baisse du coût du financement en raison de leurs faibles risques de faillite. Plusieurs auteurs se sont intéressés à cette relation (Bourke, 1989; Berger, 1995; Demirgüç-Kunt et al. 1999; Abreu et Mendes, 2002; Goddard et al. 2004; Ben Naceur et Goaid, 2001; Pasiouras et al. 2007 ; García-Herrero et al. 2009; Liu et al. 2010; et Jonghe, 2010). Ils ont montré que les banques les plus performantes sont celles qui arrivent à maintenir un bon niveau de capitaux propres par rapport à leurs actifs. En effet, un niveau élevé de capitaux propres diminue le risque encouru par les banques et leur permet d'investir dans des actifs plus risqués et donc plus rentable tout en maintenant un niveau de risque global acceptable. Disposer d'un niveau élevé de capitaux propres représente un signal très positif envoyé au marché traduisant la solvabilité de la banque et son faible risque de faillite. Par conséquent, ces banques peuvent réduire leurs coûts de financement, en payant des taux d'intérêt plus faibles sur la dette. Enfin, et en se référant à la théorie des signaux, l'usage de capitaux propres pour le financement d'un projet indique au marché que la banque est très certaine de la rentabilité de ses projets (Ross, 1977).

3.1.3 La liquidité

3.1.3.1 Le niveau de liquidité

En ce qui concerne le lien entre la liquidité bancaire et la performance, certains auteurs (Bourke, 1989) affirment qu'il existe un lien positif entre ces deux indicateurs. D'autres soutiennent qu'il existe un lien négatif entre la liquidité d'une banque et sa rentabilité (Molyneux et Thornton, 1992). Ces derniers soutiennent que la détention de liquidités suffisantes a deux effets contradictoires. Alors que le premier concerne son rôle en tant que matelas de sécurité contre les risques éventuels, le second désigne le manque à gagner pour la banque qu'induit sa détention, impactant négativement sa performance.

Toutefois, Berger et Bouwman (2009), expliquent l'impact positif de la liquidité sur la valeur des banques comme suit : Ces auteurs avancent l'argument qu'une banque ayant un ratio élevé de prêts sur ses actifs peut être moins bien armée en cas d'événements de crise imprévus. D'autre part, cette banque risque davantage de subir des pertes importantes si une vente d'urgence des actifs est nécessaire pour faire face à des besoins de liquidité. La crise de liquidité constitue l'exemple type qui va dans le sens de l'argumentation des deux auteurs.

Dans le même sens, d'autres auteurs (Miller, 1997 ; Abreu et Mendes, 2002) suggèrent une relation positive, les résultats de ces derniers sont fondés sur des études portant sur des banques portugaises, espagnoles, françaises et allemandes.

3.1.3.2 Le ratio de liquidité

Ce ratio se définit comme étant une mesure de la liquidité bancaire en établissant une relation entre deux éléments du bilan afin d'apprécier le niveau des liquidités dont une banque dispose à un instant t . En effet lorsqu'il est élevé, il impacte négativement la performance de la banque mais garantit une trésorerie suffisante en cas de crise de liquidité ou pour faire face à des retraits massifs (Kouzez et Séjourné, 2016).

D'autres auteurs (Bourke, 1989) ont utilisé le ratio du total de la trésorerie, des dépôts bancaires, et des investissements dans des actifs liquides, divisé par le total des actifs. Bourke (1989). Ils ont trouvé une relation positive entre ce ratio de liquidité et la performance bancaire. Cependant, Molyneux et Thornton (1992), ont repris les travaux de Bourke(1989), sur des données différentes et ont trouvé un lien négatif, mais statistiquement peu significatif.

3.1.4 L'efficacité

L'efficacité est souvent mesurée par le ratio des frais généraux sur le total des actifs ou par le ratio coûts sur résultat. Altunbas et al. (2001) et Maudos et al. (2002) affirment que le niveau d'efficacité varie considérablement dans la zone d'Europe, selon la taille de la banque et selon

les pays. La majorité des auteurs qui ont étudié l'impact de l'efficacité sur la performance bancaire ont affirmé qu'il existe une relation positive entre ces deux variables. Ce résultat a été confirmé par Athanoglou et al. (2008) en étudiant le cas des banques grecques et expliquent qu'une banque plus efficace est davantage capable de mieux utiliser ses ressources et de diminuer ses coûts, ce qui entraîne une meilleure performance. Ce raisonnement a été repris par les chercheurs Liu et al. (2010), dans leur analyse portant sur les banques japonaises et ils ont trouvé que le ratio coûts sur revenus a un impact négatif sur la performance bancaire. L'étude de Berger et Humphrey (1997) a permis d'affiner la compréhension de l'impact de l'efficacité. Pour ce faire, ils ont effectué une régression entre l'efficacité et la taille. Ils ont montré que les grandes banques sont plus efficaces que les plus petites.

3.1.5 Le choix stratégique

3.1.5.1 Les crédits

La qualité du crédit

Il s'agit d'un concept assez proche du risque de crédit. La qualité du crédit se mesure généralement par le ratio des provisions sur les créances douteuses divisé par le total des créances. En analysant l'impact de la qualité des crédits et de l'efficacité opérationnelle sur la performance des banques, des études ont montré qu'une amélioration de ces deux indicateurs, qui sont étroitement liés au risque de défaillance, affecte positivement la performance bancaire. A noter, que dans la plupart des cas, la variable « qualité du crédit » est considérée comme une mesure directe du risque bancaire (Bahyaoui, 2017). Miller (1997), Athanoglou et al. (2008) et Liu H. et al. (2010) montrent qu'une dégradation de la qualité du crédit réduit la performance bancaire. La recherche de Dietrich et al. (2010) s'est intéressée à étudier l'impact de nombreuses variables sur la performance tant avant que pendant la crise. Ils ont remarqué une évolution de ces impacts en période de crise et c'est notamment le cas pour la qualité du crédit. Cependant, au cours de la phase pré-crise, la qualité du crédit n'avait pas un impact statistiquement significatif sur la performance bancaire. Pour ce faire, les auteurs suggèrent que ceci revient au manque de provisions pour pertes ou créances douteuses détenues par les banques suisses lors de cette époque.

En fait, Miller (1997) ainsi que Abreu et Mendes (2002) interprètent le ratio prêts/actifs comme étant une mesure du risque de crédit. Plus ce ratio est important, plus le nombre de crédits accordés par la banque est élevé, et donc plus le risque de défaut s'accroît. Afin de rémunérer ce risque de crédit additionnel, les banques doivent augmenter leurs marges sur les intérêts de prêts, ce qui augmente leur performance.

Le taux de crédits impayés

C'est le rapport entre les crédits impayés et le total d'actifs de la banque, il s'agit d'une mesure de la qualité de l'actif bancaire reflétant la capacité de l'établissement financier à bien gérer son portefeuille de crédit (Berger et al. 2005, Jones et al. 2011)⁹. Les résultats de l'étude ont montré qu'une forte valeur des crédits impayés conduit à un niveau élevé de défaut qui se traduit par une dégradation du portefeuille. Ceci conduit au risque que la banque n'assure pas le recouvrement de tout ou une partie des engagements souscrits par la contrepartie.

3.1.5.2 Les dépôts bancaires

Selon, les études menées, le signe de la relation entre la performance et le niveau des dépôts collectés est mitigé. Toutefois, nous estimons qu'un niveau important de dépôts peut améliorer la performance, car ils constituent des fonds plus stables et moins coûteux que les capitaux empruntés. D'autre part, de tels dépôts nécessitent des équipes spécialisées pour les gérer, ce qui entraîne beaucoup de dépenses. Demirgüç-Kunt et al. (1999) se sont intéressés à cette problématique et leurs résultats supportent le deuxième argument selon lequel les coûts élevés générés par les dépôts impactent négativement la performance des banques.

3.1.5.3 Le degré de diversification

Le degré de diversification est généralement mesuré par le ratio résultat hors intérêts liés aux prêts sur le résultat opérationnel. Dietrich et al. (2010) confirment qu'il existe un effet positif de la diversification sur la performance bancaire. L'étude de Barros et al. (2007) confirme que plus les banques sont diversifiées moins elles sont susceptibles d'être performantes.

3.1.5.4 La stratégie du contrôle

La majorité des études ont différencié les banques privées des banques publiques. Généralement, les banques privées affichent des meilleures performances et cela est plus accentué dans les pays en développement et en particulier ceux marqués par un contexte politique spécifique (pays en crise et/ou corruption très répandue) (Micco et al. 2007 ; Cornet et al. 2010; Iannotta et al. 2007 ; Barth et al. 2004). Ces auteurs justifient leurs résultats en se basant sur l'idée que, sous la pression des politiques, les banques publiques accordent des prêts plus risqués, ce qui conduit à un risque de crédit plus élevé et à une dégradation de la qualité des actifs. Ainsi, ces banques connaissent des ratios de solvabilité moins performants que les banques privées. Cornet et al. (2010) affirment que l'écart de performance entre les banques privées et publiques est plus important dans les pays où le pouvoir est impliqué fortement dans le système bancaire et où la corruption politique existe. Cependant certains

⁹Cités dans Kouzez et Séjourné (2016)

auteurs (Micco et al. 2007) nuancent cette relation entre contrôle et performance. Ils trouvent effectivement que le type de contrôle a un impact sur la performance de la banque, mais celui-ci est surtout vérifié dans les pays en développement où les banques publiques connaissent de faibles performances, de faibles marges et des frais généraux importants. Dietrich et al. (2010) ont étudié le cas des banques suisses et affirment que les banques publiques sont moins performantes que les banques privées, mais cela n'est pas vérifié en période de crise.

D'autres auteurs (Athanasoglou et al. 2008 ; Goddard et al. 2004; Molyneux et Thornton, 1992) ont, cependant, étudié le cas des banques européennes et ont trouvé que le caractère privé ou public d'une banque est insignifiant pour expliquer sa performance, que cette variable soit représentée par une variable binaire ou par la part de marché des banques privées. Ils ont aussi indiqué qu'en général, les banques privées, ne réalisent pas de bénéfices relativement plus élevés.

3.1.5.5 La gouvernance

Beltratti et Stulz (2009) ont inclus la gouvernance parmi leurs listes de variables en se référant à plusieurs critères comme la répartition du pouvoir ainsi que la composition du conseil d'administration, la rémunération des directeurs, la présence d'un comité d'audit indépendant... Leurs résultats indiquent que la performance des banques n'est pas directement liée à la qualité de leur gouvernance.

Cette étude a été menée sur une période de crise afin d'évaluer l'importance des facteurs qui ont été discutés comme ayant contribué à la mauvaise performance des banques pendant la crise de 2007. Elle a montré que ce sont les banques dont le conseil d'administration était plus proche des actionnaires (absence d'administrateurs indépendants, politique de la banque conforme aux exigences des actionnaires...) qui ont connu les pires performances.

3.1.5.6 Le type d'activité bancaire

Le type d'activité est supposé avoir un impact significatif sur la performance. En effet, le choix entre une stratégie locale ou internationale, de se doter d'un réseau, de développer telle ou telle catégorie de clientèle (PME, grandes entreprises, groupes, particuliers, etc.), tous ces éléments influent directement sur la capacité de la banque à générer des revenus ainsi que sur sa performance. L'écart de rentabilité entre les banques ayant une activité principale avec les PME et celles ayant des relations avec les groupes et les grandes entreprises, peut s'expliquer par le risque plus élevé qui concerne les PME. Les PME représentent un risque spécifique pour les banques à cause de l'importance de leur poids dans l'économie, de leur recours fréquent à la dette bancaire, et de leur fragilité. Cette fragilité est principalement liée à la

structure financière de ces entreprises qui se caractérisent par une capitalisation généralement insuffisante et un taux d'endettement qui est d'autant plus élevé que la taille de l'entreprise est petite (Chanel-Reynaud et Bloy, 2001).

3.1.5.7 L'organisation

Ce déterminant est envisagé comme une modalité pour l'allocation des ressources. Les résultats montrent que la performance est directement liée à la capacité de la banque à prendre les bonnes décisions dans l'allocation de ses ressources. A titre d'exemple, le remplacement de quelques tâches d'un employé au guichet par des distributeurs automatiques de billets est une sorte d'amélioration de la qualité de service et de la vitesse des opérations. Cela permet de diminuer les coûts liés à l'exploitation, cependant cette pratique peut amener les clients à effectuer de retraits plus importants qu'ils ne l'auraient fait si l'opération est effectuée à l'agence, dans ce cas, les gains de la banque peuvent ne pas être assez importants que ceux escomptés (Heffernan, 1996).

3.1.5.8 Les investissements

On distingue deux types d'investissement à savoir les investissements en moyens humains et en moyens financiers. Les premiers supposent une analyse détaillée des historiques d'incidents et des événements commerciaux qui permettent d'identifier les facteurs de risque propres à chaque nature d'engagement ou encore au profil des clients concernés (Badoc et al. 1999). En développant une analyse plus standardisée des clients, la banque peut maximiser le profit avec les clients les plus rentables et éviter de gaspiller de l'argent avec les autres. Ceci prouve que ces investissements impactent directement la performance bancaire.

Les moyens humains peuvent impacter la performance bancaire de deux manières. D'une part, le fait de se doter d'un personnel qualifié contribue à l'augmentation des charges de personnel, ce qui diminue mécaniquement la performance en termes de rentabilité. D'autre part, un effectif qualifié permet de travailler avec moins de risque.

En ce qui concerne l'effet des moyens financiers sur la performance bancaire, Suer (2003) a montré que le niveau des fonds propres d'une banque peut refléter son autonomie financière. Ceci revient au lien direct entre les fonds propres et le besoin de financement à long terme. En effet, plus le niveau des fonds propres d'une banque augmente, plus le besoin de financement à long terme diminue. De plus, une bonne capitalisation des banques permet un accès plus facile à des fonds additionnels, en raison de leur réputation de banques moins risquées (Berger, 1995).

3.1.6 La part de marché

Liu H. et al. (2010) ont étudié l'effet de la part de marché sur la performance bancaire. Ils ont prouvé l'existence d'un lien négatif entre ces deux indicateurs, du moins, au Japon. Peria et Mody (2004) ont soutenu que les banques ayant une part de marché développée sont capables d'éliminer les concurrents existants ou même potentiels en diminuant leurs marges sur les taux d'intérêt. Cela a pour impact, de réduire leurs performances.

3.1.7 Le ratio de solvabilité

Depuis 1988, le Comité de Bâle a intégré une dimension quantitative pour l'évaluation des risques bancaires. Il s'agit d'un ratio de solvabilité ayant comme numérateur les fonds propres de la banque et au dénominateur les actifs pondérés par leurs risques correspondants. Ce ratio a fait l'objet de nombreux changements depuis son élaboration par le comité de Bâle (Kouzez et Séjourné, 2016).

En effet, ces auteurs ont montré que l'apport de plus de rigueur dans la réglementation prudentielle exigée contraint l'activité des banques et conduit à une dégradation de leur performance.

Les déterminants externes

3.2.1 Les indicateurs macroéconomiques

3.2.1.1 L'inflation

Revel (1979) a mené une étude afin d'examiner le lien entre l'inflation et la performance bancaire. Les résultats montrent que l'impact sur la performance dépend du niveau de croissance des dépenses opérationnelles. L'augmentation plus rapide de celles-ci par rapport à l'inflation, affecte négativement la performance et vice-versa. Cependant, Revel (1979) et Perry (1992) ont affiné l'analyse en introduisant la notion d'anticipation. Ils estiment que si l'inflation est anticipée, elle sera alors répercutée sur les tarifs, ce qui améliore la performance. Plusieurs auteurs (Bourke, 1989; Molyneux et Thornton, 1992; Demirgüç-Kunt et Huizinga, 1999 ; Athanasoglou et al. 2008; Pasiouras et al. 2007) se sont intéressés à cette problématique et leurs résultats montrent un lien significativement positif. D'autres auteurs (Afanasieff et al. 2002; Naceur et Kandil, 2009) se sont opposés à ce résultat. Ils confirment que l'inflation impacte négativement la performance bancaire.

3.2.1.2 La croissance du PIB

L'impact positif de la croissance du PIB sur la performance bancaire semble à priori évident. Cela s'explique par l'effet de la hausse des investissements et de la consommation liés à la croissance de l'activité économique. Plusieurs études (Goddard et al. 2004; Demirgüç-Kunt et

al., 1999; Arpa et al., 2001; Bikker et Hu, 2002 ainsi que Schwaiger et Liebig, 2008) l'ont confirmé. Cependant, d'autres auteurs sont d'un avis contraire. Ainsi, Claeys et Vennet (2008) ont traité cette problématique en étudiant la situation en Europe et ils ont trouvé que cela n'est valable qu'en Europe occidentale et que cet impact est nul en Europe de l'Est, ce qui montre la significativité du secteur bancaire sur lequel l'étude est menée. De leur côté, Bernanke et Gertler (1990) ainsi que Demirgüç-Kunt et al. (2004) trouvent une relation négative entre la croissance du PIB et la performance bancaire. L'une de leurs explications est qu'en période de récession, le risque de défaut des emprunteurs augmente, et afin de se protéger, les banques augmentent le taux d'intérêt sur les prêts, ce qui améliore leur performance.

3.2.1.3 L'environnement de la banque

Suer (2003) s'est aussi intéressé à la question des déterminants de la performance en effectuant des tests sur quelques variables externes. Les résultats de son étude ont montré que l'environnement de la banque a un impact significatif sur la performance de la banque. Le niveau de développement économique d'un pays et en particulier des taux d'épargnes et d'investissements constitue un facteur important de l'activité de la banque. Concernant l'environnement réglementaire, certains auteurs (Barth et Brumbaugh, 1994; Milgrom et Roberts, 1997; Demirgüç-Kunt et al. 1999 ; Demirgüç-Kunt et Sobac 2000) affirment que malgré le rôle crucial des lois et des règlements au niveau de la stabilité bancaire, certaines pratiques telles que la hausse des exigences en capital en terme de provision, peuvent avoir un impact négatif sur la performance des banques. D'autre part, cette étude a prouvé que la démographie a un rôle important dans la détermination du niveau des dépôts qui, lui-même, impacte la performance bancaire puisqu'il constitue un indicateur fiable du niveau d'activité de la banque.

3.2.1.4 Le régime fiscal

Le lien entre le régime fiscal et la performance bancaire a fait l'objet de nombreuses études. Demirgüç-Kunt et al. (1999) ont montré qu'il existe un lien négatif entre ces deux variables. Cependant, l'étude d'Albertazzi et Gambacorta (2009) a conclu que l'impact n'est pas assez significatif. En effet, ils considèrent que les banques peuvent répercuter les charges d'impôt sur leurs clients (déposants, emprunteurs, etc.), sans toucher à leurs marges et donc à leurs performances.

3.2.2 La structure des marchés financiers

3.2.2.1 La concentration du marché bancaire

Il s'agit d'un regroupement de firmes entraînant une modification durable de la structure du marché, une perte d'indépendance des différentes entreprises regroupées et un renforcement du pouvoir économique de l'ensemble.

La concentration du marché s'apprécie généralement en fonction du nombre d'opérateurs existants, de leur dynamisme effectif respectif et de leurs parts individuelles détenues sur la totalité du marché.

La notion de la concentration nécessite la créativité et l'innovation. Ces critères sont indispensables à toute tentative d'assurer à une banque un changement durable, un développement permanent et, par suite, une pérennité et une continuité.

En ce qui concerne son impact sur la performance bancaire, les résultats trouvés par Bourke (1989) ainsi que Molyneux et Thornton (1992) prouvent que le ratio de concentration bancaire impacte significativement et positivement la performance bancaire. Cependant, d'autres études (Berger (1995); Demirgüç-Kunt et al. (1999); Mamatzakis et Remoundos (2003) ainsi que Staikouras et Wood, (2004)) contredisent ce résultat.

3.2.2.2 La maturité du secteur bancaire

Demirgüç-Kunt et al. (1999) ont analysé l'impact de la maturité du secteur bancaire sur sa performance. Cette variable peut être mesurée par la taille des banques ou par le niveau de leur développement. Les résultats de cette étude montrent que la relation est négative. Ceci s'explique par le fait que plus le marché bancaire est à forte maturité, plus le nombre de banques est important et plus la concurrence est grande, ce qui impacte négativement la performance de l'ensemble des banques sur le marché.

3.2.2.3 Le marché boursier

Les marchés boursiers ont toujours occupé une place importante dans les schémas de financement des économies. Le poids de la Bourse au sein du système financier se diffère d'un pays à l'autre. Pour les anglo-saxons, les marchés boursiers jouent un rôle majeur dans le financement de l'économie, contrairement, aux systèmes japonais et allemand (Goyeau et Tarazi, 2007).

Naceur et al. (2010) ont développé une étude pour examiner le lien entre le marché boursier et la performance bancaire et ils ont trouvé que les banques qui opèrent dans des régions où le

marché boursier est assez développé réalisent des profits plus importants que celles opérant dans d'autres régions.

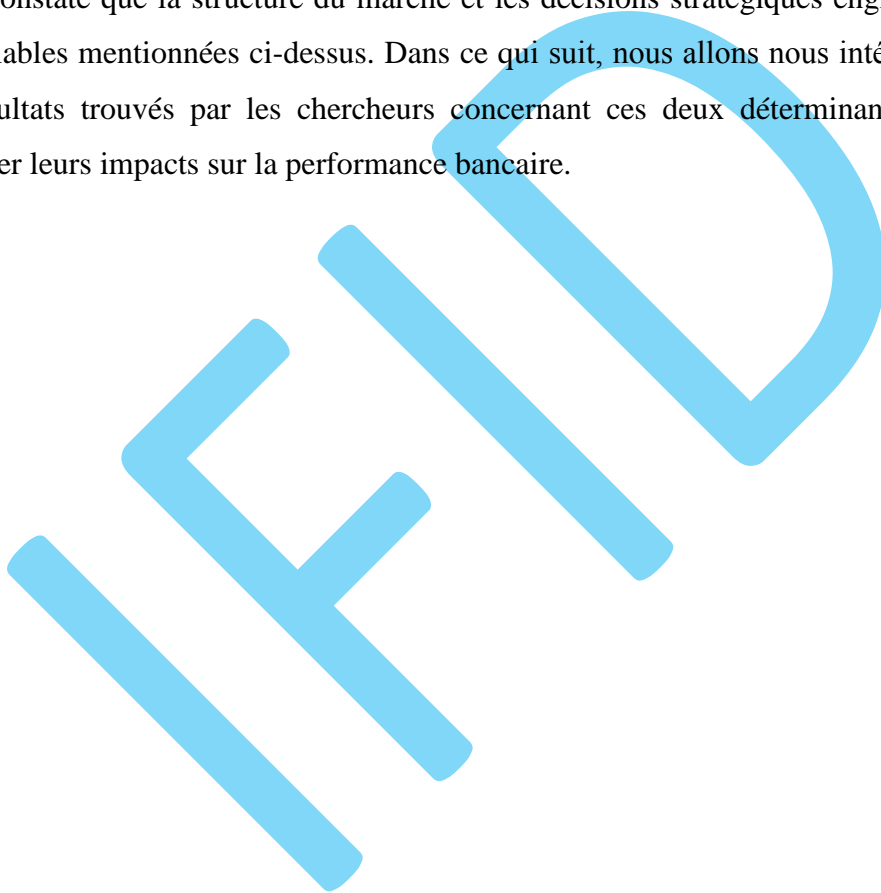
HEED

Variable	Auteurs	Relation avec la performance
Taille	Short (1979), Smirlock (1985), Bikker et al. (2002), Pasiouras et al. (2007), Bourke (1989), Molyneux et Thornton (1992)	Positive
	Stiroh et al. (2006), Kasman (2010), Jonghe (2010), Barros et al. (2007), Berger et al. (1987), Kasman et al. (2010)	Négative
	Goddard et al. (2004), Micco et al. (2007), Athanasoglou et al. (2008)	Neutre
Capitalisation	Bahyaoui (2017), Bourke (1989), Berger (1995), Demirgüç-Kunt et al. (1999), Abreu et Mendes (2002), Goddard et al. (2004), Naceur et Goaid (2001), Pasiouras et al. (2007), García-Herrero et al. (2009), Liu et al. (2010), Naceur et al. (2010), Jonghe (2010)	Positive
Niveau de liquidité	Bourke (1989), Miller (1997), Abreu et Mendes (2002)	Positive
	Molyneux et Thornton (1992), Berger et Bouwman (2009)	Négative
Ratio de liquidité	Kouzev et Séjourné (2016), Molyneux et Thornton (1992)	Négative
	Bourke (1989)	Positive
Efficacité	Athanasoglou et al. (2008)	Positive
	Liu et al. (2010)	Négative
Qualité du crédit	Bahyaoui (2017), Miller (1997), Athanasoglou et al. (2008), Liu H. et al. (2010)	Positive
	Dietrich et al. (2011)	Neutre
	Miller (1997), Abreu et Mendes (2002), Naceur et al. (2010)	Négative
Taux d'impayés	Berger et al. (2005), Jones et al. (2011)	Négative
Dépôts	Demirgüç-Kunt et al. (1999)	Négative
Diversification	Dietrich et al. (2011)	Positive
	Barros et al. (2007)	Négative
Contrôle	Micco et al. (2007), Cornett et al. (2010), Iannotta et al. (2007), Barth et al. (2004), Dietrich et al. (2011)	Négative
	Athanasoglou et al. (2008), Goddard et al. (2004), Molyneux et Thornton (1992)	Neutre
Gouvernance	Beltratti et Stulz (2009)	Neutre
Type d'activité	Chanel-Reynaud et Bloy (2001)	Significative
Organisation	Heffernan (1996)	Positive
Investissements aux moyens humains	Badoc et al. (1999)	Positive
Investissements aux moyens financiers	Suer (2003), Berger (1995)	Positive
Part de marché	Liu H. et al. (2010), Mody (2004)	Négative
Ratio de solvabilité	Kouzev et Séjourné (2016)	Négative
Inflation	Revel (1979), Perry (1992), Bourke (1989), Molyneux et Thornton (1992), Demirgüç-Kunt et Huizinga (1999), Athanasoglou et al. (2008), Pasiouras et al. (2007)	Positive
	Afanasieff et al. (2002), Naceur et Kandil (2009)	Négative
PIB	Goddard et al. (2004), Demirgüç-Kunt et al. (1999), Arpa et al. (2001), Bikker et Hu (2002), Schwaiger et Liebig (2008)	Positive
	Bernake et Gertler (1989), Demirgüç-Kunt et al. (2004)	Négative
Environnement de la banque	Suer (2003), Robinson (1952)	Positive
	Barth, et Brumbaugh (1994), Milgrom et Roberts (1997), Demirgüç-Kunt et al. (1999), Demirgüç-Kunt et Sobac (2000)	Négative
Régime fiscal	Demirgüç-Kunt et al. (1999)	Négative
	Albertazzi et Gambacorta (2009)	Neutre
Concentration du marché	Bourke (1989), Molyneux et Thornton (1992)	Positive
	Berger (1995), Demirgüç-Kunt et al. (1999), Mamatzakis et Remoundos (2003), Staikouras et Wood (2004)	Négative
Maturité du secteur	Demirgüç-Kunt et al. (1999)	Négative
Marché boursier	Naceur et al. (2010)	Positive

CONCLUSION

La performance des banques a toujours suscité l'intérêt de plusieurs chercheurs. De nombreuses études ont essayé d'expliquer l'impact de différentes variables sur la performance des banques. Il est à noter que généralement les chercheurs aboutissent à des résultats différents et même contradictoires. Cela s'explique par les différences des données utilisées (des périodes d'études ou des secteurs bancaires choisis pour l'étude empirique).

Nous avons essayé dans ce chapitre de définir la performance bancaire, ses indicateurs et mesures ainsi que ses principaux déterminants. En nous inspirant des études antérieures, nous avons constaté que la structure du marché et les décisions stratégiques englobent la majorité des variables mentionnées ci-dessus. Dans ce qui suit, nous allons nous intéresser à l'analyse des résultats trouvés par les chercheurs concernant ces deux déterminants afin de mieux expliquer leurs impacts sur la performance bancaire.



CHAPITRE 2 : LA RELATION ENTRE LA STRUCTURE DE MARCHE ET LE CHOIX STRATEGIQUE SUR LA PERFORMANCE BANCAIRE : REVUE DE LA LITTERATURE

INTRODUCTION

Les études antérieures ayant examiné les déterminants de la performance bancaire se sont intéressés à des variables différentes, et la majorité de ces variables ont été examinées selon deux principales approches. La première étudie la relation entre la structure de marché et la performance. Elle suppose que la structure de marché impacte directement la performance bancaire (Bourke (1989), Molyneux et Thornton (1992), Berger (1995) ; Demirgüç-Kunt et al. (1999) ; Mamatzakis et Remoundos (2003) ; Staikouras et Wood, (2004), Naceur et al. (2010), etc.). La seconde est consacrée à l'étude des choix stratégiques de la banque. Elle stipule que la performance bancaire est fonction du choix stratégique des dirigeants (Bahyaoui (2017), Miller (1997), Athanasoglou et al. (2008) et Liu H. et al. (2010), Dietrich et al. (2011), Demirgüç-Kunt et al. (1999), etc.). L'association de ces deux approches, dans un cadre global et unifié, suppose que la structure de marché et le choix stratégique des dirigeants de la banque représentent les principaux déterminants de la performance bancaire.

Plusieurs études empiriques se sont intéressées au sujet de l'impact de la structure du marché et de la décision stratégique sur la performance bancaire. Dans ce chapitre, nous présentons en détail ces études sur la nature de la relation entre ces deux groupes de déterminants et la performance bancaire.

SECTION 1 : LA RELATION ENTRE LA STRUCTURE DE MARCHE ET LA PERFORMANCE BANCAIRE

Par rapport aux autres secteurs, la question qui se pose pour le secteur bancaire en particulier, consiste à savoir si le pouvoir de marché peut influencer la performance de la banque. Ceci revient à la grande particularité de ce marché qui réside dans la présence périlleuse de l'asymétrie d'information qui conduit à l'aléa moral et à la sélection adverse. Ces deux effets rendent la banque de plus en plus sensible à la conjoncture économique.

En se référant aux études théoriques antérieures, nous constatons deux approches expliquant la relation entre la structure de marché et la performance bancaire. La première est l'approche traditionnelle appelée « Structure-Comportement-Performance » (SCP), elle se base sur la relation entre la concentration de marché et la performance bancaire. La seconde propose une

explication alternative. Elle suppose un lien entre la part de marché d'une banque et sa performance.

1.1 La relation entre la concentration de marché et la performance bancaire

1.1.1 Les résultats des études antérieures

Le lien entre la concentration de marché et la performance a été fréquemment étudié depuis les années 50 avec les travaux de Bain (1951) pour le cas des entreprises industrielles. Par la suite, ce lien a été testé dans le cadre du secteur bancaire par Schweiger et Mcgee (1961) et Hannan (1991). Les résultats de ces recherches supposent que plus la concentration de marché est importante, plus les profits des banques sont importants. Afin d'étudier l'impact de la concentration de marché sur la performance bancaire, il est nécessaire de tester l'hypothèse traditionnelle SCP. Cette hypothèse fait référence, par convention, à la théorie du pouvoir de marché (Belkhaoui et al. 2012).

En effet, l'hypothèse de la SCP estime que les banques appartenant à des marchés concentrés imposent des taux d'intérêt plus élevés sur les crédits et moins élevés sur les dépôts, ce qui entraîne des bénéfices plus importants (Weber, 2006; Webster, 2011; ainsi que Moore et Liu, 2013).

En partant de cette hypothèse, les banques contribuent à la croissance économique, notamment en assurant leur activité d'intermédiation à travers la détention et l'échange d'actifs financiers et en accordant des crédits aux entreprises et aux consommateurs.

D'après Dell'Ariccia (2000), les entrepreneurs sont réticents face à la sélection et à la surveillance des projets par les banques. L'auteur explique que ce processus consomme beaucoup de temps, ce qui entraîne une perte d'opportunités de profits pour les entreprises. De même, dans la majorité des cas, les entrepreneurs refusent de révéler la situation réelle de la solvabilité de leurs projets.

Par conséquent, à cause du phénomène de « passager-clandestin » qui est développé sur le marché bancaire concurrentiel, les banques évitent de sélectionner pour ne pas perdre leurs clients. Ceci entraîne, dans une période d'expansion économique caractérisée par une grande proportion de nouvelles firmes qui peuvent être de mauvaise qualité, une dégradation de la qualité moyenne du portefeuille de crédits.

Cependant, Shaffer (1998) a montré que même si la concurrence est développée et que les banques ont la possibilité d'opérer une sélection, la qualité moyenne du portefeuille de crédits peut se dégrader en période de croissance économique. Ce résultat se base sur l'idée de

l'imperfection des technologies de sélection qui pourrait renseigner mal sur les caractéristiques du débiteur. Donc, il existe une certaine probabilité que les entrepreneurs de bonne qualité soient perçus de mauvaise qualité, et vice versa. Ce phénomène est appelé « malédiction du vainqueur », d'où la banque finance un client qui peut être de mauvaise qualité ou refuse le financement d'un autre qui est de bonne qualité.

Plusieurs autres chercheurs ont trouvé qu'il existe un lien négatif liant la concentration de marché à la performance bancaire (Schwalbach, 1991; Goldberg et Rai, 1996; Maniatis, 2006; Maudos et Guevara, 2008; Williams et al, 2009; Seelanatha, 2010; Caruana, 2010; Belkhaoui et al. 2012)¹⁰. Ces recherches ont expliqué les résultats de leurs études en se référant au phénomène de la concurrence non liée aux prix des produits de la banque, tels que l'amélioration de la qualité des services ainsi que l'innovation d'ordre technologique. Ce phénomène montre que cette concurrence est généralement assez accentuée si le marché est relativement concentré.

Or, les études antérieures assimilent la concentration du marché à la concurrence. Ce lien, qui peut être justifié par le paradigme SCP n'est valide que sous conditions. En effet, les résultats trouvés par Cetorelli (1999) montrent qu'une relation négative entre la concentration et la concurrence peut avoir lieu seulement si les banques ne réagissent pas à la modification de la production d'autres banques. En effet, l'esprit de la concurrence incite à la créativité et l'innovation. Ces conditions sont indispensables afin d'assurer à une banque un changement permanent, un développement durable et, donc, une pérennité et une continuité.

Dans le même sens, Gondat-Larrade et Lepetit (2001) ont voulu étudier l'efficacité bancaire, et le lien entre le niveau de concentration et le profit. Les résultats de leurs travaux sur les banques des pays d'Europe centrale et orientale et sur la période allant de l'année 1992 à 1996, montrent qu'il existe un lien significativement positif. En effet, cette étude a montré que les banques les plus efficaces ne peuvent pas avoir plus de parts de marché, ce qui contredit l'hypothèse de l'efficacité. Ainsi, l'efficacité ne permet de gagner des parts de marché que si les marchés bancaires sont concentrés (Gondat-Larrade et Lepetit (2001)).

Les études de Demsetz (1973) et Peltzman (1977) ont montré que l'efficacité peut affecter le comportement concurrentiel des banques. Selon ces auteurs, les firmes les plus efficaces, sont capables de réaliser plus de profits tout en augmentant leurs parts de marché. Ceci engendre une compétitivité plus importante sur le marché.

¹⁰ Cités dans Belkhaoui et al. 2012.

Dans le même raisonnement, Grigorian et Manole (2002) ont étudié le marché bancaire des PECO¹¹ sur la période 1995-1998, afin de tester la nature de la relation entre la concentration du marché et l'efficacité des coûts bancaires. Ils ont trouvé que la concentration du marché affecte positivement l'efficacité de coût des banques.

Dans le même contexte, Fries et Taci (2005) ont élargi la période d'analyse jusqu'à 2001 afin d'estimer le niveau d'efficacité de coût par la méthode paramétrique, en appliquant la forme Translog de la fonction de coût des banques. En utilisant la part de la banque sur le marché des dépôts comme un indice de pouvoir de marché, ils ont trouvé qu'il existe un lien positif entre le pouvoir de marché et l'efficacité de coût des banques, mais ce résultat est significativement faible.

Sghaier (2009) a essayé à travers sa recherche d'évaluer la corrélation entre l'efficacité et la concurrence dans le secteur bancaire tunisien pour la période 1990-2009. Elle a commencé par l'estimation du niveau de la concurrence sur le marché bancaire tunisien en utilisant l'indice de concentration Herfindahl-Hirschman¹² (IHH). Par la suite, et en se basant sur la méthode d'Analyse en frontière stochastique (à travers la fonction Translog), l'auteur a régressé le niveau d'efficacité sur le niveau de concurrence. Ses résultats montrent qu'il existe une corrélation négative entre l'efficacité moyenne des banques de dépôts tunisiennes et les indicateurs de concentration. Ainsi, plus la concentration est importante, plus l'efficacité est faible. Ceci prouve que l'augmentation de la concurrence dans le secteur des banques de dépôts tunisiennes a un effet positif sur les efficacités moyennes.

En effet, la concurrence dans le secteur bancaire génère les mêmes effets potentiels que dans les autres secteurs. Elle peut améliorer l'efficacité productive et dynamique en favorisant l'innovation et ainsi concourir à une croissance soutenue de l'économie (Lapteacru, 2013).

L'approche suivie traditionnellement pour évaluer le niveau de la concurrence sur un marché nécessite de mettre en équation le nombre d'entreprises et l'ampleur de la concurrence par les prix. Plus le nombre d'entreprises est important, plus la concurrence est vive, et inversement (Lapteacru, 2013). Cette approche découle d'un argument classique des théoriciens de l'organisation industrielle, qui pensent qu'il existe une relation de cause à effet entre, d'une part, la structure du marché, et d'autre part, le comportement des entreprises en matière de fixation des prix, les gains réalisés et le pouvoir de marché. En bref, la présence d'un grand

¹¹PECO = Pays d'Europe Centrale et Orientale.

¹² L'indice de Herfindahl-Hirschman (en anglais, Herfindahl-Hirschman Index : IHH ou HHI) est un indice mesurant la concentration du marché. Il est établi en additionnant le carré des parts de marché (généralement multipliées par 100) de toutes les entreprises du secteur considéré. Plus l'IHH d'un secteur est fort, plus la production est concentrée.

nombre d'entreprises incite celles-ci à proposer des prix concurrentiels, ce qui diminuerait le pouvoir de marché de chacune. (Northcott, 2012).

Après avoir présenté les différents travaux étudiant l'effet de la concentration du marché, et comme nous avons assimilé cette variable au niveau de la concurrence, il demeure essentiel de présenter les principales approches de la concurrence bancaire.

1.1.2 Les approches de la concurrence bancaire

Selon les études antérieures, on estime qu'il existe deux principales approches pour mesurer le niveau de la concurrence, à savoir : le test mark-up de Bresnahan (1982, 1989) et Lau (1982) et celui de revenu de Panzar et Rosse (1987). La première méthode suppose l'estimation d'un modèle structurel avec des équations séparées pour l'offre et la demande, illustrant le mark-up de prix au-dessus de coût marginal comme indicateur de pouvoir de marché. La deuxième approche suppose l'estimation d'une équation qui relie le revenu au vecteur des prix des facteurs de production. Dans ce cadre, les auteurs utilisent le modèle d'intermédiation bancaire (Klein, 1971 ; Monti, 1972 ; Sealey et Lindley, 1977). La fonction de production de la banque utilise ainsi le travail, le capital physique et les ressources collectées afin d'assurer l'octroi des prêts et les autres activités bancaires.

1.1.2.1 Le test de mark-up

Cette approche repose sur la volonté de l'entreprise de maximiser son profit. Dans une situation de pure concurrence, ce comportement est caractérisé par l'égalisation du prix avec le coût marginal et si par contre, il s'agit d'une situation de monopole ou de collusion parfaite, il s'identifie par l'égalisation du revenu marginal avec le coût marginal. Dans le cas général, le comportement de la banque est estimé par l'égalisation du revenu marginal à

$$p + \frac{\partial p(y,z)}{\partial y} y_j \theta_j$$

Avec θ_j désignant le degré du pouvoir de marché d'une banque j.

Si $\theta_j=0$ alors la banque j dispose d'un bon comportement concurrentiel et si $\theta_j=1$ ceci désigne un comportement de monopole ou collusion.

Le modèle structurel suppose la confrontation des fonctions de l'offre et de la demande de cette banque j, ce qui conduit à la spécification des formes fonctionnelles pour chaque équation. Il est aussi possible de confronter les fonctions de l'offre et de la demande de l'industrie bancaire, en estimant le paramètre θ , qui constitue une moyenne pondérée des pouvoirs de marché des banques et exprime le degré de concurrence sur le marché. Shaffer (2004) affirme que la fonction de coût marginal de tout le secteur est interprétée comme la

somme horizontale des fonctions de coût marginal des différentes banques (Shaffer, 2004). En conséquence, l'estimation du modèle peut être faite en utilisant des valeurs agrégées du secteur bancaire (Shaffer (1989, 1993, 1996, 2001, 2004)), plutôt que des données spécifiques aux banques (Shaffer, 2000 ; Shaffer et DiSalvo, 1994). Il est à noter que même si les banques utilisent une stratégie autre que celle de maximisation du profit, par exemple celle de la maximisation de la croissance, ou si la réglementation contraigne leur comportement, le test de Bresnahan-Lau demeure une technique fiable pour caractériser la production par rapport à son niveau concurrentiel, car le paramètre θ doit être assigné à une interprétation « conjecturale ». Ce paramètre θ peut identifier toute sorte de comportement oligopolistique, dans un modèle statique ou dynamique (Tirole (1988) ; Friedman et Mezetti (2002)). Parmi les inconvénients de cette approche est qu'elle suppose que les banques fonctionnent comme des price-takers (preneurs de prix) sur le marché des facteurs de production (Lapteacru et al. 2011). Il existe des études (Hannan et Liang (1993)) qui montrent que les banques exercent leur pouvoir de marché sur le marché des dépôts.

1.1.2.2 Le test de revenu

L'étude de Panzar et Rosse (1987) montre que la somme des élasticités du revenu par rapport au prix de chaque facteur de production, qui est notée par H-statistique, est négative s'il s'agit d'un monopole ou oligopole¹³ collusif et est égale à 1 s'il s'agit d'une banque appartenant à un équilibre de concurrence pure et parfaite sur le long terme. Quant aux autres valeurs de H-statistique qui sont comprises entre 0 et 1, elles désignent une concurrence monopolistique.

Comme les variables clés qui sont le revenu et les prix des facteurs de production utilisent des données spécifiques aux banques et même si la relation peut se référer à des variables de contrôle macroéconomiques, le test ne reflète aucune définition du marché. Par conséquent, il n'exige pas l'identification du marché et donc il est robuste. Il s'agit d'un avantage lié à cette technique en la comparant au test de mark-up (LAPTEACRU, 2013). L'un des inconvénients de ce test a été mentionné par Shaffer (2004), il s'agit de l'influence que peut avoir le pouvoir de monopsonne¹⁴ sur les résultats.

¹³Une situation d'oligopole se rencontre lorsqu'il y a, sur un marché, un nombre faible d'offreurs (vendeurs) et un nombre important de demandeurs (clients). On parle aussi de situation de marché oligopolistique. Il s'agit d'une situation de marché imparfait. En concurrence pure et parfaite, le profit de chaque producteur ne dépend pas de l'attitude des autres offreurs, les agents économiques concernés sont des "Price Takers" (principe de l'atomicité).

¹⁴Un monopsonne est un marché sur lequel un seul demandeur se trouve face à un nombre important d'offreurs. C'est la situation symétrique à celle du monopole dans lequel un seul offreur fait face à de nombreux demandeurs.

Chaque approche a ses avantages et ses inconvénients et l'utilisation de l'une ou l'autre dépend principalement de la disponibilité des données (données spécifiques aux banques ou agrégées). En effet, les deux tests ont été souvent utilisés. L'approche de Bresnahan et Lau a été appliquée par Shaffer (1993, 2001) pour étudier la concurrence bancaire au Canada et en UE, par Toolsema (2002) afin de déterminer la structure du marché du crédit à la consommation aux Pays-Bas et par Gruben et McComb (2003), qui ont examiné le comportement compétitif des banques mexicaines. Le test de revenu a été généralement utilisé tant pour les pays développés par Bikker et Haaf (2002), De Bandt et Davis (2000) que pour les pays émergents par Gelos et Roldós (2002). Il a été aussi utilisé afin de déterminer le degré de concurrence bancaire au Canada (Nathan et Neave (1989)), au Japon (Molyneux et al. 1996), en Grèce (Hondroyiannis et al. 1999), au Brésil (Belaisch, (2003)) et en Italie (Coccorese (2004)). Pour les pays en transition, d'autres auteurs comme Gelos et Roldós (2002), Mamatzakis et al. (2005) ainsi que Dracos et Konstantinou (2005) ont appliqué le test de revenu pour analyser le niveau de concurrence entre les banques des PECO¹⁵.

1.2 La relation entre la part de marché et la performance bancaire

Il est souvent reconnu que la part de marché impacte favorablement la performance. En fait, plusieurs chercheurs ont étudié cette relation et ont trouvé que le pouvoir de marché résulte des profits économiques importants et réduit les risques liés à l'entreprise (Scott (1986), Goddard et Wilson (1999), Berger et al. 2000, Maniatis (2006), Williams et al. 2009, Seelanatha (2010), Belkhaoui et al.2012).

En réalité, les grandes entreprises détenant des parts de marché importantes sont capables d'offrir sur le marché des produits différenciés en termes de recherche et développement, publicité, localisation et emplacement, et autres avantages. En effet, les entreprises de taille importante sont en mesure d'exercer un pouvoir de marché afin d'établir les prix des produits à des niveaux élevés, ce qui leur permet de gagner plus et de réaliser des profits exceptionnels (Belkhaoui et al.2012).

Par ailleurs, les firmes ayant de larges parts de marché sont souvent dotées d'une technologie et d'une expertise avancée et elles sont donc plus efficaces par rapport à celles bénéficiant de petites parts de marché. L'amélioration de l'efficacité donne aux firmes la possibilité d'accroître leurs profits (Belkhaoui, 2012).

¹⁵PECO = Pays d'Europe Centrale et Orientale

En effet, la théorie de l'organisation industrielle¹⁶ a développé, durant les dix dernières années, une idée selon laquelle la part de marché pouvait être le résultat d'un pouvoir de marché différent de celui qui est associé habituellement à l'existence d'une structure de marché ayant un caractère oligopolistique. Cette idée a été par la suite reprise dans la littérature bancaire par différents auteurs (Rhoades (1985) ; Shepherd (1982, 1986) ; Kurtz et Rhoades (1991)). En réalité et selon cette approche, seules les banques dotées d'une part de marché importante et offrant de produits diversifiés ont la capacité d'exploiter un pouvoir de marché et de tirer des rentes de monopole (Geoffron, 1994). Cette hypothèse suppose donc l'existence d'un lien positif entre la part de marché d'une banque et sa profitabilité. En effet, l'augmentation de la part de marché d'une entreprise entraîne une augmentation du niveau de la concentration sur le marché. Cette hypothèse affirme le même résultat trouvé par l'hypothèse classique du modèle SCP, qui confirme l'impact positif de la concentration du marché sur le profit bancaire à la structure oligopolistique du marché et non pas à la part de marché relative d'une banque. Ceci conduit à distinguer l'hypothèse de part de marché de cette hypothèse classique (Geoffron, 1994).

La littérature micro-économique conventionnelle propose peu de fondements pour défendre l'idée que les entreprises ayant une part de marché élevée disposent d'un pouvoir de marché qui les rend plus profitables (Rhoades, 1985). Autrement, les études menées n'expliquent pas pourquoi une firme leader, en termes de part de marché, devrait l'être en termes de prix également. Le modèle classique de la firme leader, selon lequel une entreprise fixe les prix du marché et oblige les autres à s'aligner, peut certes expliquer ce lien positif entre la part de marché et la profitabilité. Mais cette relation n'est valable dans ce modèle que pour une courte période (Geoffron, 1994). Si par contre, l'entreprise leader veut toujours maintenir sa part de marché, elle devra la conserver en diminuant ses prix, pour retenir les clients qui sont attirés par ses faibles prix en les comparant à ceux de la concurrence. Parmi les limites de la théorie de l'oligopole c'est le fait qu'elle n'explique pas en quoi la part de marché peut constituer un facteur de pouvoir de marché aussi important que la configuration du marché elle-même.

En effet, Geoffron (1994) a apporté des réponses à différentes questions telles que: En quoi une part de marché importante peut contribuer à expliquer des taux de rendement élevés ? Geoffron a montré, qu'en général, des rendements importants sont attribués à trois types de facteurs: des produits différenciés, des rendements d'échelle croissants, et des marchés

¹⁶C'est la branche de la microéconomie consacrée aux comportements stratégiques des acteurs économiques liés à différentes structures de marché.

concentrés. Certaines entreprises dominantes sur leur marché semblent être attachées au fait de montrer qu'elles sont dans cette position de dominance et qu'une population importante des consommateurs choisit leurs produits. Cette pratique de se différencier des concurrents vise en fait à créer un effet de réputation (Geoffron, 1994).

On notera que cet argument diffère de celui proposé par la théorie de la concurrence spatiale, selon lequel l'existence d'un réseau de guichets développé sur une place bancaire donnée peut engendrer un effet d'encombrement du marché qui rend l'entrée de nouveaux concurrents de plus en plus difficile et renforce, en conséquence, le pouvoir de marché des banques existantes sur la place (Geoffron, 1994).

Plusieurs études empiriques réalisées aux États-Unis trouvent une relation positive entre la rentabilité des banques et leur part de marché sur les marchés locaux (Hannan (1991), A. Berger (1991), Dietsch (1992)). Mais ceci ne permet pas de vérifier l'existence d'une influence positive du pouvoir de marché sur le profit de la banque (Geoffron, 1994).

En particulier, d'après Demsetz (1973), l'existence d'un lien positif entre la concentration et la rentabilité des banques pouvait simplement indiquer le fait que les banques les mieux gérées et celles qui maîtrisent le plus les technologies les plus développées supportent des coûts plus faibles et réalisent donc des profits plus importants, d'un côté, et gagnent des parts de marché plus importantes, de l'autre.

Selon l'hypothèse d'efficacité, le lien positif entre le degré de concentration et la rentabilité des banques est expliqué donc par la plus grande efficacité productive des banques disposant des parts de marché les plus fortes. Berger (1991) a examiné sur des données d'un échantillon de banques américaines le lien entre la concentration et la rentabilité bancaire en essayant de distinguer soigneusement l'hypothèse d'efficacité de celle de pouvoir de marché. Ses résultats illustrent l'impact des deux facteurs à savoir la part de marché et l'efficacité et tendent donc à montrer l'intérêt des fusions entre les banques ainsi que les limites d'une stratégie d'entrée sur les marchés locaux. Les résultats indiquent également qu'une augmentation de l'efficacité des banques et des parts de marché demeure nécessaire pour accroître la rentabilité des banques de façon significative.

Ils existent d'autres études qui affirment que l'effet de la part de marché peut être négatif sur la performance bancaire (Peria et Mody (2004), Liu H. et al. (2010)). Ces chercheurs justifient leurs résultats en montrant que les banques ayant des parts de marché importantes peuvent éliminer leurs concurrents en réduisant leurs marges ce qui impacte négativement leurs performances.

Un nombre important d'études antérieures suppose qu'il existe un lien significativement positif entre la structure de marché et la performance des banques. La plupart de ces recherches ont été menées sur des pays développés (La Porta et al. (2002) ; Goddard et al. (2007);Demirguc-Kunt et al. (2009)) et seulement quelques travaux ont été menées dans le contexte des pays émergents (Delis et Papanikolaou, 2009; Seelanatha, 2010). Dans le cadre de notre recherche, nous comptons tester empiriquement la significativité de cette relation dans le contexte tunisien.



Tableau 1 Tableau récapitulatif des relations trouvées entre la structure du marché et la performance bancaire

Relations	Etudes	Mesures		Résultats
		Mesure de la rentabilité	Mesure de la variable significative	
La relation entre la concentration de marché et la performance bancaire	Hannan(1991)	ROA	Le ratio de concentration (ou CR) ¹⁷	Positif
	Weber(2006)	Taux de profit	Le ratio de concentration (ou CR)	Positif
	Webster(2011)	Marge sur coût de revient	H-statistique (Panzar et Rosse (1987))	Positif
	Moore et Liu(2013)	ROAA (Rendement de l'actif moyen)	CR ₅ = the 5-firm concentration ¹⁸	Positif
	Grigorian et Manole(2002)	Capitalisation boursière	La part des actifs d'une banque par rapport au total des actifs du système bancaire.	Positif
	Belkhaoui et al. 2012	ROA, ROE	L'indice de Herfindahl- Hirschmann	Négatif
	Scott(1986)	ROA, ROE	Dépôts de la banque/Total dépôts du secteur	Positif
La relation entre la part de marché et la performance bancaire	Goddard et Wilson (1999)	« Firm standardised profit » ¹⁹		Positif
	Berger et al. 2000	ROA, ROR, R/C (revenus bancaires/coûts)	Dépôts de la banque/Total dépôts du secteur	Positif
	Belkhaoui(2012)	ROA, ROE	Dépôts de la banque/Total dépôts du secteur	Positif
	Hannan(1991)	ROA	<ul style="list-style-type: none"> • Dépôts de la banque/Total dépôts du secteur • Prêts de la banque/ Total prêts du secteur 	Positif
	Peria et Mody (2004)	« Bank spread » ²⁰	Prêts de la banque/total des prêts du secteur	Négatif

¹⁷ Le ratio de concentration (ou CR) d'un secteur correspond à la taille d'un certain nombre d'entreprises dans un secteur comparé à la taille globale de ce secteur.

¹⁸ CR₅ = Ce ratio correspond au total des actifs des cinq plus grandes banques par rapport au total des actifs de toutes les banques du pays.

¹⁹ Cette variable est mesurée par la différence entre la valeur réelle du profit et sa valeur moyenne.

²⁰ La variable « Bank spread » est calculé en prenant le total des intérêts reçus par les banques sur prêts pendant un trimestre, divisés par la moyenne des prêts pour cette période et soustrayant de lui le total des intérêts versés sur les dépôts au cours du trimestre divisé par la moyenne dépôts.

La section suivante sera consacrée à la présentation des études théoriques et empiriques antérieures qui ont examiné le lien entre le choix des décisions stratégiques et la performance bancaire.

SECTION 2 : LA RELATION ENTRE LE CHOIX STRATEGIQUE ET LA PERFORMANCE BANCAIRE

L'impact du choix stratégique des dirigeants dans l'explication de la performance des entreprises a été initialement mis en évidence à travers la théorie du management stratégique qui a fait l'objet de plusieurs recherches telles que celle de Caves et al. 1980, Porter 1980 ainsi que Lippman et Rumelt 1982. Ces recherches ont montré que les choix stratégiques peuvent impacter, au moins en partie, la performance des entreprises.

Les études de Porter (1980, 1985, 1987) affirment que la firme peut perfectionner sa performance par le moyen d'un choix stratégique adéquat qui se base sur une première stratégie de différenciation, une deuxième de focalisation et une troisième de domination par les coûts. D'autres études (Hitt et Ireland(1985) ainsi que Miller(1992)) ont montré empiriquement que le succès des firmes est incontestable par le biais d'une combinaison des stratégies de domination par les coûts et celle de différenciation. Miller (1992) souligne que la combinaison des stratégies proposées par Porter est primordiale pour la performance des organisations industrielles dans un cadre de forte concurrence. Plusieurs études antérieures se sont intéressés à tester ces propositions empiriquement (Levine et Aaronovitch(1981), Lubatkin(1983), Hambrick(1988), Chatterjee et al.(1992), Peteraf(1993), Ramaswamy(1997), ainsi que Hassan et Isik(2002)).

Pour étudier le rôle du choix stratégique des dirigeants de la firme bancaire dans l'explication de sa performance, trois principales dimensions de la stratégie globale des banques ont été proposées à savoir : la stratégie de diversification, celle de prise de risque et celle de gestion des coûts. Ce choix trouve son explication dans différentes études antérieures (Rodriguez-Fernandez et Carbo-Valverde(2007), Williams et al(2009), ainsi que Girardone et al. (2010)) qui ont montré que ces dimensions stratégiques sont en concordance avec les spécificités des banques.

2.1 La stratégie de diversification et la performance

Cette stratégie est considérée, depuis longtemps, comme génératrice de performance pour la firme. Cependant, la diversification a été remise en cause au motif qu'elle serait un palliatif de l'insuffisance des perspectives réalisées par l'activité traditionnelle de la firme. Il paraît que

l'évaluation de l'impact véritable de cette stratégie sur la performance de l'entreprise n'est pas vraiment évidente. Malgré le nombre important des études antérieures, ces dernières manquent de clarté et sont parfois contradictoires.

Généralement, la firme se dirige vers la diversification lorsque les gains réalisés dépassent les coûts engagés (Stomper, 2009), ce qui constitue, pour les dirigeants, un choix stratégique important (Winton, 2010). En effet, les banques ayant atteint un niveau élevé de diversification peuvent diminuer le coût moyen de financement, allouer les ressources des opérations non efficaces à des activités plus rentables, réaliser des économies d'échelle et profiter des avantages fiscaux (Stultz et Shin(2007), ainsi que McLuaghlin et al. (2009)).

Néanmoins, Rajan (1994) montre que le choix de la diversification peut détruire la valeur de la firme. Ce résultat est connu sous le concept de « diversification discount » et a été expliqué par différents facteurs tels que les coûts d'agence, l'aversion des dirigeants au risque, et l'inefficacité des opérations.

Malgré l'absence d'un consensus sur les conséquences de la diversification jusqu'à présent, l'idée générale dans la littérature suppose que la diversification détruit la valeur des entreprises (Levine et Laeven(2007) ainsi que Olalekan(2010)).

Plusieurs chercheurs se sont intéressés au sujet de la diversification et ont commencé par l'analyse des corrélations entre les rentabilités des activités bancaires et non bancaires. Le but de ces études pionnières, élaborées principalement par des économistes libéraux, était de trouver une réponse sur les effets bénéfiques de l'ouverture du système bancaire sur d'autres activités financières non bancaires.

Trois principales mesures de rentabilité ont été utilisées par ces chercheurs, à savoir la rentabilité comptable des fonds propres (ROE), la rentabilité des actifs (ROA), et les rentabilités boursières des titres de la firme.

L'impact de la diversification n'a pas été étudié sur la rentabilité des banques uniquement mais aussi sur le risque bancaire. Afin de mesurer le risque potentiel d'une banque en cas de diversification dans des activités financières non bancaires, plusieurs approches méthodologiques ont été adoptées dont les principales sont l'approche par la probabilité de défaillance (PDD), celle par le coefficient de variation des rentabilités (CVR), et celle par des simulations de fusion (SF).

Parmi ces travaux, on cite celle de Johnson et Meinster (1974) réalisée pour la période 1954-1969 en utilisant l'approche CVR pour des données sectorielles et comptables. Les résultats de cette étude montrent qu'il existe des effets positifs de la diversification dans des activités

non bancaires telles que les activités d'assurances, des sociétés de portefeuille, des agents immobiliers et des courtiers. Toutefois, ces effets positifs sont sensibles au pourcentage des capitaux alloués pour chaque activité.

En utilisant la même méthodologie et les mêmes données pour la période 1953-1967, Heggestad (1975) a corrélié les rentabilités de 13 industries avec celles des banques commerciales. Il a trouvé que des industries telles que le crédit-bail, l'assurance, le placement collectif en valeurs mobilières et l'immobilier offrent un grand potentiel de réduction du risque par diversification.

Dans le même contexte, Eisemann (1976) a utilisé des données de marché et des données sectorielles en adoptant l'approche par le coefficient de variation des rentabilités (CVR) pour la période 1961-1968. Il a montré que les activités d'assurance minimisent le risque des titres bancaires.

Wall et Eisenbeis (1984) ont opté pour la même approche en utilisant des données comptables pour la période 1970-1980 et ont trouvé que les activités de marché et d'assurance-vie réduisent le risque des banques. Toutefois, Les résultats sont sensibles au choix de la période d'étude.

En utilisant la même méthodologie pour des données comptables et des données individuelles sur des firmes, Boyd et Graham (1986) ont mené leurs études sur des périodes différentes à savoir de 1971 à 1983, de 1971 à 1977 et de 1978 à 1983. Ils ont trouvé que pour la période de politique monétaire moins rigoureuse (1971 à 1977), les activités non bancaires ne réduisent pas le risque des banques. Cependant, pour la période de politique monétaire plus rigoureuse (1978-1983) il existe une relation négative entre les activités non bancaires et le risque des banques.

Boyd et Graham (1988) ont utilisé plusieurs approches à la fois à savoir CVR, PDD et SF sur des données comptables et individuelles pour la période 1971-1984 et ils ont trouvé que l'activité d'assurance-vie réduit le risque des banques. Cependant, le risque augmente avec l'engagement dans des activités d'assurance de biens et risques divers, d'immobilier et de gestion des valeurs mobilières. Brewer, Fortier et Pavel (1988) ont aussi utilisé différentes approches telles que CVR et SF pour plusieurs périodes (1980, 1982, et 1986 et 1979 à 1983). Ils ont trouvé qu'un investissement de 5% ou moins dans les activités testées autres que celles de l'assurance de biens, de risques divers et vie, n'augmente pas significativement la variance des banques universelles, par contre un investissement de plus de 25% dans toutes les activités, sauf celles citées ci-dessus, augmente significativement le niveau de risque. L'examen de l'impact de l'investissement total dans des activités non bancaires,

indépendamment des augmentations spécifiques pour chaque activité, démontre que les activités non bancaires tendent à baisser significativement le risque des banques universelles. Généralement, les études ci-dessus montrent que la combinaison des activités bancaires et non bancaires peut potentiellement diminuer le risque lié aux établissements de crédit. Toutefois, ces études supposent que les effets positifs de la diversification ont tendance à se réduire rapidement. En effet, chaque diminution de risque réalisée par effet de diversification peut être atténuée par la prise de nouveaux risques liés aux nouvelles activités, ce qui explique la difficulté de construction d'un portefeuille optimal des activités bancaires.

A partir du début des années 90, l'industrie bancaire a commencé une phase de profonde restructuration. Celle-ci a été traduite, entre autre, par un développement de l'envergure du secteur bancaire. L'analyse de la structure du produit net bancaire montre que les revenus hors intérêts ont connu une évolution très importante. Cette progression peut être plus grande. Pour certaines banques commerciales, ces revenus ont même dépassé les revenus de l'activité d'intermédiation bancaire traditionnelle. Suite à ça, plusieurs interrogations sur l'impact de l'élargissement de la gamme des activités bancaires sur le risque de ces établissements sont apparues.

Dans la même veine, Demsetz et Strahan (1995) ont analysé l'impact de la diversification sectorielle sur le risque des banques américaines. Ils ont trouvé que le développement des grandes banques s'accompagne généralement par l'élargissement de l'envergure de ces banques, mais la diversification du portefeuille d'activités ne signifie pas nécessairement la réduction du risque comme les banques tendent à se diversifier dans des activités plus risquées. Dans le même cadre, Roland (1997) a examiné le risque des différentes opérations réalisées par des banques diversifiées en se basant sur des chiffres comptables, les résultats de cette étude ont prouvé que les rentabilités anormales des activités non bancaires sont souvent plus volatiles que celles des produits de l'activité traditionnelle de la banque, ce qui explique que ces nouvelles activités financières augmentent le risque d'une banque universelle. De la même façon, Kwan (1998) a comparé la rentabilité des différentes filiales des banques universelles américaines entre les années 1990 et 1997, il a supposé que les filiales qui exercent des activités non traditionnelles sont plus risquées que l'entité banque de détail, mais pas nécessairement plus rentables. DeYong et Roland (1999), dans leur étude où ils ont examiné la relation entre les différentes branches d'activités bancaires et la volatilité des résultats de ces banques, ont proposé trois explications fondamentales qui peuvent justifier comment les revenus hors intérêts peuvent augmenter la volatilité des résultats et en conséquence le risque des établissements bancaires. La première raison est que la plupart des

crédits bancaires sont fondés sur des relations étroites avec les clients, ce qui n'est pas vérifié pour la relation qu'entretient la banque avec les clients dans les autres activités de services. En effet, le coût du changement et les coûts d'information sont relativement plus chers pour les clients dans le cadre d'une relation de prêts, contrairement aux autres activités de services où c'est plus facile pour un client de changer de banque à une autre à cause de la grande rivalité qui existe entre ces établissements dans ces activités.

En dépit du risque de crédit et des variations du taux d'intérêt, les revenus d'intérêts sur les crédits peuvent être moins volatils que les revenus hors intérêts des activités non traditionnelles. La deuxième raison est en rapport avec les coûts de production des services bancaires. En effet, l'idée est qu'une augmentation du ratio « charges fixes divisées par charges variables » s'accompagne généralement par une augmentation du risque d'exploitation des établissements. En même temps, il faut remarquer qu'une fois la banque établit un rapport de prêt avec un client, l'augmentation du montant du prêt ou l'octroi d'un nouveau crédit exige de la banque d'augmenter ses coûts variables (dépenses d'intérêt) uniquement. Cependant, l'extension de la production des autres activités hors bancaires peut exiger de la banque des allocations supplémentaires de coûts fixes notamment pour le facteur travail afin de développer les compétences spécifiques nécessaires pour faire face à la concurrence dans ce domaine. Ainsi, l'augmentation des charges fixes rend les résultats de ces établissements plus vulnérables aux déclinés des produits nets bancaires. Enfin, la troisième raison de DeYong et Roland (1999) suppose que la majorité des activités non traditionnelles n'exigent pas des banques un niveau supplémentaire de fonds propres pour la couverture des risques. De ce fait, les banques profitent de cette opportunité afin d'augmenter leurs retours sur les fonds propres en acceptant plus de risques dans des activités non traditionnelles. Des études empiriques de ces mêmes auteurs en 2001 sur un échantillon de banques américaines ont confirmé leurs résultats. Elles supposent que trois sources de revenus bancaires traditionnelles issus des activités d'intermédiation sont les plus stables en les comparant aux autres activités, à savoir les frais sur dépôts, les intérêts sur les prêts et les intérêts sur les obligations.

Récemment, Staikouras et Wood (2003) ont étudié l'impact de la diversification des banques dans 15 pays européens différents sur le risque de ces établissements mesuré par la variabilité de leurs résultats. Ils ont trouvé que les revenus hors intérêts sont souvent plus volatils que les revenus d'intérêts. En d'autres termes, l'augmentation des revenus hors intérêts dépend de sa plus grande variabilité. En même temps, les résultats des tests empiriques révèlent une corrélation négative entre ces deux sources de revenu bancaire, ce résultat peut s'expliquer

par le fait que les revenus hors intérêts pourraient influencer les résultats des banques européennes.

En effet, la réalité est plutôt plus complexe que l'idée selon laquelle la diversification des sources de rentabilité diminue le risque d'une banque. Alors qu'une augmentation des revenus hors intérêts affecte positivement le produit net bancaire, force est de constater que cette augmentation se manifeste rarement sans conséquences importantes sur les produits traditionnels d'intérêts, sur les charges fixes et sur la structure financière. Ceci nous amène à étudier l'impact de la diversification des activités bancaires en matière de création de valeur par une banque.

Le degré de diversification est mesuré généralement par le ratio résultat hors intérêts liés aux prêts sur le résultat opérationnel. En effet, la relation entre la diversification et la performance a largement été étudiée. Il est possible de diviser les études antérieures en deux groupes : ceux qui considèrent que la diversification impacte positivement la performance et ceux qui trouvent qu'il existe un impact négatif.

Commençons par les études liées au premier groupe, on cite celle de Dietrich et Wanzenried (2011) qui conclue à un lien positif entre la diversification et la performance, en utilisant pour son étude la technique d'estimation de la méthode des moments généralisée (GMM) décrite par Arellano et Bover (1995). Ces auteurs ont analysé la rentabilité de 372 banques commerciales en Suisse sur la période 1999-2009. Et pour analyser l'impact de la récente crise financière, ils ont étudié séparément la situation antérieure à la crise, c.-à-d., la période 1999-2006 et les années de la crise pour la période 2007-2009. D'autres recherches telles que celles de Chandler (1997) et Teece (1980) affirment qu'il existe une forte relation positive entre la diversification et la performance des banques.

Dans la même veine, Jensen et Ruback (1983) ont utilisé des études d'événements en estimant des variations anormales du cours de l'action afin de prendre en compte l'influence des événements marquants sur les rendements des titres. Les auteurs ont affirmé que la diversification permet aux banques de s'intégrer dans de nouveaux marchés, de saisir des meilleures opportunités d'investissement et de développer une synergie entre les différentes régions et secteurs, augmentant ainsi la valeur de la banque et sa rentabilité. Dans le même contexte, Botte et Schmeits (2000) ont montré que la volatilité, la probabilité de faillite et le risque se réduisent en développant une stratégie de diversification.

Chatti (2010) a mené son étude en introduisant « l'approche connectiviste de l'apprentissage »²¹, basée sur les travaux de Siemens (2004). Il a affirmé que les risques tendent à se réduire lorsque les banques sont autorisées à mener de nouvelles activités telles que l'assurance, à côté de leurs activités traditionnelles et par conséquent une meilleure performance sera réalisée.

Le second groupe comprend les études qui aboutissent à un résultat contraire et qui supposent que ce mouvement vers des résultats hors intérêts ne permet pas d'améliorer le couple risque-rentabilité. Ainsi, Huizinga et Demirgüç (2000) ont montré que les établissements dont une grande part de leurs actifs ne rapportent pas d'intérêts, sont moins performants que les autres. Ces auteurs ont utilisé un modèle linéaire simple sur des données de panel et ont lié ce résultat à l'effet positif du ratio prêts/actifs sur la performance bancaire.

Jouida et Hellara (2017) ont étudié cet impact sur un échantillon comprenant 290 institutions financières françaises diversifiées pour la période 2002-2012. Les résultats de cette étude sont obtenus à partir d'une estimation par GMM et ont montré qu'il existe un impact négatif de la diversification sur la performance.

Dans cette même veine, d'autres études empiriques, à l'instar de celles de Barros et al. (2007) ont trouvé également que les banques les plus diversifiées sont les moins susceptibles d'être performantes et plus susceptibles d'offrir une piètre performance. De Jonghe (2010) quant à lui, a découvert que la diversification au sein d'une institution financière n'améliore pas la stabilité du système bancaire. Ce résultat a été trouvé en utilisant la modélisation VAR et le déficit attendu comme mesure du risque.

2.2 La stratégie de prise de risque

Un des principaux rôles du manager réside dans l'appréciation de l'impact potentiel du risque sur la performance globale de la firme. Or, le bon sens seul ne suffit pas pour estimer pertinemment les risques de tout ordre. La maîtrise du risque constitue un enjeu stratégique pour différentes raisons à savoir la multiplication des crises financières, la contrainte de compétitivité qui nécessite une gestion plus fine des risques et l'exigence de la transparence des informations dans laquelle se rejoignent des objectifs d'efficacité. La gestion des risques de l'entreprise a connu au cours de ces dernières années un développement exponentiel, et les spécialistes du risque ont consacré leur effort de recherche afin de développer des instruments plus précis pour une meilleure évaluation du risque. La pression sur les bénéficiaires a fait que les

²¹Le « connectivisme » est une théorie de l'apprentissage développée par George Siemens et Stephen Downes et basée sur les apports des nouvelles technologies. Elle s'appuie sur leur analyse des limites du béhaviorisme, du cognitivisme et du constructivisme afin d'expliquer les effets de la technologie sur la façon dont les gens vivent, communiquent et apprennent.

managers sont devenus plus soucieux de la rentabilité, renforçant ainsi la nécessité de disposer d'une méthode permettant de mesurer l'impact du risque sur le résultat de la firme. La Corporate-Value-at-Risk ou Corporate-VaR est un instrument d'aide à la décision très utile. En autorisant une prise de décision mieux informée, cette méthode de gestion du risque aide le manager à atteindre ce qu'il estime être le profil de risque approprié pour la firme. Les managers sont, en effet, généralement confrontés à des décisions stratégiques qui peuvent sous-estimer le risque associé. Malgré une bonne évaluation du risque attendu, ils peuvent également accepter des projets très risqués sans pour autant ajouter une prime de risque suffisamment importante pour compenser le supplément de coût associé à ce choix risqué.

En adoptant l'approche de Bowman (1980, 1982), de nombreuses recherches en finance, en économie et en management stratégique se sont intéressés à l'étude de la relation entre la stratégie de prise de risque et les rendements de la firme (Hellmann et al. (2002), Repullo(2004), ainsi que Boyd et al. (2005))²². Ces recherches prouvent que cette relation est souvent instable dans le temps et diffère d'un secteur à un autre.

La prise de risque par la banque se manifeste dans la littérature selon deux perspectives. Une perspective économique globale, représentée par le risque de crédit, indique la qualité du portefeuille d'actifs de la banque et particulièrement des crédits. Une perspective financière s'agissant du risque financier, est appréciée du point de vue des actionnaires et peut être mesuré par le degré de capitalisation de la banque.

2.2.1 Le risque de crédit

Le risque de crédit est celui de pertes consécutives au défaut d'un emprunteur face à ses engagements, ou à la dégradation de sa solidité financière, ce qui engendre une dévaluation de la créance que l'établissement de crédit détient sur lui.

Ceci conduit à deux types de risque de crédit, à savoir :

- Un risque de défaut : qui est le risque qu'un emprunteur ne soit pas en mesure de régler ses engagements financiers, ceci peut se traduire par l'incapacité d'honorer des obligations de paiement des intérêts et/ou du principal d'une créance.
- Un risque de dépréciation de la qualité de crédit : qui est lié à la détérioration de la situation financière de la contrepartie et par conséquent la qualité de la signature.

En effet, le risque de crédit se manifeste dans toutes les transactions qui ne sont pas réglées immédiatement.

²² Cités dans Belkhaoui et al. 2012.

Pour un crédit bancaire, l'exposition au risque de crédit est égale au montant utilisé par l'emprunteur tout en ajoutant les intérêts courus. En ce qui concerne les produits dérivés, l'exposition au risque de crédit dépend de la valeur de marché de la position, il peut être le coût de remplacement du contrat dans les conditions du marché au moment de l'évaluation.

En se référant à l'approche d'évaluation des options, des modèles d'évaluation des dettes en présence du risque de crédit sont apparus (Jarrow et Turnbull(2000) ainsi que Duffie et Lando(2001)). Ces modèles constituent des extensions du modèle de Merton (1974, 1978). Il s'agit des méthodes d'évaluation du risque d'un portefeuille d'instruments financiers (obligations, prêts), telles les modèles de CreditMetrics, CreditRisk+, l'approche KMV et le modèle CreditPortfolioView.

Le CreditMetrics

Le CreditMetrics, constitue le premier modèle de portefeuille destiné à évaluer le risque de crédit, il a été mis en place par J. P. Morgan (1997), et il est considéré comme un modèle de référence pour les études de recherche.

Ce modèle forme une première appréciation individualisée des risques majeurs liés à un portefeuille de crédit, du fait que les variations liées à la qualité du dossier de crédit ne résultent pas uniquement des événements liés au défaut de l'entreprise comme le retard de règlement, la faillite, la dégradation de la situation financière, mais aussi aux fluctuations (appréciation ou détérioration) de la cote du crédit de l'entreprise.

D'après Gupton(1997), le modèle CreditMetrics présente certains avantages tels que:

- La quantification du risque de crédit agrégé, c.-à-d., les pertes potentielles liées aux événements de crédit.
- L'identification des sources de risque, ce qui permet de mesurer le risque spécifique à chaque situation de crédit.
- L'identification du risque maximal autorisé, en d'autres termes, la mise en place de limites de risque.
- La détermination du montant du capital économique que l'institution financière doit allouer afin de faire face aux pertes non anticipées.

Face à ces avantages, il existe plusieurs limites de la méthode CreditMetrics. Ceci réside dans l'utilisation des matrices de transition qui représentent les probabilités de migration de chaque

classe de risque des titres de crédit. En effet, les agences de notation supposent des corrélations et des taux de migration qui peuvent ne pas refléter la réalité des choses.

Le modèle KMV

Ce modèle est conçu pour mesurer la fréquence de défaut espérée (expected default frequency ou EDF).

Il est à noter que les modèles de type KMV se basent sur des valeurs du marché et non pas des valeurs comptables. En outre, ils sont basés sur le modèle de Merton (1974), d'où, d'une part, ils relient la valeur de marché des capitaux propres de la firme à celle de ses actionnaires, et d'autre part, ils comparent cette dernière à la valeur du passif.

En effet, la modélisation stochastique de la probabilité de défaut développée par l'agence KMV pour Kealhofer, McQuown et Vasicek²³ (KMV) a notamment exploité la théorie des options dans le calcul de risque de crédit. Ce modèle KMV qui se base sur le modèle de Black&Sholes, suppose qu'à tout instant 't' la différence entre la valeur du marché notée « Va » et le montant de la dette à rembourser noté « DPT », représente la distance par rapport au défaut notée « DD » et elle est exprimée comme suit :

$$DD = \frac{\ln \frac{V_0}{DPT_t} + (\mu - 0.5\sigma_A^2)}{\sqrt{T}\sigma_A}$$

Une fois cette distance est déterminée, il faut la comparer à celles d'autres entreprises ayant une même distance de défaut et dont on connaît le taux de défaut historique afin de trouver la fréquence de défaut espérée.

L'une des limites associées à ces modèles se manifeste dans la complexité de la structure du capital de l'entreprise, puisqu'elle regroupe différents types de dette à des échéances différentes.

Credit portfolio view

Il s'agit d'un modèle multifactoriel, qui peut être utilisé pour simuler la distribution conditionnelle de défaut et les probabilités de migration des différents groupes, il est aussi

²³Il s'agit d'une filiale de l'agence de notation Moody's. Achetée en 2002, KMV est une société spécialisée dans les outils permettant de quantifier le risque de crédit. KMV a notamment utilisé l'apport de la théorie des options dans le calcul de risque de crédit.

considéré comme un modèle de mesure de risque de défaut développé par Wilson (1987-1997) et proposé par McKinsey (1998). Ce modèle propose une méthodologie qui sert à lier les facteurs macroéconomiques comme le taux de chômage, le taux de croissance, le PNB,...aux probabilités de défaut et de migration.

En effet, ce modèle permet d'évaluer le risque de portefeuille comme celui du crédit Metrics, mais en prenant en compte la dépendance des événements de défaut et la situation économique.

L'une des limites du modèle CPV réside dans sa complexité par rapport aux autres modèles, ce qui exige un nombre illimité de données historiques afin de mesurer les taux de défaut d'un secteur bien spécifique.

Le modèle CreditRisk+

Appelé aussi le modèle actuariel du risque, il a été développé par le Crédit Suisse First Boston (CSFB) en 1997. Il est différent du modèle crédit Metrics de J. P. Morgan, parce qu'il utilise une approche actuarielle.

Le creditrisk+, qui constitue une approche moderne de mesure et de gestion du risque de crédit, offre une meilleure compréhension du risque liée au portefeuille d'actifs, en mesurant les pertes espérées et non espérées liées aux crédits. Il sert aussi à la détermination du niveau du capital requis pour faire face au risque de contrepartie ainsi qu'à l'identification des actifs qui contribuent le plus au risque du portefeuille.

Selon le Crédit Suisse First Boston (1997), le modèle creditrisk+ constitue un modèle statistique de risque de défaut lié aux crédits, et il considère les taux de défaut comme étant des variables aléatoires continues. Comparé aux autres modèles, le creditrisk+ sert à déterminer la distribution des expositions de crédit entre les différents secteurs.

Le CreditRisk+, présente l'avantage d'être relativement facile à exécuter. Il est basé seulement sur les défauts et exige moins de données dans les estimations. En plus, il s'agit d'une méthode de calcul de type analytique et rapide, ce qui fait que pour chaque instrument seules les probabilités de défaut sont prises en compte.

Concernant les limites, elles sont les mêmes que pour la méthodologie des crédits Metrics et KMV, qui supposent la non prise en compte du risque de marché. Le CreditRisk+ ne prend pas en considération la migration de risque, d'où l'exposition de chaque engagement ne dépend pas des changements éventuels dans la qualité des crédits.

En effet, Jarrow et Turnbull (2000) affirment que les méthodologies CreditMetrics, CreditRisk + et KMV négligent les risques de marché et de crédit. Ces méthodologies supposent que les taux d'intérêt restent constants et, donc, ils ne peuvent pas évaluer les produits dérivés sensibles aux variations des taux d'intérêt, comme les obligations et les swaps.

Gabriel-Jiménez et al. (2007) montrent que le problème d'insolvabilité des banques est principalement lié à l'augmentation du risque de crédit et à l'accumulation des prêts à problème. Ces auteurs montrent également que l'amélioration de la profitabilité de la banque dépend largement de la prise du risque de crédit. Plus précisément, la réduction de la profitabilité des banques est attribuable à l'augmentation du risque de crédit.

2.2.2 Le ratio de capitalisation de la banque

Une autre décision stratégique pour les banques est de maintenir un niveau du capital adéquat. Le capital représente un outil de protection contre les pertes latentes sur un portefeuille d'actifs.

Modigliani et Miller (1958) ont montré à travers leur étude que, lorsque le marché est parfait, le choix de financement par dettes et fonds propres n'a aucun impact sur la valeur de la firme. Après la contribution de Modigliani et Miller, plusieurs études se sont développées afin d'expliquer la structure optimale de capital en présence des imperfections de marché (Harris et Raviv, 1991).

En effet, l'imposition et les coûts de faillite anticipés représentent des imperfections majeures considérées dans la détermination d'une structure de capital optimale. Étant donné que les intérêts payés par la firme représentent des charges déductibles mais les dividendes ne le sont pas, la substitution des fonds propres par des dettes donnent des rendements supplémentaires aux propriétaires. Toutes choses étant égales par ailleurs, les actionnaires préfèrent souvent un financement par des dettes (Myers et Majluf, 1984). Toutefois, un niveau d'endettement élevé augmente le risque de défaut et donne lieu à des coûts de faillite anticipés plus élevés.

Dans le cadre de la régulation, la première étude empirique étudiant le comportement des banques par rapport aux risques a été élaborée par Shrieves et Dahl (1992). Ces derniers ont testé la relation « prise de risque-régulation » pour le cas des banques américaines durant les années 1984-1986, suite à l'imposition du « leverage ratio » ou ratio : capitaux propres/total des actifs.

Les variations des ratios des capitaux propres et du risque du portefeuille peuvent être expliquées par des ajustements visant à atteindre les objectifs de la régulation et par des chocs

exogènes. En effet, les objectifs des banques dépendent de leur taille, leur revenu, les variations de leur capital propre et la composition de leur portefeuille. Il en résulte que, pour les banques sur et bien capitalisées, les variations des capitaux propres affectent les expositions en matière de risque comme elles essaient de combiner une augmentation du capital avec une prise de risques plus importante et vice versa. L'efficacité de la régulation ne serait pas touchée mais par contre le taux d'ajustement du capital des banques sous-capitalisées est supérieur à celui des banques bien capitalisées (notion de too big to fail²⁴) (Shrieves et Dahl, 1992).

Le modèle de Shrieves et Dahl a servi de support à plusieurs études empiriques ultérieures. Parmi celles-ci, on cite l'étude d'Ediz et al. (1998) et Rime (2000) qui aboutissent, pour une période différente (1989-1995) et un échantillon des banques anglaises et suisses, à des conclusions semblables à celles trouvées par Shrieves et Dahl. Leurs résultats montrent aussi que les banques suisses tentent d'atteindre rapidement les ratios exigés par la loi pour éviter les nombreuses pénalités prévues par les autorités de régulation. Concernant la pression de cette dernière, il s'avère qu'elle est plus stricte sur les banques sous-capitalisées que sur les autres. Il semble que cette pression a un effet positif et significatif sur le ratio de capital, mais elle n'affecte pas la prise du risque par les banques. Cela signifie que les banques améliorent leurs ratios de capital en augmentant le niveau de leurs capitaux propres (émission de nouvelles actions, rétention de bénéfices) et non pas en diminuant leur prise de risque (Ediz et al. 1998, Rime 2000).

Cependant, en se référant à des données des banques américaines pour les années 1991 -1993, Aggarwal et Jacques (1998) trouvent que les banques ont décru leur risque pondéré à l'actif pour les années 1992 et 1993, ce qui contraste avec le comportement des banques en 1991.

Cette baisse du risque s'explique par la mise en place, en 1992, de plusieurs sanctions applicables aux banques en cas de non-respect des exigences de la régulation, ce qui signifie que les pénalités prévues par les autorités ont eu un impact positif sur le comportement des banques (Aggarwal et Jacques 1998).

En outre, dans le cadre d'une dynamique temporelle, les auteurs Calem et Rob (1999) cherchent à nuancer les résultats trouvés précédemment. L'étude est basée sur des données américaines pour la période 1984 à 1993 et les résultats indiquent que la prise de risques de la banque dépend du ratio des capitaux propres. En outre, cette relation suit une courbe en forme

²⁴Toobig to fail (trop gros pour faire faillite) est un concept économique qui décrit la situation d'une banque ou toute autre institution financière dont la faillite aurait des conséquences systémiques désastreuses sur l'économie et qui par conséquent se retrouve renflouée par les pouvoirs publics dès lors que ce risque de faillite est avéré.

de U. En effet, la part des actifs risqués dans le portefeuille bancaire est très élevée pour les banques sous-capitalisées, ce qui montre la présence d'aléa moral au sein de ces banques. Au fur et à mesure que le ratio de capital augmente, la prise de risque se réduit jusqu'au point correspondant au standard exigé par les autorités de régulation pendant cette période d'étude. Par la suite, jugeant le risque de faillite assez faible, les banques bien capitalisées tentent de prendre plus de risques.

Finalement, les travaux empiriques de Bondt et H.M.Prast (2000) cherchent à examiner les déterminants du ratio de capital bancaire durant les années 90 en mettant en avant les facteurs spécifiques à la banque et son degré de capitalisation. Les résultats de cette étude suggèrent que la plupart des banques estiment que le risque de leur portefeuille est plus important que celui dicté par les schémas de pondérations de Bâle I. Malgré cela, la réglementation bancaire semble être efficace du fait de la tendance des banques sous-capitalisées à l'ajustement de leurs ratios de capital.

En effet, les divergences entre les constructions théoriques et les investigations empiriques sont également constatées au niveau de l'effet des capitaux propres sur la rentabilité des actifs de la banque. Plusieurs travaux empiriques ont prouvé que les capitaux propres exercent un effet stimulant sur la profitabilité des banques (Bashir, 2000 ; Abreu et Mendes, 2002 ; Ben Naceur, 2003). Cependant l'excès du ratio de capital est considéré comme nuisible à la rentabilité des actifs bancaires puisque, en élevant ce ratio, les banques tendent à atteindre une fructification minimale des capitaux disponibles. En outre, on observe une quasi-unanimité des économistes sur l'effet positif des crédits et de la taille de la banque sur la rentabilité des actifs bancaires, corroborant ainsi les prédictions de la théorie économique. Le renforcement de la politique de crédit augmente les profits de la banque. Autrement dit, plus la banque accorde des crédits, plus les revenus s'élèvent, de même que les profits (Bashir, 2000 ; Ben Naceur, 2003). Néanmoins, la politique de crédit peut, dans certains cas, entraver la profitabilité des banques, en particulier quand une politique expansionniste de crédit n'est pas compatible avec la stratégie poursuivie en matière de recherche de ressources financières (Bashir, 2000). Donc, le renforcement de la politique de crédit devrait être conduit en symbiose avec une stratégie efficace de drainage de ressources additionnelles. Par conséquent, la maîtrise de la politique de dépôts devrait en principe aider la banque à augmenter ses profits (Bourke, 1989 ; Moulneux et Thornton, 1992 ; Ben Naceur, 2003). Abreu et Mendes (2002), ont estimé que la profitabilité et le ratio des emplois mesurés par le rapport crédits/dépôts entretiennent un lien positif, confirmant ainsi la complémentarité entre la politique de crédits et celle de dépôts de la banque.

2.3 La stratégie de gestion des coûts et la performance

Philippe LORINO a défini le coût comme suit: « la mesure monétaire d'une consommation des ressources qui intervient dans le cadre d'un processus destiné à fournir un résultat bien défini ».

En effet, l'efficacité de la gestion des coûts est appréciée par le niveau d'efficience réalisé par la firme. Les gains d'efficience des banques impactent directement le développement économique du pays. Cela peut avoir lieu par la diminution des coûts de financement de l'économie (coûts d'intermédiation) et l'octroi d'un volume élevé de crédits productifs.

Généralement, l'efficience est un terme à signification plus large que l'efficacité. Il englobe des considérations de coût et d'efficacité. Il regroupe le plus de critères pour examiner ou pour évaluer un système éducatif ou ses composantes (Linda Allen et Rai Anoop 1996). Selon Windham (1988), l'efficience est atteinte si en engageant le même niveau des dépenses, on réalise de meilleurs résultats. Autrement dit, « l'efficience est un concept qui englobe deux autres puisqu'il met en rapport l'efficacité aux moyens engagés pour atteindre les résultats estimés ». En considérant deux systèmes produisant des résultats semblables, on peut considérer que celui qui y engage peu de moyens est le plus efficace ou bien celui qui réalise des meilleurs résultats avec les mêmes moyens est le plus efficace. Par conséquent, l'efficience mesure le rapport entre l'efficacité et le coût.

L'étude de Gelos (2006) prouve que les banques très efficaces pourraient augmenter leur accessibilité aux fonds, accroître leur rentabilité, appliquer des tarifs plus avantageux sur leurs produits (les crédits) et améliorer la qualité des services offerts à la clientèle. Cela permet de développer leurs chances de viabilité pour le long terme.

La méthode la plus utilisée et qui permet d'évaluer l'efficacité de la stratégie de contrôle des coûts consiste à calculer des scores d'efficience pour chaque banque à n'importe quelle date (Berger, et al. 2010). Ces scores d'efficience peuvent être calculés en recourant à des techniques d'estimation d'une frontière de coûts (Kang et Weber, 2006; Goddard et al. 2007). En effet, les analyses d'efficience ont généralement séparé entre deux types d'efficience, à savoir : l'efficience technique et celle d'échelle. L'efficience technique désigne la réussite d'une unité de décision dans la transformation des inputs en outputs. Elle permet d'apprécier les possibilités d'éviter les gaspillages à travers la maximisation du volume des outputs en utilisant un ensemble donné d'inputs. Une firme est dite techniquement efficace s'il n'est plus possible de produire le même output avec moins d'inputs ou de produire plus d'outputs en utilisant le même input (Chaffai et al. 2001). L'efficience d'échelle désigne les possibilités

de diminution des coûts à travers les économies d'échelle. Ces dernières examinent la relation entre la taille d'une banque et ses coûts.

Dans la même veine, l'étude de Belkhaoui et al. 2012 a examiné le lien entre l'efficacité et la performance bancaire en utilisant la méthode des GMM qui sert à contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de répondre au biais d'endogénéité des variables (Sevestre, 2002). Ils ont trouvé que seules des augmentations considérables des scores d'efficacité d'échelle pourraient améliorer distinctement la profitabilité des banques. Ces résultats corroborent ceux trouvés par Berger et al. 1997; Williams, 2005; Gelos, 2006; Girardone et al. 2010.



Tableau 2 Tableau récapitulatif des relations trouvées entre le choix stratégique et la performance bancaire

Relations	Etudes	Mesures		Résultats
		Mesure de la rentabilité	Mesure de la variable significative	
La relation entre la diversification et la performance bancaire	Stultz et Shin(2007)	ROE	Mesurer la diversification en termes de numéros de codes SIC ²⁵ différents	Positif
	McLuaghlin et al. (2009)	Le Q de Tobin ²⁶	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification des actifs²⁷ • Diversification des revenus²⁸ 	Négatif
	Jouida et Hellara (2017)	ROA	L'indice d'entropie ²⁹	Négatif
La relation entre la stratégie de prise de risque et la performance bancaire	Belkhaoui et al. (2012)	<ul style="list-style-type: none"> • ROA • ROE 	Ratio des prêts non performants	Négatif
	Ben Naceur (2003)	<ul style="list-style-type: none"> • Marge nette d'intérêts • ROA 	Ratio de fonds propres sur total actif	Positif
La relation entre la stratégie de gestion des coûts et la performance	Berger et al. (1997)	<ul style="list-style-type: none"> • ROA • ROE 	<ul style="list-style-type: none"> • DEA • FDH • SFA • DFA • TFA 	Positif
	Belkhaoui et al. (2012)	<ul style="list-style-type: none"> • ROA • ROE 	DEA	Positif
	Girardone et al. (2010)	ROA	<ul style="list-style-type: none"> • SFA • DEA 	Positif

²⁵ Le Standard Industrial Classification (classification normalisée des industries, abrégé en SIC) est un système de classification des industries utilisant quatre chiffres établi par le gouvernement des États-Unis dans les années 1930.

²⁶ Le Q de Tobin est calculé comme la somme de la valeur marchande des actions ordinaires plus la valeur comptable des actions privilégiées plus la valeur comptable de la dette totale divisée par la valeur comptable de l'actif total.

²⁷ La formule est la suivante : $1 - \left(\frac{\text{Total prêts} - \text{Autres actifs}}{\text{Total actifs}} \right)$

²⁸ La formule est la suivante : $1 - \left(\frac{\text{Revenus d'intérêts} - \text{Autres revenus d'exploitation}}{\text{Total revenus d'exploitation}} \right)$

²⁹ L'indice d'entropie proposé par Jacquemin et Berry (1975) prend compte du nombre d'activités dans lesquelles la firme s'engage, l'importance relative de chaque activité dans le chiffre d'affaires total et l'intensité des liaisons entre eux.

CONCLUSION

Le but de ce chapitre est de comprendre les concepts des différents déterminants liés à la structure du marché et aux choix stratégiques des banques avant d'examiner leur impact sur la rentabilité bancaire.

A cet égard, et après avoir expliqué la structure du marché et le choix stratégique et développé leurs mesures et leurs déterminants, nous avons présenté une revue de la littérature portant sur la nature de la relation entre ces déterminants et la performance bancaire. En fait, nous avons trouvé trois catégories d'études : les premières affirment l'existence d'un lien positif entre ces variables et la performance bancaire, les deuxièmes soutiennent plutôt l'impact négatif et finalement les troisièmes qui affirment que l'impact est non significatif et que la performance bancaire dépend des variables spécifiques au secteur bancaire d'une part, et à chaque banque d'autre part.

Suite à cette disconvenance dans la littérature antérieure, nous consacrons le prochain chapitre à l'étude de cette relation dans le contexte tunisien et sur un échantillon des banques tunisiennes cotées.

CHAPITRE 3 : ETUDE EMPIRIQUE DE L'EFFET DE LA STRUCTURE DU MARCHE ET DES CHOIX STRATEGIQUES SUR LA PERFORMANCE DES BANQUES TUNISIENNES

INTRODUCTION

Nous avons présenté dans la partie précédente les différentes études théoriques expliquant la performance bancaire et nous avons constaté que les différents déterminants peuvent être regroupés selon deux approches. La première approche s'intéresse à l'explication de l'impact de la structure de marché sur la performance bancaire à travers deux importantes mesures, à savoir, la part de marché de la banque et la concentration du secteur bancaire. La deuxième approche regroupe les différentes stratégies clés de la banque et estime leurs effets sur sa performance. Vu la pertinence de ces études antérieures, nous jugeons pertinent d'aborder cette recherche et de l'appliquer pour le contexte bancaire tunisien.

Nous consacrons ce chapitre tout d'abord à la présentation des spécificités du secteur bancaire tunisien, ensuite nous décrirons les différentes mesures et variables pour les tester empiriquement et enfin nous présenterons les résultats trouvés tout en faisant les interprétations nécessaires.

SECTION 1 : ETATS DES LIEUX ET SPECIFICITES DES BANQUES TUNISIENNES

Dans un contexte économique difficile, marqué par l'augmentation des taux d'intérêt qui résulte de l'évolution défavorable des finances publiques, de la hausse des pressions sur les liquidités et de la politique monétaire proactive de la BCT afin de maîtriser l'inflation avec l'augmentation des taux directeurs, les indicateurs d'activité des banques cotées ont connu, en 2017, une évolution relativement importante. Elle s'est traduite, sur la cote de la bourse, par un gain de l'indice TUNBANK de 19,46%, la 3ème meilleure performance sectorielle après celles de l'Automobile et l'équipement (+33,7%) et de l'agro-alimentaire et boissons (+20%). Au cours des premiers mois de l'année 2018, la croissance du secteur a persisté, confirmée par les bons indicateurs publiés. En effet, l'indice a continué son évolution entamée en 2017 pour attribuer un gain de 36,2% jusqu'au 30 juin 2018. (Amen Invest, 2018)

Malgré cette évolution, les banques tunisiennes souffrent toujours de plusieurs faiblesses. Pour le montrer, nous allons consacrer cette section pour l'analyse de l'activité bancaire en Tunisie, ensuite nous allons évoquer les principaux risques qui menacent nos banques.

1.1 Analyse de l'activité bancaire en Tunisie

Les banques tunisiennes ont réalisé des résultats annuels importants confirmés par des évolutions positives de la majorité des indicateurs de leur activité en 2017. A ce titre, le secteur bancaire tunisien a clôturé l'année 2017 avec un volume des dépôts de 63.327, un montant des crédits de l'ordre de 67.809,7 MDT, 1 MDT, un PNB de 4.127,4 MDT, un bénéfice net de 1.089,9 MDT, et une assise financière de l'ordre de 8.181,4 MDT. (Rapport annuel 2017 de l'APTBEF)

Cette progression a continué durant l'année 2018, et à l'instar du premier semestre de l'année précédente, nous remarquons une amélioration de l'activité bancaire suivie par une progression des principaux indicateurs à savoir l'encours des dépôts (environ 11,02%), celui des crédits (environ 13,57%) et du produit net bancaire (20,22%). En nous inspirant de ces principaux indicateurs, notre analyse comparative sera menée comme suit :

1.1.1 Les indicateurs des emplois

L'analyse des indicateurs d'emplois relevant de l'activité du secteur bancaire durant l'année 2017 fait apparaître une poursuite de la hausse concomitante des crédits à la clientèle (15,1%) ainsi que du portefeuille-titres (8%). Dans la même veine, le total des emplois est passé de 71.285,7 MDT à la fin de l'année 2016 à 81.147,9 MDT à fin 2017.

La lecture du rapport d'activité de l'APTBEF (Rapport annuel 2017) montre que la part des créances sur la clientèle en 2017 a connu une hausse de 0,9 point de pourcentage pour atteindre 83,6% du total des emplois contre 82,7%, en 2016. En ce qui concerne la part du portefeuille-titre, elle est de l'ordre de 16,4% (contre 17,3% en 2016) divisée entre une part de 5,7% pour le portefeuille-titre commercial et 10,7% pour celui d'investissement.

Suite à l'augmentation concomitante de leurs composantes, les emplois ont enregistré une augmentation de 8.852.347 MDT soit 13,17% au 30 juin 2018 pour atteindre 76.082.315 MDT. En effet, la part de l'encours net des crédits a augmenté de 0,29 point de pourcentage s'élevant à 82,63%. Toutefois, la part du portefeuille-titres qui représente la deuxième composante des emplois, s'est repliée, pour atteindre 17,37% du total.

1.1.1.1 Les créances sur la clientèle

En 2017, en dépit d'un contexte difficile et d'une concurrence accentuée, l'encours net des crédits des établissements bancaires cotés a enregistré une progression de 14,2% en le comparant à 2016. Cette progression concerne principalement les crédits à moyen et long

termes destinés au secteur des services, ainsi que les financements à court terme octroyés au secteur industriel.

Dans la même veine, l'encours des crédits bancaires octroyés à la consommation a atteint, à la fin de l'année 2017, 22,5 milliards de dinars enregistrant une hausse de 9,9%, ce qui représente environ 29% de la totalité des crédits injectés par les banques tunisiennes dans l'économie. Selon les statistiques publiées par l'INS, la hausse des crédits revient en grande partie à l'augmentation du volume des crédits pour l'achat d'un logement neuf, soit une augmentation de 11% contre une hausse de 7.8 % destinés aux crédits automobile.

Cette progression s'est poursuivie pour atteindre 62,8 milliards de dinars au cours du premier semestre de 2018 enregistrant une hausse de 4,5% par rapport à fin 2017. (Amen Invest, 2018)

1.1.1.2 Le taux de transformation

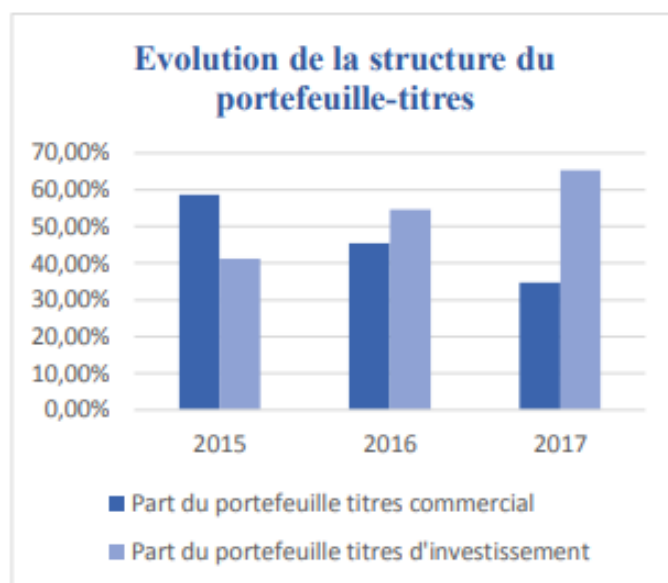
Malgré l'augmentation des crédits à une cadence plus soutenue que celle des dépôts, le taux de transformation s'est amélioré de 3,8% pour atteindre 107,1% en 2017 contre 103,3% en 2016, année au cours de laquelle ce même taux a enregistré une faible progression de 0,4%. En ce qui concerne le premier semestre de l'année 2018, ce taux s'est élevé à 107,71%.

En effet, ces mesures répondent aux exigences établies par la circulaire N°2018-10 de la BCT, dont les dispositions de son article 3 visent à mettre en place un ratio « Crédits/Dépôts », pour assurer une meilleure adéquation entre les ressources et les emplois et maîtriser le risque de transformation d'échéances.

1.1.1.3 Le portefeuille-titres

Ce poste a enregistré durant l'année 2017, 13.338,2 MDT contre 12.352,7 MDT, soit une hausse de 985,5 MDT ou 8%. Cette évolution revient essentiellement à l'évolution du portefeuille-titre d'investissement. En effet, cette progression est de l'ordre de 1.966,3 MDT (29,3%) faisant passer l'encours total de 6.742 MDT à la fin de 2016 à 8.708,3 MDT à la fin de 2017, soit l'équivalent d'une part de 65,3% de la totalité du portefeuille titre, enregistrant un gain de 10,7 points de pourcentage par rapport à l'année passée. Cependant, le portefeuille-titre commercial a continué sa tendance à la baisse, soit 980,8 MDT (17,5%) contre une réduction de 570 MDT (9,2%), revenant de 5.610,7 MDT à 4.629,9 MDT. Cela a engendré une dégradation de sa part qui s'élève à 34,7% en 2017 contre 45,4% un an plus tôt. En effet le portefeuille-titre commercial comporte les titres de transaction et les revenus courus et non échus qui leur sont rattachés ainsi que les titres de placement et les revenus courus et non échus qui leur sont liés. Une telle dégradation peut engendrer une diminution des revenus

imputés à ces titres, à savoir les dividendes, les intérêts, les plus ou moins-values de cession et de réévaluation à la date d'arrêté.



Source : Rapport annuel 2017 de l'APTBEF

1.1.2 Les indicateurs des ressources

En fin d'année 2017, les indicateurs des ressources ont affiché une évolution de 7.104,4 MDT soit 11,3% contre 5.060,7 MDT, soit 8,7% un an plus tôt. Cette progression a concerné les dépôts de la clientèle (11%) ainsi que les ressources d'emprunts à moyen et long terme (13,4%). Dans la même veine, la structure des ressources est restée marquée par une forte contribution des dépôts, d'où une part de l'ordre de 90,3%.

En ce qui concerne la part des emprunts et des ressources spéciales, elle s'est élevée à un peu plus que 9,7%.

Pour le premier semestre de l'année 2018 les ressources ont connu une accélération de leur rythme d'évolution pour atteindre un montant de 63.361.511 MDT.

1.1.2.1 Les dépôts de la clientèle

Les dépôts collectés auprès de la clientèle ont évolué de manière importante, soit de 6.298,2 MDT (11%) contre 4.686,1 MDT (9%) l'an dernier pour atteindre 63.327,1 MDT à fin décembre 2017 contre 57.028,9 MDT à fin décembre 2016. On note qu'entre décembre 2015 et décembre 2017, ce poste a connu une progression à un rythme annuel moyen de 10%.

1.1.2.2 Le taux de couverture des crédits par les dépôts

En termes de liquidité, le taux de couverture des crédits par les dépôts a connu une diminution de 3,4 points de pourcentage en décembre 2017 contre un repli de 0,4 point de pourcentage

l'année précédente pour atteindre 93,4%. Ce taux a diminué en 2018 pour se situer à 92,84% au 30 juin de la même année.

1.1.2.3 Les emprunts et ressources spéciales

En ce qui concerne les ressources d'emprunts à moyen et long termes et les ressources spéciales, elles ont augmenté pour atteindre 6.807,0 MDT au 31 décembre 2017 réalisant une progression de 806,2 MDT (13,4%) par rapport à l'année 2016. Pour le premier semestre de l'année 2018, ces ressources sont de l'ordre de 4.997.966 milliers de dinars.

1.1.3 Analyse de la concentration du secteur bancaire

Le Rapport Annuel sur la Supervision Bancaire (Décembre 2018) montre que l'indice Herfindahl-Hirshman est quasi stable par rapport à 2015 et 2016, ce qui prouve l'absence de position dominante pour certaines banques dans le secteur. (Voir tableau 1)

En effet, si on opte pour une analyse de la concentration suivant la nature de l'actionnariat on constate que:

- La part de marché des banques publiques demeure la plus importante, soit de l'ordre de 40,2% en termes d'actifs, 39,7% en termes de crédits et 34,7% en termes de dépôts.
- La part de marché des banques à capitaux privés tunisiens s'élève à 27,4% du total actif, 28% des crédits et 30,4% des dépôts.
- La part de marché des banques à capitaux étrangers représente 29,7% des actifs, 29,6% des crédits et 32,8% des dépôts.
- Les banques mixtes détiennent une part de marché de 2,7% en termes d'actifs et de crédits et de 2,1% en termes de dépôts.

Tableau 3 Indicateurs de concentration de l'activité des banques résidentes

	Ratio de concentration(en %)						Indice Herfindhal-Hirshman		
	4 premières banques			8 premières banques			2015	2016	2017
Années	2015	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Total actif	46,5	47,2	47,9	75,5	75,4	76	0,083	0,084	0,085
Crédits à la clientèle	47	46,3	47,5	76,6	76,2	76,7	0,086	0,085	0,086
Dépôts de la clientèle	47,4	47,5	47,8	79,6	79,3	79,3	0,091	0,092	0,093
Nombre de comptes	54,7	53,4	53,5	86,1	85,5	85,6	0,107	0,106	0,105

Source : Rapport annuel de la supervision bancaire 2017

1.1.4 Analyse Risque de crédit

Compte tenu des difficultés économiques du pays, l'année 2017 a été marquée par une légère détérioration des indicateurs de défaut de paiement. En effet, ceci a été traduit par une

augmentation du taux de migration moyen des créances courantes vers les créances classées allant de 2% à 2,3%. Par contre, l'encours des créances classées s'est établi presque à son niveau de l'année 2016, ceci revient à la cession et à la radiation d'un volume de créances classées de l'ordre de 693 MD et ce, notamment dans le cadre du programme de restructuration des banques publiques.

Tableau 4 Paramètres de défaut des banques résidentes

Années	2015	2016	2017
Taux d'impayés	5,70%	5,80%	5,40%
Encours des créances classés(MD)	11580	12106	12192
Part des créances classées dans le total des engagements	16,60%	15,60%	13,90%
Taux de migration moyen	2,90%	2,00%	2,30%

Source : Rapport annuel de la supervision bancaire 2017

La part des créances classées dans le total des engagements a continué sa tendance baissière en allant de 16,6% en 2015 à 15,6 % en 2016 et à 13,9% en 2017. Ceci revient à la forte augmentation des engagements des banques.

En effet, cette amélioration de la part des créances classées a concerné principalement :

- 14 banques accaparant 81,5% des actifs du secteur bancaire qui ont vu leur part globale des créances classées passer de 15,8% en 2016 à 13,5% en 2017,
- La majorité des secteurs d'activité à l'exception de la promotion immobilière dont la part a augmenté de 1,5 point de pourcentage par rapport à l'année qui précède.

Tableau 5 Evolution des parts des créances classées sectorielles (en%)

Secteur d'activité	2016	2017
Agriculture	38	29,6
Industrie	16,7	13,7
Commerce	14,6	12,7
Tourisme	51,6	49,9
Promotion immobilière	14,8	16,3
Total engagement professionnel	18,9	16,6
Particuliers	6,5	5,8

Source : Rapport annuel de la supervision bancaire 2017

La ventilation des créances classées par secteur d'activité montre, au même titre que l'an précédent, une concentration importante sur les secteurs industriel et touristique qui représentent 46% de l'encours des créances classées.

Face à cela, les banques ont poursuivi les actions nécessaires en matière de couverture des créances classées par les provisions comme en témoignent :

- La part des dotations aux provisions au titre des créances dans le PNB des banques qui est de l'ordre de 15,6%.
- Le taux de couverture des créances classées par les provisions qui s'établit à 57%.

1.1.5 Analyse des indicateurs de rentabilité

L'année 2017 a été une bonne année pour les banques tunisiennes dans un contexte économique peu porteur. Le PNB des banques cotées s'est amélioré de 18,6% pour atteindre 3,70 milliards de dinars après une augmentation de 13,3% en 2016. Cette progression revient à la bonne tenue de la marge d'intérêts sous l'effet mécanique de l'augmentation du taux directeur en 2017 de 75 points de base et qui a profité aux banques ayant une part importante de dépôt à vue. Cette tendance a persisté durant les six premiers mois de l'année 2018. En effet, le PNB des banques s'est amélioré de 20,3% profitant, d'une part, de l'augmentation de la marge d'intérêt, mais aussi du gain sur portefeuille.

Tableau 6 Evolution des composantes du PNB des banques résidentes

				Variations			
	2015	2016	2017	2015/2016		2017/2016	
				En MD	En %	En MD	En %
Intérêts et revenus assimilés	3818	4005	4731	187	4,9	726	18,1
Intérêts encourus et charges assimilés	2128	2244	2679	116	5,5	435	19,4
Marge d'intérêts	1690	1761	2052	71	4,2	291	16,5
Commissions nettes	698	834	941	136	19,5	107	12,8
Gains nets sur opérations de change	502	582	739	80	15,9	157	27
Revenus du portefeuille investissement	207	297	390	90	43,5	93	31,3
Produit net bancaire	3097	3474	4122	377	12,2	648	18,7

Source : Rapport annuel de la supervision bancaire 2017

En effet, l'année 2017 a été marquée par un résultat net de 1 059 MD en augmentation de 35,9% ou 280 MD par rapport à l'année précédente. Une telle amélioration a permis la

progression continue des indicateurs de rentabilité du secteur bancaire tunisien. En outre, compte non tenu des plus-values générées par une opération exceptionnelle, la cession de la participation d'une banque dans le capital d'une de ses filiales, la rentabilité des actifs « ROA » a progressé de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 1,1% et la rentabilité des fonds propres « ROE » s'est améliorée de 2,6 points de pourcentage pour s'établir à 12,2%.

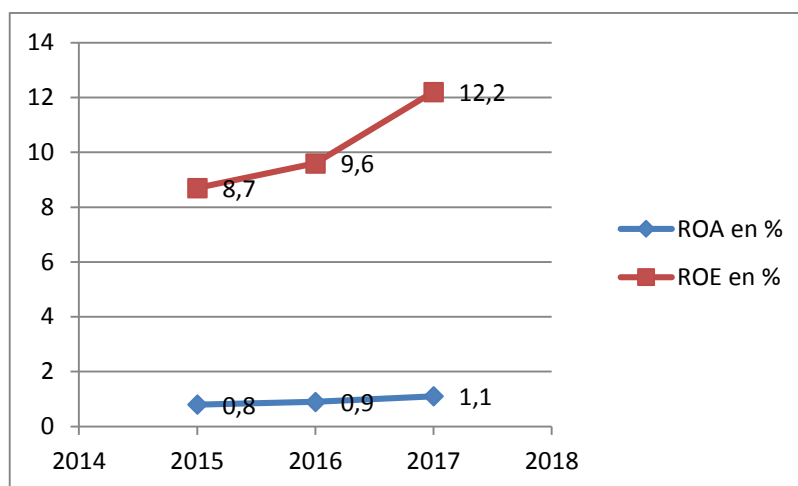


Figure 1 Evolution du ROA et ROE du secteur

Source : Rapport annuel de la supervision bancaire 2017

1.2 Les difficultés du secteur bancaire tunisien

Moody's a souligné, dans un rapport publié en mars 2018, que "le niveau élevé des créances douteuses en Tunisie continuera de peser sur les performances du crédit accordé par les banques de la place", indiquant que "les conditions de la liquidité seront également, difficiles".

La même agence a souligné que les créances accrochées demeurent concentrées dans le secteur des services, surtout dans le tourisme et le commerce de détail, et qu'elles représenteront 15% des prêts en 2018, contre 15,6% en fin de 2016, ceci s'explique par la mise en œuvre des nouvelles règles d'amortissement³⁰ et la forte croissance des prêts".

³⁰Les entreprises nouvellement créées, ayant obtenu une attestation de dépôt de déclaration d'investissement à partir du 1er janvier 2017, autres que celles exerçant dans le secteur financier, les secteurs de l'énergie à l'exception des énergies renouvelables, des mines, de la promotion immobilière, de la consommation sur place, du commerce et des opérateurs de télécommunication, bénéficient d'une déduction supplémentaire au taux de 30% au titre des amortissements des machines, du matériel et des équipements destinés à l'exploitation, à l'exception des voitures de tourisme autres que celles constituant l'objet principal de l'exploitation, acquis ou fabriqués dans le cadre d'opérations d'extension, de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés dû au titre de la première année à partir de la date d'acquisition, de fabrication ou du commencement de l'utilisation, selon le cas. (Loi de finances 2018)

Moody's estime qu'une restructuration complète des banques publiques doit se poursuivre jusqu'à ce que les problèmes de crédits puissent être réduits. Les autorités sont dans l'obligation de trouver une solution pour restructurer totalement les portefeuilles des dettes accrochées, qui s'élèvent à environ 22% des prêts des banques publiques en décembre 2016, contre environ 10% pour les banques privées. Cependant, ces créances improductives ont continué de diminuer légèrement en 2018, principalement à cause de l'augmentation de l'encours bancaire résultant du rééchelonnement des crédits existants.

L'agence a précisé aussi que "cette amélioration se concrétisera en partie, si les autorités mettent fin à leur politique conciliante par rapport aux créances accrochées du secteur de tourisme".

Dans le même rapport, Moody's met également l'accent sur les difficultés de liquidité au niveau des banques nationales qui ont un accès limité aux marchés internationaux des capitaux et dont le recours à la banque centrale demeure de plus en plus important à cause de leurs besoins de financement élevés, une situation qui ne changera pas à court terme. (Rapport de l'agence de notation Moody's, 2018).

En effet, "le recours au financement de la BCT, est aux alentours de 7,6% du financement total en 2017 contre 5,7% en fin 2016. Les besoins de financement des banques s'élèvent à un niveau historique de 11 milliards de dinars en janvier 2018, contre 7 milliards de dinars une année auparavant, en partie tirés par les besoins en devises dans le contexte d'un déficit courant important et d'un besoin de financement interne du Trésor en hausse. "

Face à cette situation et à ces difficultés, il sera judicieux d'étudier le lien entre les principaux indicateurs qui peuvent influencer les performances des banques Tunisiennes, à savoir la structure du marché à travers l'étude de sa concentration et de la part de marché de chaque banque, et les décisions stratégiques des dirigeants en analysant l'impact des stratégies de prise de risque, de diversification et de gestion des coûts bancaires sur la performance.

SECTION 2: ECHANTILLON, VARIABLES ET STATISTIQUES DESCRIPTIVES

Notre étude empirique consiste à examiner les effets de la structure de marché et des choix stratégiques des dirigeants sur la performance des banques tunisiennes. Pour ce faire, nous analysons, empiriquement, l'impact sur la performance des banques de deux facteurs, d'une

part, la structure de marché, mesurée par la part de marché et sa concentration et d'autre part, le choix stratégique mesuré par la stratégie de prise de risque, de diversification et de contrôle des coûts bancaires. Nous introduisons aussi cinq variables de contrôle qui se divisent en deux familles, celles de contrôle spécifiques et les indicateurs macroéconomiques. Cette section sera consacrée à la présentation de notre échantillon et des sources de données collectées ainsi qu'à la définition des différentes variables.

2.1 Echantillon et source de données

2.1.1 Echantillon

Nous avons utilisé un échantillon de 10 banques commerciales cotées, ayant des données publiées sur 14 années successives de 2005 à 2018. Notre choix du thème et du secteur bancaire peut être expliqué par les deux points suivants :

Premièrement, l'analyse de l'impact de la structure de marché et des choix stratégiques sur la performance n'a pas fait l'objet de plusieurs études empiriques en Tunisie. Deuxièmement, il est nécessaire de choisir un échantillon de banques dont les variables étudiées, à savoir la structure de marché et les choix stratégiques, peuvent être adéquatement mesurées. Le secteur bancaire représente un contexte adéquat pour ce type d'analyse, dans la mesure où les établissements bancaires opèrent dans des marchés de dépôt ou de crédit facilement identifiables et quantifiables.

2.1.2 Source de données

Les données nécessaires pour effectuer l'étude empirique ont été collectées à partir des états financiers et des rapports annuels publiés par les 10 banques de l'échantillon à savoir : STB, BNA, BH, BT, Amen Bank, Attijari Bank, UIB, UBCI, ATB, BIAT.

2.2 Mesures des variables

2.2.1 Mesure de la performance bancaire

En nous inspirant de la littérature antérieure nous constatons que les mesures les plus utilisées de la performance bancaire sont : la rentabilité des actifs (ROA) et la rentabilité des capitaux propres (ROE) (Berger, 1995; Ben Naceur et Goaid, 2001; Chirwa, 2003). Elles représentent des mesures ex-post de la performance bancaire. Pour notre étude nous allons nous limiter à une seule mesure qui est la rentabilité des actifs (return on assets, ROA).

La ROA reflète la capacité d'une banque à générer des revenus à partir de ses actifs. On estime que la ROA est une mesure convenable de la performance financière, dans la mesure

où les variables stratégiques impactent directement la combinaison des actifs des banques (Belkhaoui et al. 2012). La formule de calcul est la suivante :

$$ROA = \frac{\text{Résultat net}}{\text{Total actif}}$$

2.2.2 Mesures de la structure de marché

Afin d'étudier empiriquement la relation entre la structure de marché et la performance des banques, nous allons utiliser deux mesures qui expliquent la structure de marché, qui sont : la concentration de marché et la part de marché. La première mesure caractérise le marché dans son ensemble, par contre la seconde est spécifique à chaque banque prise individuellement.

2.2.2.1 Mesure de la part de marché d'une banque

La part de marché d'une banque i peut être mesurée, par le ratio suivant:

$$PMit = \frac{\text{Dépôts de la banque } i}{\text{Total Dépôts du secteur bancaire}}$$

Ce ratio de la part de marché est souvent employé dans les études empiriques antérieures (Smirlock M., 1985; Molyneux et Forbes, 1995; Lloyd-Williams et al. 1994; Berger, 1995). Ces auteurs ont opté pour la part de chaque banque dans le total des dépôts pour apprécier son poids relatif.

Par ailleurs, les firmes ayant des parts de marché importants sont souvent dotées d'une technologie innovante, ce qui augmente leurs efficacités et par conséquent leurs profits. De ce fait l'hypothèse 1 s'énonce ainsi :

H1 : La part de marché impacte positivement la performance bancaire

2.2.2.1 Mesure de la concentration de marché

Une mesure de la concentration de marché généralement adoptée par les recherches antérieures est l'indice de Herfindahl- Hirschmann (HHI) (Pilloff et Rhoades, 2002; Heitfield et Prager, 2004; Seelanatha, 2010). Cet indice se calcule ainsi:

$$HHI_t = \sum_i^n (PMit)^2$$

L'indice (HHI) est déterminé en fin d'année t pour un marché comportant n banques. Il sert à caractériser le marché dans son ensemble et à indiquer le degré de compétitivité dans le secteur. L'indice de HHI peut prendre des valeurs qui varient toujours entre 0 (s'il s'agit d'un marché parfaitement concurrentiel) et 1 (s'il s'agit d'un marché monopolistique).

En effet, plus la valeur de cet indice est proche de 1, plus le marché est concentré (monopolistique) et vice versa. Pour le cas de notre étude, nous estimons l'hypothèse suivante :

H2 : La concentration de marché impacte négativement la performance bancaire

2.2.3 Mesure du choix stratégique

En s'inspirant des différentes approches et des études antérieures (Ramaswamy, 1997; Hassan et Isik, 2002), nous allons utiliser un ensemble d'indicateurs pour mesurer les dimensions du choix stratégique des banques. Pour notre étude empirique les dimensions du choix stratégique de la banque vont être les suivantes : la stratégie de prise du risque et celles de diversifications et de contrôle des coûts.

2.2.3.1 Mesure de la stratégie de prise de risque par la banque

En se référant à des recherches antérieures (Salas et Saurina, 2003; Acharya et al. 2006), nous allons examiner la prise de risque par la banque selon deux approches. La première consiste à apprécier le risque de la banque par rapport à ses actifs en indiquant le risque de crédit. Ce risque explique le degré de dégradation de la qualité des actifs de la banque et de ses prêts en particulier. De ce fait, nous proposons de tester l'hypothèse suivante :

H3.1 : La prise du risque de crédit impacte négativement la performance bancaire

On adopte comme mesure du risque de crédit, le ratio suivant :

$${}^{31}CRISK_{it} = \frac{\text{Prêts non performants de la banque}}{\text{Total prêts de la banque}}$$

La deuxième approche consiste à apprécier la prise de risque de la banque du point de vue des actionnaires. Dans ce cas on parle de risque financier qui peut être mesuré comme suit :

$$CAP_{it} = \frac{\text{Fonds propres de la banque}}{\text{Total Actif de la banque}}$$

³¹ Les prêts non performants correspondent aux créances appartenant aux classes 2,3, et 4, et pour lesquels le paiement des intérêts a cessé depuis au moins 90 jours. Autrement dit, il s'agit de prêts pour lesquels l'emprunteur n'honore plus ses échéances et qui fait croître la probabilité de défaut de l'emprunteur au fur et à mesure que cette situation perdure.

Ce ratio donne une idée sur le degré de capitalisation de la banque enfin de chaque année. Une valeur élevée de ce ratio indique que le risque financier de la banque est faible. De ce fait nous proposons l'hypothèse suivante :

H3.2 : Le ratio de capitalisation impacte positivement la performance bancaire

2.2.3.2 Mesure de la stratégie de diversification de la banque

La banque peut avoir une variété de sources de revenus, ceci peut être reflété à travers la stratégie de diversification adoptée. En effet, la stratégie de diversification peut être expliquée en examinant un ensemble des actifs reportés dans les bilans des banques. En se référant aux études antérieures (Stiroh, 2004; Stiroh et Rumble, 2006 et Mercieca et al. 2009), le degré de diversification des banques (DIVERS) peut être mesuré par l'indice de Herfindahl-Hirschmann des actifs (HHIactifs), qui constitue un indice de concentration du portefeuille d'actifs de la banque.

Par définition, l'indice de diversification des activités (HHIactifs) se calcule ainsi pour le cas d'une banque qui exerce n activités différentes :

$$DIVERS_{IT} = HHIactifs = \sum_{k=1}^n \left(\frac{Actif_k}{Total\ Actif\ de\ la\ banque} \right)^2$$

Il s'agit de la somme des carrés de la part de chaque catégorie d'actif dans le total d'actif de la banque. Pour pouvoir calculer cet indice pour les banques de notre échantillon, nous avons choisi quatre types d'actifs différents à savoir : les prêts à l'économie, les autres actifs à revenus d'intérêts, les actifs à revenus non liés aux intérêts et les actifs fixes. (Belkhaoui et al.2012)

Ainsi le total actifs de la banque sera égal à :

$$\begin{aligned} & Total\ actifs\ de\ la\ banque \\ & = Total\ prêts\ (crédits) + Total\ autres\ actifs\ à\ revenus\ d'intérêt \\ & + Total\ actifs\ à\ revenus\ non\ liés\ aux\ intérêts + Total\ actifs\ fixes. \end{aligned}$$

L'indice (HHIactifs) peut prendre des valeurs comprises entre 0 et 1.

Plus la valeur de l'indice est élevée plus la diversification des activités de la banque est faible. Un indice égal à 1 reflète une absence totale de diversification d'activités. Plus ce ratio se rapproche de 0, plus le degré de diversification des activités de la banque est important. Ainsi, nous proposons de tester l'hypothèse suivante :

H3.3 : La diversification impacte négativement la performance bancaire

2.2.3.3 La stratégie de contrôle des coûts

Selon la littérature antérieure, la méthode la plus adoptée pour mesurer l'efficacité de la stratégie de contrôle des coûts c'est de calculer des scores d'efficience pour chaque banque à une date précise (Berger, et al.2010).

Les praticiens mesurent souvent l'efficience à travers des ratios de coûts ou de résultats. Or, ces mesures présentent une limite importante puisqu'elles ne prennent pas en considération les différences dans la composition des produits et des ressources de la banque. Pour faire face à cette lacune, les auteurs ont proposé des méthodes basées sur l'estimation d'une frontière de coût ou de profit afin de mieux mesurer les écarts de coûts ou de rentabilité qui proviennent des différences interentreprises en matière d'organisation interne et en matière de choix d'activités(Bauer, Berger et Humphrey, 1993; Berger, Hancock et Humphrey, 1993).

Pour notre étude empirique les scores d'efficience seront estimés en utilisant des techniques d'estimation d'une frontière de coûts (Kang et Weber, 2006; Goddard et al. 2007). Les analystes d'efficience ont souvent séparé entre deux types d'efficience, à savoir : l'efficience technique (TEFFit) et celle d'échelle (SEFFit). En effet, la première désigne la réussite d'une unité de décision dans la transformation des inputs en outputs. Ce type d'efficience sert à apprécier les possibilités de faire face aux gaspillages à travers la maximisation des outputs en utilisant un ensemble donné d'inputs. On estime qu'une banque est techniquement efficiente s'il n'est plus possible de produire le même volume d'output avec moins d'inputs ou de produire un volume plus élevé d'outputs en utilisant le même input (Chaffai et al.2001).

En ce qui concerne l'efficience d'échelle, elle indique les possibilités de minimisation des coûts à travers les économies d'échelle. Ces économies mettent en relation la taille de la banque et ses coûts.

Dans le cadre de notre étude nous allons estimer les scores d'efficience en se référant à la méthode DEA (Data Envelopment Analysis). (Voir annexe 1 : Présentation de la méthode DEA).

Etude de l'efficience des banques Tunisiennes

Il existe différents logiciels orientés vers l'utilisateur et qui permettent de calculer des scores d'efficience via la méthode DEA. Pour notre étude empirique, nous allons nous référer au logiciel DEAP version 2.1.

En effet, il existe deux types de rendement d'échelle à savoir le rendement d'échelle constant (CRS) et celui variable (VRS). Banker et al. (1984) ont montré que la spécification du modèle de DEA avec des CRS, pour des organisations en sous activité, engendre des estimations des scores de l'efficacité technique qui se confond avec l'efficacité d'échelle. Cependant, la modélisation avec des VRS permet de dissocier entre ces éléments de l'efficacité technique et d'échelle. Ce qui justifie notre option pour les VRS.

Nous avons aussi montré auparavant que le choix de l'orientation n'impacte en aucun cas les résultats de l'étude si le choix de rendement d'échelle était constant CRS. Par contre, s'il était variable VRS, alors nous devons préciser l'orientation. En effet, pour notre étude nous allons opter pour l'orientation inputs car les variables de nos inputs semblent être des variables sur lesquelles se prennent les décisions primaires. Pour ce choix, nous nous sommes référés à l'étude de Charnes et al. (1978). En effet, une orientation input se base sur l'hypothèse de production d'un même niveau d'outputs tout en minimisant les quantités d'inputs afin de diminuer le coût total.

Les inputs et outputs de la banque ont été identifiés en se référant à l'approche d'intermédiation. Le choix des variables d'inputs et d'outputs a été fixé en nous basant sur la démarche de Goldberg et Rai (1996) et selon la disponibilité des données³². Nous définissons les outputs et les inputs de la banque à utiliser pour le calcul des scores d'efficacité comme suit.

❖ Les outputs

Pour cette étude nous disposons de deux catégories d'outputs, d'où :

Y1 indique le volume total des prêts accordés:

$$\begin{aligned} & \text{Volume total des prêts accordés} \\ & = \text{Total prêts aux entités économiques non bancaires} \\ & + \text{Prêts accordés à d'autres banques} \end{aligned}$$

Y2 indique la somme des autres actifs de la banque :

$$\begin{aligned} & \text{Autres actifs de la banque} \\ & = \text{Autres actifs à revenu d'intérêt} + \text{Autres actifs à revenus} \\ & \quad \text{non liés aux intérêts} \end{aligned}$$

³² Cité dans Belkhaoui et al. 2012.

❖ Les inputs

Les inputs considérés sont les suivants :

X1 indique le facteur capital financier :

$$\text{Facteur capital financier} = \text{Volume des dépôts} + \text{Autres fonds empruntés}$$

X2 indique le facteur capital physique :

$$\text{Facteur capital physique} = \text{Total actifs immobilisés de la banque}$$

Par la suite, nous avons appliqué la méthode DEA en utilisant le logiciel DEAP version 2.1 et nous avons obtenu des résultats sous forme de scores d'efficacité suivant l'hypothèse de VRS.

En effet, ces scores d'efficacité (technique et d'échelle) vont servir par la suite à une mesure de la stratégie de contrôle des coûts des banques et vont porter sur une période de 14 années allant de 2005 à 2018. Pour ce faire, nous allons présenter et interpréter les résultats correspondant à une seule année qui est 2018. Ces scores d'efficacité avec ceux des autres années vont faire partie de notre base de données.

Tableau 7 Output du logiciel DEAP pour l'année 2018

firm	crste	vrste	scale	
1	0.753	1.000	0.753	drs
2	1.000	1.000	1.000	-
3	0.989	1.000	0.989	drs
4	0.999	1.000	0.999	drs
5	1.000	1.000	1.000	-
6	0.870	1.000	0.870	irs
7	1.000	1.000	1.000	-
8	0.767	0.767	1.000	-
9	1.000	1.000	1.000	-
10	1.000	1.000	1.000	-
mean	0.938	0.977	0.961	

Pour une meilleure lecture des résultats, on note que :

- La première colonne liste les 10 banques, identifiées par les numéros 1 à 10.
- La deuxième colonne contient les scores d'efficacité sous l'hypothèse de rendements d'échelle constants (CRSTE), qui indique l'efficacité totale. Cette efficacité totale est décomposée en une mesure d'efficacité pure et en une mesure d'efficacité d'échelle.
- La troisième colonne contient l'efficacité pure ou l'efficacité sous hypothèse de rendements d'échelle variable (VRSTE).
- La quatrième colonne représente une mesure d'efficacité d'échelle.
- La dernière colonne nous informe sur le type de rendements d'échelle (IRS, DRS ou un tiret). Ainsi, les banques notées IRS évoluent dans une situation où les rendements d'échelle sont croissants (économies d'échelle). Celles notées DRS évoluent dans une situation où les rendements d'échelle sont décroissants (déséconomies d'échelle). Enfin, les autres évoluent dans une situation où les rendements d'échelle sont constants ; c.-à-d. qu'elles opèrent à leur taille optimale.

Analyse des résultats

En moyenne, les banques obtiennent les scores d'efficacité suivants :

- 93,8% pour CRSTE ; au total, les banques peuvent réduire tous leurs inputs de 6,2% tout en produisant le même niveau d'outputs.
- 97,7% pour VRSTE ; une meilleure gestion des banques permet de diminuer la consommation des inputs de 2,3% tout en produisant le même niveau d'outputs.
- 96,1% pour SCALE ; en ajustant leur taille, les banques peuvent diminuer la consommation de leurs inputs de 3,9% tout en gardant le même niveau d'outputs.

Si nous nous référons à la dimension efficacité technique pure, c.-à-d. l'efficacité sous l'hypothèse d'un rendement d'échelle variable VRS, en 2018, la majorité des banques tunisiennes sont techniquement efficaces à l'exception d'une seule. Ces banques ayant un score VRSTE égal à 1, ont les meilleures pratiques de gestion et elles sont considérées comme des banques benchmarks au sein de l'échantillon analysé et forment par conséquent la frontière d'efficacité.

En ce qui concerne la dimension efficacité d'échelle, il existe en 2018 six banques qui sont parfaitement efficaces. Une valeur du score SCALE égale à 1 signifie que ces banques opèrent à leurs tailles optimales et qu'elles constituent la frontière efficace.

Nous remarquons aussi que trois banques évoluent dans une situation de rendements d'échelle décroissants (DRS), c.-à-d., que ces banques font des «déséconomies» d'échelle³³. Une seule banque évolue dans une situation de rendement d'échelle croissant (IRS)³⁴. Les six banques restantes évoluent dans une situation de rendements d'échelle constants³⁵.

Du moment qu'un degré important d'efficience permet d'augmenter les chances de viabilité sur le long terme, nous avons choisi suivante à tester :

H3.4 : L'efficience coûts impacte positivement la performance bancaire

2.2.4 Les variables de contrôle

Le choix des variables de contrôle permettant d'expliquer la rentabilité bancaire s'est basé sur les études antérieures analysant les déterminants de la rentabilité bancaire. Pour ce faire, nous considérons deux familles de variables de contrôle à savoir : celles spécifiques désignant les déterminants internes de la performance et les indicateurs macroéconomiques en tant que déterminants externes.

2.2.4.1 Les variables de contrôle spécifiques

La taille de la banque

La taille de la banque (SIZE) est mesurée par le logarithme népérien du total actif. En nous basant sur la littérature économique antérieure, nous estimons que l'impact de la variable taille de la banque sera positif sur la performance mais il peut être peu significatif. Ce résultat estimé revient à la capacité des banques de taille importante à réduire leurs coûts en raison des économies d'échelle.

$$SIZE_{it} = \log(\text{Total Actifs}_{it})$$

Le degré de liquidité

La composition du portefeuille d'actifs de la banque (COMP) indique le degré de liquidité. Nous estimons qu'un degré élevé de la liquidité de la banque augmentera sa performance de

³³On dit que les **rendements** sont **décroissants** lorsqu'une entreprise fait des « déséconomies » d'échelle. Cela signifie que plus elle produit, plus ses coûts moyens de production sont élevés.

³⁴On dit qu'une entreprise possède des **rendements croissants** lorsqu'elle fait des économies d'échelle. Cela signifie que plus elle produit, plus ses coûts moyens de production sont faibles.

³⁵On dit que les **rendements** sont **constants** lorsque, quelle que soit la quantité de biens produits par une entreprise, son coût de revient reste toujours le même.

manière significative. Cette variable est mesurée en divisant le montant des crédits accordés par le total actif de la banque. D'où, la formule est la suivante :

$$COMP_{it} = \frac{\text{Volume de crédits accordés par la banque}}{\text{Total actifs de la banque}}$$

2.2.4.2 Les variables macroéconomiques

La croissance économique

La croissance économique du pays peut être mesurée par la variation annuelle du Produit Intérieur Brut (PIB) en appliquant la formule suivante :

$$GDPG_t = \frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}}$$

L'inflation

L'inflation du pays se mesure chaque année par le taux de variation de l'indice des prix à la consommation. La formule de calcul est la suivante :

$$INF_t = \frac{IPC_t - IPC_{t-1}}{IPC_{t-1}}$$

Nous estimons que l'impact de ces deux variables macroéconomiques sera positif sur la performance bancaire mais très peu significatif.

La variable binaire : La révolution

La variable binaire utilisée dans notre étude correspond à la période pré ou post révolution. Cette variable prend la valeur 0 pour les années antérieures à 2011 et 1 pour les autres. Etant donné la conjoncture économique de la dernière décennie, nous estimons que cette variable aura un impact négatif sur la performance des banques du pays.

2.3 Les statistiques descriptives

Les statistiques descriptives servent à résumer et à décrire statistiquement les données disponibles quand elles sont nombreuses.

Nous présentons l'ensemble des variables faisant l'objet de notre étude dans le tableau ci-après. Cette analyse descriptive indique le nombre d'observations, la moyenne de chaque variable, l'écart-type et les valeurs minimales et maximales.

Tableau 8 Statistiques descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
ROA	140	.0084878	.0141987	-.1035052	.0291264
Pmit	140	.1	.0387919	.0024776	.208496
HHIT	140	.1149406	.0045615	.1110863	.1284902
Crisk	140	.1394659	.084345	.051	.46
Cap	140	.086036	.0320821	-.0162253	.1748179
HHIactifsit	140	.7447431	.1055664	.375	.9423927
TEFF	140	.9748786	.0520486	.72	1
SEFF	140	.9581643	.0761084	.357	1
size	140	9.66175	.2322937	9.083558	10.19951
comp	140	.7896585	.1094161	.0227561	.9450786
GDPG	140	-.3600644	.9170849	-3.052632	.7327062
INF	140	.0459882	.0130952	.0204932	.0744748
revolution	140	.5714286	.4966486	0	1

Les deux premiers moments d'une distribution statistique, la moyenne et la variance, sont les indicateurs qui permettent d'appréhender la performance de nos séries de variables.

2.3.1 La variable dépendante : ROA

En observant le tableau ci-dessus, nous constatons que la variable ROA affiche une moyenne de 0.85% et a comme valeurs extrêmes, -10.35% pour la valeur minimale et 2.9% pour la valeur maximale. L'écart type du ROA est estimé très faible, de l'ordre de 1.4%, ce qui indique une faible dispersion par rapport à la moyenne.

Afin de mieux analyser la variable ROA dans le secteur, nous avons présenté un ROA moyen sur la période allant de 2005 à 2018. Le graphique ci-dessous montre une variation durant cette période marquée par des évolutions négatives durant les deux années 2006 et 2007. Ceci peut être expliqué par les ROA négatifs de deux banques de l'échantillon. Nous constatons aussi une dégradation de ce ratio durant les années 2011, 2012 et 2013 qui correspondent à la période de la révolution et de la post révolution marquées par une forte instabilité politique et économique du pays. Depuis 2014, le ROA moyen du secteur a atteint un niveau important qui a été maintenu durant les années suivantes.

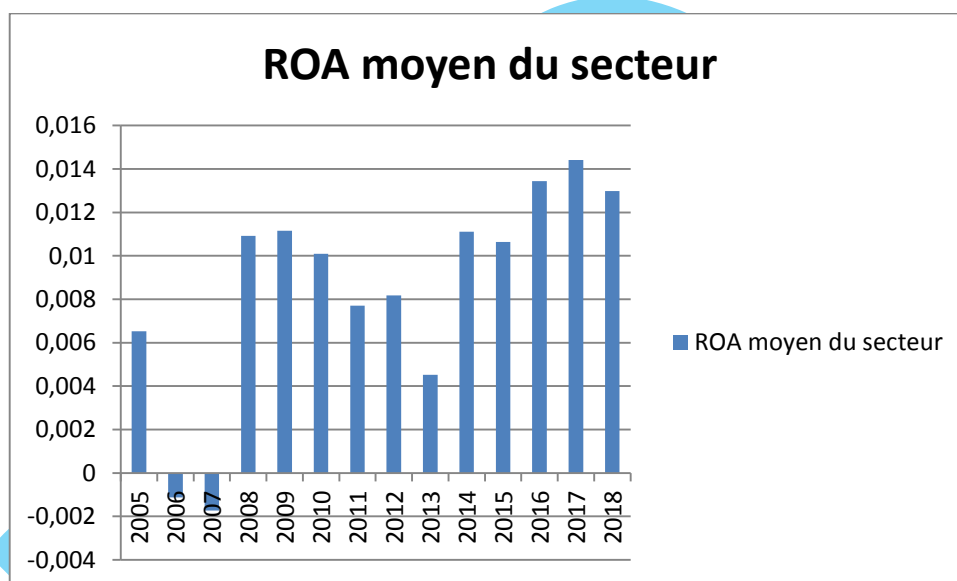


Figure 2 Evolution du ROA moyen du secteur

En analysant l'évolution moyenne du ROA pour chaque banque, nous constatons que cette moyenne varie entre 2,145% pour la banque la plus performante et 0,089% pour la moins performante. (Voir annexe 2)

2.3.2 Les variables de la structure du marché

2.3.2.1 La part de marché

En nous basant sur la mesure utilisée pour calculer la part de marché de chaque banque en termes de dépôts bancaires, nous constatons que la part de marché moyenne sur toute la période d'étude varie entre 4,73% pour la plus petite banque et 17,23% pour la plus grande. (Voir annexe 3)

2.3.2.2 La concentration du marché

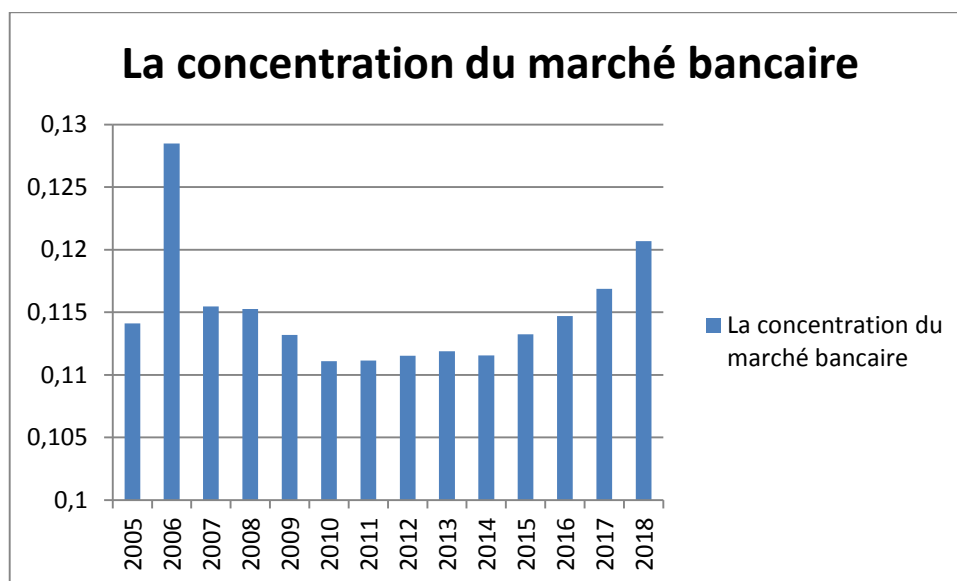


Figure 3 Evolution de la concentration du marché bancaire tunisien (2005-2018)

Le graphique ci-dessus montre que la concentration du marché bancaire tunisien a connu une évolution très importante en 2006. En effet, dans notre étude nous mesurons la concentration du marché à travers l'indice de Herfindahl- Hirschmann. Plus la valeur de cet indice est importante et proche de 1, plus le marché est concentré et monopolistique. En analysant nos données, nous remarquons qu'en moyenne sur toute la période d'étude, trois banques sur les dix ont une part de marché supérieure à 10%.

2.3.3 Les variables liées au choix stratégique de la banque

2.3.3.1 Stratégie de prise de risque par la banque

Afin de mesurer la stratégie de prise de risque par la banque nous avons eu recours au ratio des prêts non performants (Crisk). La statistique descriptive affiche une moyenne égale à 13.94%, un écart type de 8.4%, une valeur minimale de 5.1% et une valeur maximale du ratio égale à 46%. (Voir annexe 4)

Une autre mesure qui a été établie pour mesurer la stratégie de prise de risque c'est le ratio du niveau de capitalisation de la banque (Cap). Ce ratio affiche une moyenne de 8.6%, un écart type de 3.2%, une valeur minimale de -1.6% et une valeur maximale de 17.4%. (Voir annexe 5). Ce ratio est mesuré en divisant le capital de la banque par son total actif.

2.3.3.2 La stratégie de diversification des activités de la banque

La stratégie de diversification des activités de la banque a été mesurée par l'indice de concentration du portefeuille d'actifs de la banque. Cet indice affiche une moyenne égale à

74%, un écart type de 10.55%, une valeur minimale de 37.5% et une valeur maximale de 94.23%

En effet, plus cet indice est élevé et proche de 1, moins la banque est diversifiée. (Voir annexe 6)

2.3.3.3 La stratégie de gestion des coûts de la banque

Notre étude a permis de constater que l'efficacité technique a un poids plus important que l'efficacité d'échelle. Ceci indique que les banques tunisiennes ont tendance à gérer leurs coûts à travers l'efficacité technique qui permet d'apprécier les possibilités d'éviter les gaspillages en maximisant le volume des outputs tout en gardant le même niveau d'inputs. En d'autres termes, ces banques considèrent que cette démarche est plus efficace que le recours à l'efficacité d'échelle qui se base sur la réduction des coûts à travers des économies d'échelle. (Voir annexe 7)

D'après les statistiques descriptives, la variable efficacité technique affiche une moyenne égale à 97.4%, un écart type de 5.2%, une valeur minimale de 72% et une valeur maximale de 1. Pour la variable efficacité technique, elle affiche une moyenne de 95.8%, un écart type de 7.6%, une valeur minimale de 35.7% et une valeur maximale de 1.

2.3.4 Les variables de contrôle

Nous commençons par la taille de la banque (size) qui affiche une moyenne de 9.66, un écart type de 0.23, une valeur minimale de 9.08 affichée en 2005 et une valeur maximale de 10.19 affichée en 2018.

Pour la variable indiquant la composition du portefeuille d'actifs de la banque (comp) et qui mesure le degré de liquidité, elle affiche une moyenne de 78.9%, un écart type de 10.9%, une valeur minimale de 2.27% affichée en 2006 et une valeur maximale de 94.5% affichée en 2013.

Autres que les variables de contrôle spécifiques, nous avons les variables macroéconomiques à savoir le taux de croissance économique (GDPG) et l'inflation (INF). La variable GDPG affiche une valeur minimale de -3.05 en 2012 et une valeur maximale de 0.73 en 2017.

La valeur minimale de l'inflation est de l'ordre de 2.04% affichée en 2005 et la valeur maximale est égale à 7.4% affichée en 2018.

SECTION 3 : MODELES ET TESTS ECONOMETRIQUES

3.1 Les modèles

Notre étude consiste à examiner, à travers une estimation des données en panel, les effets de la structure du marché et du choix stratégique sur la performance des banques tunisiennes cotées pour la période allant du 2005 jusqu'à 2018.

Afin de tester empiriquement les liens entre la performance des banques tunisiennes et les variables explicatives, nous nous sommes référés à plusieurs études antérieures et précisément celle de Belkhaoui et al.2012, pour spécifier une équation de régression qui fera l'objet d'estimations. A travers l'équation de régression ci-dessous, nous ferons apparaître explicitement l'impact des variables explicatives liées à la structure de marché et au choix stratégique des banques sur la performance bancaire.

$$R_{it} = c + a_1HHIT_t + a_2PM_{it} + b_1Crisk_{it} + b_2Cap_{it} + b_3TEFF_{it} + b_4SEFF_{it} + b_5HHIactifs_{it} + \sum_{h=1}^H b_h X_{it}^h + \sum_{l=1}^L b_l X_t^l + b_6revolution + \epsilon_{it} \quad (1)$$

Avec :

R_{it} : Le profit de la banque i à la fin de l'année t .

c : Le terme constant du modèle.

$HHIT_t$: La valeur de l'indice de concentration de marché des banques à la fin de l'année t .

PM_{it} : La valeur de la part de marché (de dépôts) de la banque i à la fin de l'année t .

$Crisk_{it}$: Le risque de crédit de la banque i à la fin de l'année t .

Cap_{it} : Le niveau de capitalisation de la banque i à la fin de l'année t .

$TEFF_{it}$: Le score d'efficacité technique de la banque i à la fin de l'année t .

$SEFF_{it}$: Le score d'efficacité d'échelle de la banque i dans à la fin de l'année t .

$HHIactifs_{it}$: Le degré de diversification des activités de la banque i à la fin de l'année t .

X_{it}^h : h variables de contrôle explicatives de la performance spécifiques à la banque i à la fin de l'année t .

X_t^l : l variables de contrôle macroéconomiques explicatives de la performance des banques à la fin de l'année t .

$revolution$: La variable binaire indiquant la révolution tunisienne.

ϵ_{it} : Un terme d'erreur.

La première équation de régression nous permet d'apprécier l'effet de chaque variable explicative sur la performance des banques tunisiennes et d'évaluer l'importance relative de la structure de marché et du choix stratégique de la banque sur sa performance. En effet, l'objectif de l'estimation de cette équation de régression est de tester simultanément l'ensemble des hypothèses précédemment énoncées.

Afin de pouvoir tester empiriquement l'impact des autres facteurs de la performance qui ne peuvent pas être observables directement, nous allons adopter une spécification dynamique du modèle de régression. En se référant à la recherche de Williams et al.2009, nous ajoutons la variable dépendante retardée aux autres variables explicatives dans la première équation de régression. Suite à cela, le modèle de régression sera estimé comme suit :

$$R_{it} = c + \mu R_{i(t-1)} + a_1 HHIT_t + a_2 PM_{it} + b_1 Crisk_{it} + b_2 Cap_{it} + b_3 TEFF_{it} + b_4 SEFF_{it} + b_5 HHIactifs_{it} + \sum_{h=1}^H b_h X_{it}^h + \sum_{l=1}^L b_l X_t^l + b_6 revolution + \epsilon_{it} \quad (2)$$

Avec :

$R_{i(t-1)}$: Le profit de la banque i à la fin de l'année (t-1).

μ : La vitesse d'ajustement de la mesure de performance à son au niveau d'équilibre.

En effet, la deuxième équation sert à une extension des recherches antérieures étudiant l'effet de la structure de marché et du choix stratégique sur la performance bancaire. Nous avons tenté, à travers ce modèle, de montrer explicitement et simultanément, les impacts de la structure de marché et du choix stratégique sur la performance bancaire.

Concernant la première régression, nous allons d'abord nous concentrer sur la modélisation des effets individuels pour les données en panel en déterminant le modèle approprié à nos estimations qu'il soit à effet fixe ou à effet aléatoire et ceci en nous référant au test de spécification d'Hausman. En ce qui concerne les termes d'erreurs, et afin de tester la stabilité de la variance, il est nécessaire d'étudier l'hétéroscédasticité à travers le test de Breusch-Pagan. Ensuite nous devons procéder au test de Wooldrige pour étudier les auto-corrélations entre ces termes d'erreur. L'importance de ces deux tests réside dans la spécification de la méthode d'estimation. En effet, si ces deux tests indiquent qu'il existe un problème d'hétéroscédasticité ou d'auto-corrélation des erreurs, il n'est plus approprié d'utiliser la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO), ce qui justifie l'application de la méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG).

La présence de la variable dépendante retardée, qui représente le profit de la banque, à droite de la deuxième équation de régression fait que l'estimation devienne plus compliquée.

D'après McKenzie (2001), l'aspect dynamique du modèle de régression nous empêche d'utiliser les techniques d'estimation standards et précisément pour le cas de notre étude qui teste un modèle de régression sur une période relativement courte. Pour ce faire, nous nous référons à l'approche établie par Arellano et Bond (1991) qui consiste à adopter la Méthode des Moments Généralisés (GMM) en panel dynamique. Cette méthode sert à contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de pallier le biais d'endogénéité des variables (Sevestre, 2002).

En effet, nous constatons deux types d'estimateurs des GMM en panel dynamique, à savoir l'estimateur GMM en différences premières et l'estimateur GMM en système.

Le premier type consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation d'estimation afin de supprimer les effets spécifiques individuels, d'instrumenter par la suite la variable endogène retardée par des valeurs passées de 2 périodes au minimum. (Arellano et Bond, 1991)

Le deuxième type a été proposé par Blundel et Bond (1998) afin de répondre aux limites de l'estimateur GMM en différences premières. En effet, cette méthode consiste à combiner des équations en différences premières avec des équations en niveau dans lesquelles les variables sont instrumentées par leurs différences premières. L'étude de Blundel et Bond (1998) a prouvé en utilisant des simulations de Monte Carlo que l'estimateur GMM en système est beaucoup plus performant que celui en différences premières proposé par Arellano et Bond (1991) qui aboutit à des résultats biaisés s'il s'agit d'échantillons finis et lorsque les instruments sont faibles.

Pour notre travail empirique, nous allons opter pour l'estimateur GMM en système proposé par Blundel et Bond (1998). En effet pour la validation de notre travail, deux tests sont associés à l'estimateur GMM en panel dynamique. Premièrement, le test de sur identification de Sargan (ou de Hansen) qui sert à prouver que les variables retardées sont validées comme instruments. Le second test est celui d'auto-corrélation d'Arellano et Bond (1991) ayant comme hypothèse nulle : l'absence d'auto-corrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence.

3.2 Etude des corrélations

On a commencé notre travail empirique par étudier la présence de problème de multi-colinéarité entre les différentes variables explicatives. En effet, ce problème se manifeste généralement lorsqu'il s'agit des corrélations bi-variées importantes entre la majorité des variables indépendantes dans un modèle de régression. Le tableau ci-dessous illustre la matrice de corrélation de Pearson entre les variables indépendantes du modèle.

D'après Gujarati(2003), le problème de multi-colinéarité peut être détecté si les coefficients de corrélation bi-variée entre les différentes variables indépendantes dépassent 80%. Ainsi, on peut affirmer que la multi-colinéarité entre nos variables explicatives ne pose pas de problème dans le cadre de cette étude.

Tableau 9 Etude de la corrélation

	ROA	Pmit	HHIT	Crisk	Cap	HHIact~t	TEFF
ROA	1.0000						
Pmit	-0.0586	1.0000					
HHIT	-0.1157	-0.0000	1.0000				
Crisk	-0.5090	-0.1420	0.1649	1.0000			
Cap	0.5324	0.2692	0.1058	-0.4013	1.0000		
HHIactifsit	-0.0002	-0.0656	0.2272	-0.2097	0.1982	1.0000	
TEFF	-0.0105	-0.0266	-0.0377	0.0234	-0.2469	-0.0134	1.0000
SEFF	0.0170	-0.1362	0.1103	-0.0392	0.0734	0.1328	-0.1094
size	0.1571	-0.6648	-0.1289	-0.0209	-0.2163	0.1219	0.0685
comp	0.1882	-0.0592	-0.2232	0.0756	-0.0925	-0.7937	-0.1141
GDPG	0.0113	-0.0000	0.4879	0.0823	0.0463	0.1930	-0.1266
INF	0.1123	0.0000	0.1068	-0.1617	-0.0899	0.0081	0.0900
revolution	0.1538	0.0000	-0.2522	-0.1866	-0.0705	0.0351	0.0850
	SEFF	size	comp	GDPG	INF	revolu~n	
SEFF	1.0000						
size	-0.0740	1.0000					
comp	-0.2984	-0.0315	1.0000				
GDPG	0.0710	0.0095	-0.1412	1.0000			
INF	-0.0656	0.4872	-0.0091	0.0184	1.0000		
revolution	-0.0757	0.5926	0.0659	-0.2730	0.5668	1.0000	

Tests économétriques

Comme nous l'avons montré ci-dessus, nous allons adopter deux régressions, l'une est statique et la seconde est dynamique. Pour les deux types de régression, nous allons choisir le ROA comme variable dépendante.

3.3.1 La régression statique

3.3.1.1 *Le test de spécification de Fisher*

Pour commencer, nous avons testé notre base de données à travers le test de spécification de Fisher. Ce test nous a fourni une Prob> F égale à 0.0000 et donc strictement inférieur à 5%, ce qui confirme l'hétérogénéité de nos données. Ceci indique la possibilité de l'estimation de notre modèle en utilisant l'économétrie en données de panel.

3.3.1.2 *Le test de Spécification d'Hausman*

Pour estimer la première régression, nous commençons par le test de spécification d'Hausman qui sert à vérifier si les coefficients des deux estimations fixe et aléatoire sont statistiquement différents. En effet, ce test se base sur l'idée que, sous l'hypothèse nulle d'indépendance entre les erreurs et les variables explicatives, les deux estimateurs ne sont pas biaisés, donc les coefficients estimés devraient légèrement différer.

Si la p-value excède le niveau de confiance, on rejette donc l'hypothèse nulle et on optera pour les effets aléatoires.

Pour notre étude, le test d'Hausman nous fournit une probabilité Prob> chi2 =0.0053 qui est inférieure à 5%. Nous acceptons l'hypothèse nulle et nous concluons que le modèle à effet fixe est le plus approprié à notre estimation.

3.3.1.3 *Le test d'hétéroscédasticité*

Le deuxième test à effectuer c'est celui d'hétéroscédasticité et nous avons choisi celui de Breusch-Pagen. En effet, ce test sert à vérifier si le carré des résidus peut être expliqué par les variables explicatives du modèle ou non. Si c'est le cas, il s'agit donc d'une hétéroscédasticité.

Pour un test d'hétéroscédasticité, l'hypothèse nulle suppose que les coefficients de la régression des résidus au carré sont nuls et il y a homoscedasticité. Si la p-value est inférieure au niveau de confiance, on rejette l'hypothèse nulle, ce qui confirme la présence d'hétéroscédasticité.

Pour notre cas, la Prob>F égale à 0.0000, inférieure à 5%. On rejette l'hypothèse nulle, ce qui prouve l'existence d'hétéroscédasticité dans notre modèle.

3.3.1.4 *Le test d'auto-corrélation des erreurs*

Afin d'étudier les auto-corrélations entre ces termes d'erreur nous avons procédé au test de Wooldrige. L'hypothèse nulle de ce test est l'absence d'auto-corrélation et si la Prob>F est inférieure au seuil de confiance, nous rejetons cette hypothèse, ce qui prouve l'existence d'auto-corrélations entre les termes d'erreurs.

Pour notre modèle, la Prob>F est égale à 0.1144 supérieure à 5%. Ceci montre qu'il n'existe pas de problème d'auto-corrélation entre les termes d'erreurs de notre modèle.

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'existence d'un problème d'hétéroscédasticité ou d'auto-corrélation des erreurs nous empêche d'utiliser les Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Dans notre cas, nous avons un problème d'hétéroscédasticité, nous allons alors opter pour la méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG).

3.3.2 **La régression dynamique**

Il existe deux tests qui sont liés à l'estimation des GMM en panel dynamique :

3.3.2.1 *Le test de sur identification de Sargan*

Ce test sert à valider les variables retardées en tant qu'instruments. Si la probabilité est supérieure à 5% alors nous acceptons l'hypothèse nulle qui indique la validité des instruments. Pour notre cas la Prob>chi2 = 0.8947 supérieure à 5%, ce qui conduit à l'acceptation de l'hypothèse nulle et à la justification de la robustesse de notre modèle.

3.3.2.2 *Le test d'autocorrélation d'Arellano et Bond (1991)*

Ce test portant sur l'absence de corrélation sérielle des résidus repose sur les hypothèses suivantes :

H1 : présence de corrélation négative d'ordre 1 des résidus.

H0 : Absence de corrélation d'ordre 2 des résidus.

Le résultat trouvé montre que la Prob>Z de l'auto-corrélation AR(2) est égale à 0.2689, supérieure à 5%, ce qui nous amène à accepter l'hypothèse H0 indiquant l'absence de corrélation d'ordre 2 des résidus.

SECTION 4 : LES RESULTATS DES ESTIMATIONS

Tout d'abord, nous avons commencé par l'estimation de notre modèle suivant la méthode des MCG, ensuite, nous avons eu recours à la Méthode des Moments Généralisés (GMM) tout en considérant le ROA comme variable dépendante. Les résultats de ces deux estimations sont présentés dans le tableau ci-dessous.

ROA	Résultat de l'estimation MCG (Modèle statique)	Résultat de l'estimation GMM (Modèle dynamique)
ROA. L1		0.14 * (0.099)
Pmit	-0.03 (0.300)	-0.2 (0.103)
HHIT	-0.3 ** (0.026)	-0.34 (0.241)
Crisk	-0.0211** (0.019)	-0.125*** (0.002)
Cap	0.202 *** (0.000)	0.21*** (0.001)
HHIactifsit	0.028 ** (0.013)	0.08* (0.052)
TEFF	0.036 *** (0.000)	0.05* (0.099)
SEFF	0.024 *** (0.005)	0.04 (0.166)
size	0.017 *** (0.006)	0.01 (0.336)
comp	0.048 *** (0.000)	0.073*** (0.007)
GDPG	0.00089 (0.194)	0.0003 (0.768)
INF	0.057 (0.288)	0.148 (0.174)
revolution	-0.0036 * (0.069)	-0.0063 (0.119)
Constante	-0.087 (0.167)	-0.018 (0.119)
Prob>chi2	0.0000	0.0000

Notes : $P > |z|$: * ; ** ; *** acceptable respectivement au seuil de 10% ; 5% et 1%.

4.1 Interprétation des résultats

4.1.1 L'impact de la valeur retardée d'une période sur la performance bancaire

Les résultats obtenus indiquent qu'il existe une relation positive et statistiquement significative au seuil de 10% liant la performance bancaire à sa valeur retardée. Le coefficient associé à la valeur retardée d'une période de la rentabilité bancaire représente la vitesse d'ajustement de la performance bancaire à son au niveau d'équilibre. En effet, une valeur du

coefficient d'ajustement comprise entre 0 et 1 indique que les profits bancaires persistent, mais reviendront éventuellement à leur niveau d'équilibre. Un coefficient proche de 0 indique que la vitesse d'ajustement est rapide ce qui implique que le secteur bancaire est compétitif. Par contre, si la valeur du coefficient d'ajustement est plutôt proche de 1, cela indique que la vitesse d'ajustement est faible ce qui montre que le marché des banques est faiblement compétitif.

Dans notre étude le coefficient d'ajustement est égal à 0.14355 (plus proche à 0), ce qui indique une vitesse d'ajustement de la performance rapide à son niveau d'équilibre justifiant ainsi l'aspect compétitif du secteur bancaire tunisien. Ce résultat est conforme à celui trouvé par Belkhaoui et al. 2012 dans leur étude menée sur des pays émergents.

4.1.2 Impact de la structure de marché sur la performance bancaire

L'évaluation du lien entre la structure de marché et la performance des banques se fait en étudiant les effets de la concentration de marché et de la part de marché.

4.1.2.1 L'impact de la part de marché sur la performance bancaire

En analysant les résultats affichés dans le tableau ci-dessus, nous constatons que l'impact de la part de marché sur la performance des banques tunisiennes est négatif et statistiquement non significatif pour les deux méthodes d'estimation (MCG et GMM), ainsi nous rejetons la première hypothèse. Ces résultats corroborent les recherches antérieures (Liu H. et al. (2010) et celle de Peria et Mody (2004)) qui expliquent cela en se basant sur l'idée que les banques ayant une part de marché développée sont capables d'éliminer les concurrents existants ou même potentiels en diminuant leurs marges sur les taux d'intérêt, ce qui réduit leurs performances.

Ces résultats contredisent les arguments de l'hypothèse du pouvoir de marché relatif. Cette hypothèse affirme que seules les banques ayant des parts de marché importantes ont le pouvoir d'imposer les tarifs pour leurs produits, ce qui leur génère des profits plus importants.

4.1.2.2 L'impact de la concentration de marché sur la performance bancaire

Concernant le lien entre la concentration de marché et la performance bancaire, il est aussi négatif et statistiquement significatif au seuil de 5% pour l'estimation avec la méthode des MCG mais non significatif pour l'estimation avec la méthode des GMM. Ceci confirme la deuxième hypothèse de notre travail, à savoir que la concentration de marché impacte négativement la performance bancaire

D'autres études ont approuvé ce résultat (Berger (1995), Demirgüç-Kunt et al. (1999), Mamatzakis et Remoundos (2003), Staikouras et Wood (2004)). Ces chercheurs expliquent leurs résultats par le phénomène de la concurrence non liée aux prix des produits bancaires mais plutôt à l'amélioration de la qualité des services et à l'innovation d'ordre technologique. Ils notent que cette concurrence est souvent considérée assez forte lorsqu'il s'agit d'un marché relativement concentré.

Nous pouvons aussi expliquer cette relation négative entre la concentration du marché et la performance bancaire en se référant à la théorie d'agence. En effet, cette théorie suppose que lorsque le marché est assez concentré, les dirigeants s'intéressent à la réalisation d'objectifs autres que la maximisation de la rentabilité de la banque (Rodriguez-Fernandez et Carbo-Valverde, 2007).

4.1.3 Impact du choix stratégique sur la performance bancaire

Pour évaluer l'effet du choix stratégique de la banque sur sa performance, nous avons introduit des mesures directes des différentes dimensions de la stratégie de la banque à savoir la prise de risque, la diversification de ses activités et le contrôle de ses coûts.

4.1.3.1 L'impact de la prise de risque sur la performance bancaire

Au cours de cette étude, nous avons mesuré la stratégie de prise de risque par la banque à travers le risque de crédit et le degré de capitalisation.

Le tableau des résultats montre que le coefficient estimé de la variable risque de crédit (Crisk) est négatif et statistiquement significatif au seuil de 5% pour l'estimation en MCG et au seuil de 1% pour l'estimation en GMM. Nous acceptons ainsi l'hypothèse H3.1 de notre étude. Cette relation négative entre le risque de crédit et la rentabilité des banques tunisiennes peut être liée à l'augmentation substantielle du risque de crédit. En effet, un niveau excessif du risque de crédit chez les banques engendre une dégradation de la qualité des portefeuilles d'actifs et une hausse des impayés. Sur le long terme, cette situation sera traduite par une augmentation des pertes sur les prêts accordés, ce qui diminue la performance bancaire. Ce résultat est soutenu par plusieurs chercheurs (Berger et al. (2005), Jones et al. (2011)).

En ce qui concerne le coefficient estimé de la variable ratio de capitalisation (Cap), il est positif et statistiquement significatif au seuil de 1 % pour les deux types de régression, ce qui confirme notre hypothèse H3.2. Cette relation positive entre le ratio de capitalisation et la

performance bancaire confirme les résultats de nombreuses études antérieures (Bourke, 1989; Berger, 1995; Stiglitz et Marilou, 1996; Girardone et al.2010)³⁶.

La relation positive entre le ratio de capitalisation et la performance bancaire peut être expliquée par le fait que l'augmentation du capital réduit le risque de défaut de la banque et diminue le coût de financement de ses activités. Un autre argument, non moins important est le fait que le capital constitue une source de financement très chère pour la banque. De ce fait, son augmentation incite les dirigeants à diminuer le niveau des charges d'exploitation, afin de ne pas impacter les profits et garantir assurer le versement de dividendes pour les actionnaires.

Les effets estimés des deux mesures de la stratégie de prise de risque, à savoir le risque de crédit et le ratio de capitalisation sur la performance bancaire auront des implications pour les banques ainsi que les autorités de réglementation. En effet, les banques seront incitées à s'intéresser plus à leur capitalisation et au risque de crédit assumé afin d'améliorer leur performance. Mais de l'autre côté, elles devraient se conformer aux règles prudentielles et aux standards de réglementation établis par la banque centrale, à travers un ajustement structurel du niveau des provisions au risque de crédit inhérent. De ce fait, les banques sont dans l'obligation de respecter le ratio de solvabilité, qui est de l'ordre de 10% actuellement, tout en optimisant leur niveau de capitalisation.

Pour pouvoir gérer cette situation tout en s'assurant de la solvabilité de leurs débiteurs ainsi que leurs capacités à honorer leurs engagements, les dirigeants des banques doivent mettre en place de bonnes stratégies de gestion du risque de crédit.

4.1.3.2 L'impact de la diversification sur la performance bancaire

Afin de mesurer le degré de diversification des activités de la banque, nous avons utilisé l'indice de concentration du portefeuille d'actifs noté HHIactifsit. En effet, les valeurs de cet indice sont comprises entre 0 et 1. Plus cette valeur est proche de 1, plus la concentration des actifs est importante et moins poussé est le degré de diversification. D'après le tableau des résultats présenté ci-dessus, nous constatons que le coefficient de la variable (HHIactifsit) prend une valeur positive et il est statistiquement significatif au seuil de 5% pour la régression statique (MCG) et au seuil de 10% pour la régression dynamique (GMM). Ces résultats nous permettent d'accepter l'hypothèse H3.3.

Nous concluons donc que le degré de diversification des activités de la banque impactent négativement sa performance. Plusieurs chercheurs ont trouvé le même résultat (Barros et al.

³⁶Citées dans Belkhaoui et al. 2012.

(2007), Belkhaoui et al. (2012)) et ils ont confirmé que les banques plus spécialisées réalisent des profits plus importants que les banques diversifiées. Ce résultat peut être justifié en se basant sur l'argument de la destruction de valeur de la firme à travers la diversification (diversification discount) expliqué par la théorie de « free cash-flow » établie par Jensen (1986). En effet, cette théorie est basée sur l'hypothèse de l'aversion des dirigeants au risque, l'inefficacité du contrôle des productivités, aux coûts d'agence, à l'inefficience des opérations, aux inégalités des pouvoirs sur le marché.

Les études antérieures affirmant ce résultat, l'ont expliqué aussi par différents aspects à savoir : la pénétration de nouveaux marchés inconnus, la complexité de la structure organisationnelle des banques fortement diversifiées, l'existence des problèmes d'asymétrie d'information et de sélection adverse. On peut expliquer cette relation aussi en mettant l'accent sur les capacités limitées des dirigeants et le manque de compétences et d'expérience pour le contrôle de toutes les activités de la banque.

4.1.3.3 L'impact de la stratégie de contrôle des coûts sur la performance bancaire

Comme nous l'avons déjà mentionné, la gestion des coûts est mesurée à travers des scores d'efficacité technique (TEFF) et d'échelle (SEFF). Les résultats trouvés montrent que le score d'efficacité technique impacte positivement et significativement (au seuil de 1% pour la régression en MCG et au seuil de 10% pour la régression en GMM) la variable dépendante. De même pour le score d'efficacité d'échelle, son impact est positif et significatif au seuil de 5% pour la régression en MCG, mais non significatif pour la régression en GMM. En effet, ces résultats confirment l'hypothèse H3.4.

Nous remarquons aussi que l'impact des mesures d'efficacité coûts (efficacité technique et efficacité d'échelle) n'est pas du même degré. En effet, l'impact de l'efficacité technique est plus important que celui de l'efficacité d'échelle. Ce résultat montre que la réduction des coûts bancaires à travers une bonne gestion des ressources (c.-à-d. l'efficacité technique) a un impact plus significatif que le recours aux économies d'échelle à travers une augmentation de la taille ou le volume des activités (efficacité d'échelle).

Ces résultats corroborent plusieurs études antérieures (Gelos(2006), Belkhaoui et al(2012), Berger et al(1997), Williams(2005), Girardone et al(2010)).

4.1.4 L'impact des variables de contrôle sur la performance bancaire

Concernant les variables de contrôle, nous constatons que la variable taille de la banque (size) impacte positivement et significativement au seuil de 1% la performance des banques pour la

régression en MCG mais elle est non significative pour la régression en GMM. La relation positive affirme que les banques peuvent tirer profit de leur taille. Ceci prouve l'existence des économies d'échelle. Ce résultat corrobore plusieurs travaux antérieurs (Short, 1979; Smirlock, 1985 ; Bikker et al. 2002; Pasiouras et al. 2007; Bourke, 1989 ; Molyneux et Thornton, 1992). Ces auteurs justifient leurs résultats par la capacité des banques de taille importante à diminuer le niveau de leurs coûts à travers des économies d'échelle. En plus, ces banques peuvent lever ou augmenter leur capital à un coût relativement moins élevé.

Quant à la variable (comp) indiquant le degré de liquidité, elle a un effet positif et statistiquement significatif sur la performance bancaire au seuil de 1% pour les deux types de régression.

L'impact des variables macroéconomiques à savoir la croissance économique (GDPG) et l'inflation (INF), introduites dans le modèle en tant variables de contrôle est positif mais statistiquement non significatif pour la régression en MCG et en GMM. Ceci peut être expliqué pour le cas de l'inflation en se référant à Revel (1979) et Perry (1992) qui ont avancé l'argument de l'anticipation. Selon eux, si l'inflation est anticipée, elle est alors répercutée sur les tarifs et impacte positivement la performance.

Pour la croissance économique, son impact positif sur la performance bancaire semble évident et peut être expliqué par la hausse des investissements et de la consommation liée à la croissance de l'activité économique. Plusieurs études confirment ce résultat (Goddard et al. 2004; Demirgüç-Kunt et al. 1999; Arpa et al. 2001; Bikker et Hu, 2002 ainsi que Schwaiger et Liebig, 2008). Cependant, cet impact peut ne pas être significatif et ceci revient à la spécificité du secteur bancaire étudié (Claeys et Vennet, 2008).

Outre ces différentes variables de contrôle, nous avons ajouté une variable binaire notée révolution afin d'indiquer l'effet de la révolution tunisienne sur la performance des banques. En effet, cet événement qui a marqué l'année 2011 a été suivi par une dégradation de la stabilité économique et financière qui a touché plusieurs secteurs dans le pays y compris le secteur bancaire.

Le résultat estimé montre un effet sur la performance des banques tunisiennes qui est négatif et statistiquement significatif (au seuil de 10% pour la régression en MCG mais non significative pour la régression en GMM) de la variable révolution.

CONCLUSION

Nous avons consacré ce dernier chapitre à la présentation des principaux indicateurs du secteur bancaire tunisien, objet notre recherche. Ensuite nous avons étudié empiriquement les effets de la structure de marché et des choix stratégiques sur la performance des unités de ce secteur.

Notre étude a été menée pour la période allant du 2005 à 2018 en adoptant deux méthodes d'estimation à savoir la MCG et la GMM. Les résultats trouvés montrent que les différentes relations liant les variables explicatives à la variable dépendante gardent les mêmes signes pour les deux méthodes d'estimation avec des degrés de significativité différents.

En effet, nous avons montré l'effet positif et significatif de la variable dépendante retardée tout en expliquant la signification de son coefficient d'ajustement indiquant ainsi le caractère concurrentiel de la place.

Pour la structure du marché, les résultats montrent un effet négatif mais non significatif de la part de marché sur la performance bancaire. En ce qui concerne la variable concentration, son impact est négatif sur la variable dépendante.

Pour les variables du choix stratégique, nous avons relevé un impact négatif du risque de crédit et positif pour le niveau de capitalisation. De son côté, la stratégie de diversification impacte très négativement la performance bancaire.

Enfin, la stratégie de contrôle des coûts affecte positivement et significativement la variable dépendante.

Pour conclure, ces résultats indiquent qu'afin d'améliorer la performance bancaire, les dirigeants doivent opter pour un niveau optimal de capitalisation de leur banque, développer en son sein une culture de crédit pour réduire le risque, concentrer son activité sur moins de métiers afin de ne pas disperser les efforts et ne pas diluer le contrôle et finalement gérer au mieux leurs charges d'exploitation en améliorant leurs scores d'efficience.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif de ce mémoire est d'étudier l'impact de la structure de marché et du choix stratégique des dirigeants de la banque sur sa performance. Cela permet d'évaluer la validité de deux approches étudiant la performance bancaire.

La première approche relève du paradigme traditionnel « Structure - Conduct - Performance », affirmant que la performance bancaire est principalement impactée par la structure de marché.

La seconde, fondée sur le paradigme alternatif « Stratégie – Performance » s'inscrivant dans le cadre du management stratégique. Elle suppose que la performance bancaire dépend du choix stratégique des dirigeants de la banque.

L'objectif crucial des banques est la maximisation de sa rentabilité afin d'assurer sa pérennité. Ce travail a été fait pour faire apparaître les facteurs les plus pertinents sur lesquels doivent se focaliser les banques tunisiennes tout en mettant l'accent sur la prédominance des déterminants spécifiques aux banques dans la détermination de la performance.

Ce mémoire étudie un échantillon de dix banques tunisiennes cotées sur une période allant de 2005 à 2018 en utilisant deux méthodes d'estimation à savoir la méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG) et la Méthode des Moments Généralisée (GMM).

Cette étude constitue une extension pour les travaux antérieurs. En effet, malgré l'abondance de ces dernières, l'impact du choix stratégique n'a pas été explicitement examiné faute de mesure directe pour de dernier.

D'autres recherches proposent que si le lien existe entre la structure de marché et la performance, il reflète l'impact des facteurs de gestion spécifiques aux banques.

Les résultats trouvés empiriquement, indiquent que les banques leaders en termes de part de marché peuvent dégrader leurs performances en diminuant leurs marges pour asseoir leurs positions sur le marché.

En termes de stratégies de planification de la banque, nous constatons qu'un excès de prise de risque de crédit détruit la performance bancaire suite à l'augmentation des prêts non performants liés aux financements des projets risqués adoptés dans le cadre d'une stratégie de diversification. En effet la pénétration des nouveaux marchés et la mise en place des nouvelles activités augmente le risque de la banque et minimise sa rentabilité.

En revanche, nous avons aussi trouvé que les bénéfices d'une année sont réinvestis afin d'améliorer la performance de l'année suivante.

En termes de liquidité bancaire, un niveau important du degré de liquidité augmente la performance particulièrement dans cette période d'assèchement de liquidité dans le secteur bancaire tunisien.

Certes ce travail connaît certaines limites, cela peut être observé à travers le nombre réduit des observations qui peut être élargi.

En ce qui concerne les variables, nous avons pu nous référer à d'autres mesures de la performance bancaire tels que le rendement des fonds propres (ROE), la marge nette d'intérêt, le rendement moyen des actifs (ROAA), le rendement moyen des fonds propres (ROAE)) afin de comparer la significativité des différentes relations avec les variables explicatives.

Notre choix des variables de contrôle aurait pu être également plus large en introduisant d'autres déterminants internes et externes qui expliquent la performance bancaire.

Concernant le calcul des scores d'efficacités, nous aurons du introduire parmi nos inputs le facteur ressources humaines (effectif, masse salariale) comme variable pertinente dans le calcul de l'efficacité bancaire, cela n'a pas été fait à cause de l'indisponibilité de ces données.

En effet, il existe plusieurs pistes de réflexion sur lesquels nous pouvons réfléchir afin d'améliorer notre travail et de palier à ses limites.

L'estimation du modèle global étudiant l'impact de la structure du marché et du choix stratégique simultanément pourra être précédée par une estimation d'un modèle restreint étudiant la relation entre le choix stratégique des dirigeants de la banque et sa performance. Puis en introduisant les mesures de la structure de marché dans le premier modèle, nous pouvons détecter si ces facteurs peuvent influencer les dirigeants de la banque dans la fixation de leurs stratégies afin de booster leurs résultats.

Enfin, il existe différentes catégories de banques : d'un côté, les banques publiques, les banques mixtes, les banques privées locales et les banques privées à capital en majorité étranger et de l'autre les petites, moyennes et grandes banques. Notre étude aurait pu porter sur chacune de ces sous-catégories de banques séparément afin de détecter s'il existe un comportement particulier à chaque type.